

ETUDE SUR LES OBSTACLES ET LEVIERS À LA MISE EN ŒUVRE DES SOLUTIONS FONDÉES SUR LA NATURE POUR L'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

ÉTUDE AUPRÈS DES COLLECTIVITÉS, DES INTERCOMMUNALITÉS ET DES ENTREPRISES



1.	Présentation générale de l'étude	3
2.	Résultats de l'étude	12
2.1	Profil des répondants	13
2.2	Impact du changement climatique	17
2.3	Notoriété des SfN	29
2.4	Mise en œuvre d'actions pour faire face au changement climatique	33
2.5	Difficultés rencontrées ou craintes	60
2.6	Notoriété du projet européen Life intégré ARTISAN	70
2.7	Nécessité des SfN pour l'avenir	77
3.	Ce qu'il faut retenir	81

Partie 1

PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE L'ÉTUDE





Qu'est-ce que le projet Life ARTISAN ?

Le projet Life ARTISAN a pour objectif de faciliter l'émergence de projets de Solutions fondées sur la Nature pour adapter les territoires français aux conséquences du changement climatique. Il souligne et explique les synergies entre l'adaptation au changement climatique et la préservation de la biodiversité. Le programme Life s'appuie sur des actions réalisées à l'échelle locale, régionale, nationale - Hexagone et Outre-mer - et aussi européenne. Co-financé par la Commission européenne, le Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des Territoires et des fonds propres des 28 bénéficiaires associés, le projet Life ARTISAN est piloté par l'Office français de la biodiversité (OFB).

Les bénéficiaires du projet Life ARTISAN

LOCAL



RÉGIONAL



NATIONAL



Le projet Life ARTISAN a reçu un financement du programme LIFE de l'Union européenne.

Le contenu de cette publication relève de la seule responsabilité de l'OFB et ne reflète pas nécessairement l'opinion de l'Union européenne.



Les enquêtes menées dans le cadre du projet LIFE ARTISAN mettent en lumière les freins et leviers à la mise en œuvre des Solutions d'adaptation fondées sur la Nature (SfN). En interrogeant collectivités, entreprises et habitants, elles révèlent des perceptions contrastées et des pistes d'action concrètes pour favoriser l'adoption de ces solutions face aux défis climatiques et environnementaux. Pour l'enquête auprès des collectivités et entreprises, parmi les obstacles identifiés on retrouve la complexité des procédures administratives, le manque de financements dédiés et une connaissance insuffisante des SfN. Les leviers potentiels pour surmonter ces obstacles sont la simplification des démarches, l'accès à des financements adaptés et la sensibilisation accrue aux bénéfices des SfN.

The surveys carried out as part of the LIFE ARTISAN project highlight the obstacles and levers to implementing Nature-based Solutions for Adaptation to climate change (NbS). By questioning local authorities, businesses and residents, they reveal contrasting perceptions and concrete courses of action to encourage the adoption of these solutions in the face of climate and environmental challenges. In the survey of local authorities and businesses, the obstacles identified included the complexity of administrative procedures, the lack of dedicated funding and insufficient knowledge of NbS. The potential levers for overcoming these obstacles are simplification of procedures, access to suitable funding and increased awareness of the benefits of NbS.

Cette enquête doit être citée de la manière suivante : Office français de la biodiversité, ACTeon & Gece. (2024). Enquête auprès des habitants sur les obstacles et leviers à la mise en œuvre des Solutions d'adaptation fondées sur la Nature (SfN). Projet LIFE ARTISAN.

CONTEXTE

Préserver la biodiversité parce qu'elle nous protège : cet objectif fédérateur du Plan biodiversité (2018) qui mobilise l'Etat avec les collectivités, les ONG, les acteurs socio-économiques et les citoyens s'appuie largement sur le concept de « Solutions Fondées sur la Nature (SfN) », mis en avant et développé par l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) depuis 2009. En clair, les SfN s'appuient sur des processus naturels pour répondre à des enjeux de société, tels que l'amélioration de la santé, la sécurité alimentaire, l'approvisionnement en eau, ou encore le développement socio-économique.

La biodiversité nous protège, y compris des effets nuisibles du changement climatique. En effet, les SfN jouent un rôle dans l'adaptation aux conséquences d'une évolution des paramètres climatiques (températures, précipitations, niveau marin...), à travers par exemple le maintien de berges de cours d'eau, la fixation de dunes, la lutte contre les ilots de chaleurs urbains, la prévention des éboulements, les barrières anti-incendie forestiers, etc. Ainsi, on se réfère désormais à des solutions d'adaptation fondées sur la nature (SfN). En ce sens, les SfN contribuent pleinement à l'objectif du Plan National d'Adaptation au Changement Climatique 2018-2022 (PNACC-2) de mettre en œuvre les actions nécessaires pour adapter, d'ici 2050, les territoires de la France métropolitaine et outre-mer aux changements climatiques régionaux et locaux attendus.



OBJECTIFS

L'objectif principal de la mission confiée par l'Office français de la biodiversité est de capitaliser les enseignements des obstacles et des leviers afin d'accélérer et de faciliter le déploiement des solutions d'adaptation au changement climatique fondées sur la nature (SfN) en France.



En particulier, le premier objectif opérationnel est de fournir aux porteurs de projets, sur la base de l'analyse des obstacles à la mise en œuvre des SfN, des réponses fiables, adéquates et adaptées à chacune des diverses situations. Pour cela, les méthodes de capitalisation mises en œuvre devront être particulièrement robustes et objectives afin de répondre à la fois aux exigences d'exhaustivité et de répliquabilité. La connaissance technique de l'objet d'étude est nécessaire pour détecter, identifier, analyser les données collectées par les différents outils mobilisés et la connaissance des perceptions du grand public comme des acteurs de l'offre et de la demande de SfN est utile pour adapter la communication et les discours autour de ces solutions.

Le second objectif est de mener une démarche d'évaluation de l'impact du programme LIFE auprès d'un panel d'acteurs en termes de facilitation du déploiement des SfN. Il s'agit de disposer d'un outil d'observation fiable et dynamique pour accélérer la phase de capitalisation à l'issue du dispositif et mesurer les progrès accomplis afin de guider la poursuite / réorientation.

Pour répondre à ces objectifs, deux enquêtes ont été menées en 2021 par le bureau de conseil et de recherche ACTeon et le cabinet Gece :

- Une enquête auprès des Français,
- Et une enquête auprès de des collectivités, des intercommunalités et des entreprises dont le secteur d'activité entre dans le champ des SfN.

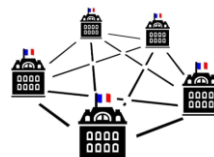
En 2024, l'OFB a décidé de renouveler cette étude, notamment pour mesurer les évolutions de la connaissance et des actions mises en place en matière de SfN ou des craintes quant à leur mise en œuvre.

Ce sont les résultats de cette seconde enquête que présente ce document.

Mêmes méthodologies qu'en 2021 :



Interrogation des collectivités et intercommunalités



Emailing auprès de 32 525 structures territoriales :

- 29 631 mairies
- 682 EPCI
- 2 212 autres structures (SIVU, SIVOM, SMF, SMO, EPT, PETR, POLEM*)



390 réponses complètes recueillies
entre le 27 juin et le 31 juillet 2024

Interrogation des entreprises cible



Enquête téléphonique auprès d'entreprises entrant dans le champ de l'étude :

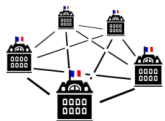
- Activités récréatives et de loisirs
- Activités spécialisées, scientifiques et techniques
- Agriculture, sylviculture et pêche
- Aménagement paysager
- Assurances
- Construction
- Hébergement et restauration
- Production et distribution d'eau

Le détail des activités retenues est présenté en annexes.



159 réponses complètes recueillies
entre le 28 juin et le 23 juillet 2024

* Syndicat intercommunal à vocation unique (SIVU)
Syndicat intercommunal à vocations multiples (SIVOM)
Syndicat mixte fermé (SMF)
Syndicat mixte ouvert (SMO)
Etablissement public territorial (EPT)
Pôle d'équilibre territorial et rural (PETR)
Pôle métropolitain (POLEM)



Collectivités et intercommunalités



Données redressées selon la taille des communes pour les mairies
et selon le type de structure pour les autres ainsi que la région

		Nombre de réponses	Structure Echantillon brut	Structure Echantillon redressé
Mairies	Communes de moins de 500 habitants	123	32%	40%
	Communes de 500 à 1 000 habitants	36	9%	15%
	Communes de 1 000 à 1 999 habitants	44	11%	10%
	Communes de 2 000 à 4 999 habitants	48	12%	7%
	Communes de 5 000 à 9 999 habitants	30	8%	3%
	Communes de 10 000 à 19 999 habitants	21	5%	1%
	Communes de 20 000 habitants et plus	15	4%	1%
Ensemble des communes		317	81%	78%
EPCI à fiscalité propre	Communautés d'agglomération	10	3%	0,5%
	Communautés de communes	30	8%	2%
	Communautés urbaines	1	0,3%	0,1%
	Métropoles	0	0%	0%
Ensemble des EPCI		41	11%	3%
Autres EPCI	Etablissement public territorial (EPT)	4	1%	0,3%
	Pôle d'équilibre territorial et rural (PETR)	0	0%	0%
	Pôle métropolitain (POLEM)	1	0,3%	0,3%
	Syndicat intercommunal à vocations multiples (SIVOM)	2	0,5%	3%
	Syndicat intercommunal à vocation unique (SIVU)	4	1%	10%
	Syndicat mixte fermé (SMF)	5	4%	4%
	Syndicat mixte ouvert (SMO)	5	1%	2%
Ensemble des autres structures		32	8%	19%
Total		390	100%	100%

	Nombre de réponses	Structure Echantillon brut	Structure Echantillon redressé
Auvergne-Rhône-Alpes	57	15%	11%
Bourgogne-Franche-Comté	32	8%	11%
Bretagne	32	8%	3%
Centre Val de Loire	26	7%	6%
Corse	1	0,3%	0,9%
Grand Est	58	15%	14%
Hauts-de-France	18	5%	10%
Île de France	23	6%	4%
Normandie	22	6%	8%
Nouvelle-Aquitaine	36	9%	12%
Occitanie	41	11%	12%
Pays de la Loire	28	7%	4%
Provence Alpes Côte d'Azur	14	4%	3%
DOM-TOM	2	0,5%	0,4%
Total	390	100%	100%

Le redressement a principalement permis de redonner à chaque type de structure son vrai poids dans l'ensemble de l'échantillon (ce qui n'a pas d'impact sur les résultats étant donné que ceux-ci sont présentés par type de structure, le cumul n'ayant que peu de sens).



Entreprises Cibles



Données redressées selon le secteur d'activité et la région d'implantation (Source : base Sirene®)

	Nombre de réponses	Structure Echantillon brut	Structure Echantillon redressé
Agriculture, sylviculture et pêche	36	23%	47%
Production et distribution d'eau	13	8%	1%
Construction	20	13%	6%
Hébergement et restauration	29	18%	19%
Assurances	5	3%	0,2%
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	19	12%	14%
Aménagement paysager	20	13%	4%
Activités récréatives et de loisirs	17	11%	9%
Total	159	100%	100%

Le redressement a principalement permis de redonner aux entreprises agricoles leur vrai poids (secteur volontairement sous-représenté dans l'échantillon brut) au profit des autres secteurs d'activité.

	Nombre de réponses	Structure Echantillon brut	Structure Echantillon redressé
Auvergne-Rhône-Alpes	18	11%	13%
Bourgogne-Franche-Comté	7	4%	5%
Bretagne	10	6%	5,5%
Centre-Val de Loire	7	4%	4%
Corse	2	1%	1%
Grand Est	14	9%	9%
Hauts-de-France	8	5%	6%
Ile-de-France	19	12%	11%
Normandie	9	6%	5%
Nouvelle-Aquitaine	18	11%	13,5%
Occitanie	20	13%	14%
Pays de la Loire	13	8%	5%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	14	9%	8%
Total	159	100%	100%



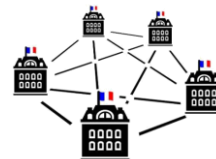
Le poids des entreprises agricoles dans l'échantillon redressé étant important (47 %), les résultats sont aussi présentés hors secteur agricole quand ils sont différents de ceux observés sur l'ensemble de l'échantillon.

Note

Dans la suite du rapport, les différentes structures et entreprises seront identifiées par les pictogrammes suivants :



Mairies



EPCI à fiscalité propre
(les autres EPCI sont simplement intitulés "Autres EPCI")



Entreprises cible

Partie 2

RÉSULTATS DE L'ÉTUDE

Certains résultats sont à prendre avec précaution en raison du nombre de répondants parfois faible (comme les EPCI par exemple).



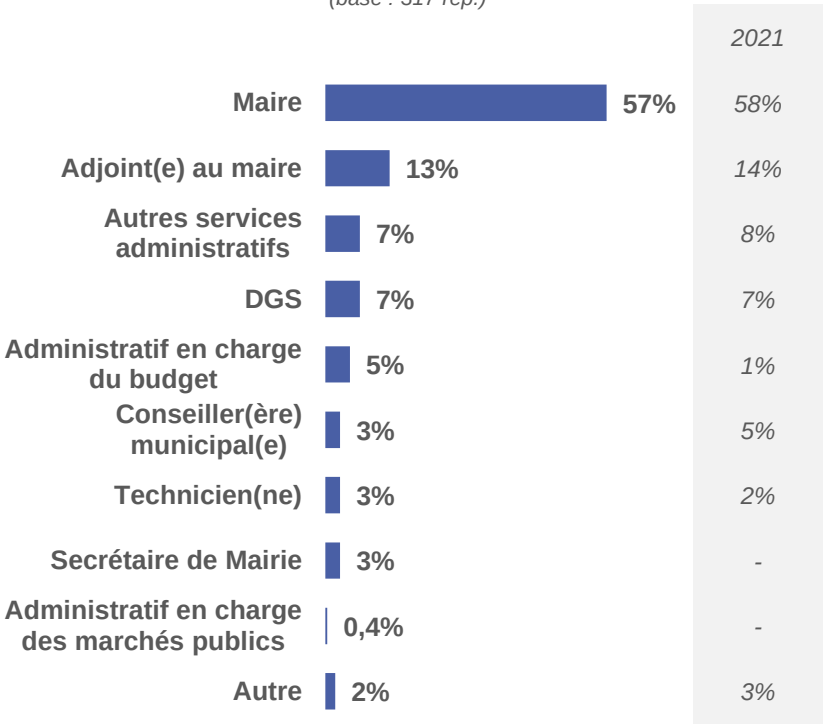
2.1 Profil des répondants



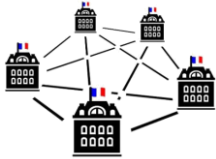
Quel est votre rôle au sein de votre structure actuelle ?



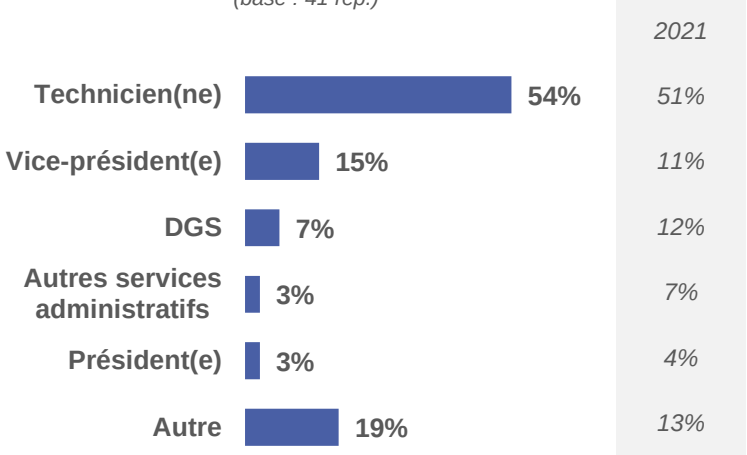
(base : 317 rép.)



Adjoint au DST, Agent d'accueil, Chargé de mission, Chargée de mission Agenda 2030, Chargée de mission DD, Chef de service, Cheffe de projet transition écologique, Collaborateur du Maire, Directeur de Cabinet, Direction de la ville en transition, Chargé du développement local, Directrice des transitions, DST, Service environnement



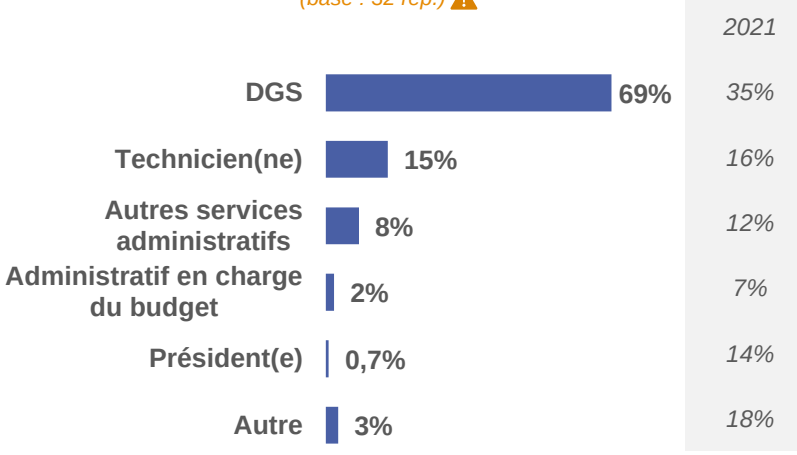
(base : 41 rép.)



Chargée de mission, Cheffe de service, Directrice Aménagement territorial, Responsable de pôle, Responsable de service, Responsable du service Aménagement et Développement Durable, Responsable pole aménagement, Service ingénierie en charge des transitions écologique, économique et énergétique

Autres EPCI

(base : 32 rép.) ⚠



Directeur des Services Techniques, Ingénieur



Quel est votre rôle au sein de votre structure actuelle ?

	Communes de moins de 500 hab.	Communes de 500 à 1 000 hab.	Communes de 1 000 à 1 999 hab.	Communes de 2 000 à 4 999 hab.	Communes de 5 000 hab. et plus
Maire	71%	61%	48%	19%	6%
Adjoint(e) au maire	9%	10%	15%	40%	11%
Autres services administratifs	7%	2%	11%	8%	15%
DGS	5%	6%	15%	16%	3%
Administratif en charge du budget	6%	4%	9%	0%	0%
Conseiller(ère) municipal(e)	0%	6%	0%	13%	4%
Technicien(ne)	0%	0%	2%	1%	40%
Secrétaire de Mairie	2%	8%	0%	0%	0%
Administratif en charge des marchés publics	0%	2%	0%	0%	0%
Autre	0%	1%	0%	2%	21%
Total	100%	100%	100%	100%	100%

Plus la commune est grande est moins les maires ont répondu, "remplacés" le plus souvent par leurs adjoints ou par un technicien dans les communes de 5 000 habitants et plus.

Quel est votre rôle au sein de votre structure actuelle ?



Chef(fe) d'entreprise / Gérant(e)



72%

2021

75%

Directeur(trice) général(e)



6%

6%

PDG / Président(e)



4%

2%

Cadre



4%

3%

Indépendant(e)



3%

8%

Autre



11%

6%

Assistante de direction, Manager,
Responsable commercial, Responsable
de site, Responsable financier

2.2 Impact du changement climatique





L'impact du changement climatique sur les territoires est incontestable.

97% des structures interrogées considèrent que leur territoire est actuellement, ou sera à l'avenir, touché par au moins une des 13 conséquences identifiées du changement climatique, un chiffre stable par rapport à 2021 (98%). Parmi ces conséquences, 4 se distinguent particulièrement, affectant aujourd'hui près de la moitié, voire plus, des structures consultées :

- La sécheresse, le manque d'eau,
- L'évolution des températures moyennes,
- L'évolution de la pluviométrie,
- Et les inondations, les pluies extrêmes.

Les mairies et les EPCI à fiscalité propre signalent également de manière significative l'impact du phénomène de retrait-gonflement des argiles sur leurs territoires, qui se fait déjà sentir.

Deux autres phénomènes suscitent également une forte inquiétude pour les années à venir :

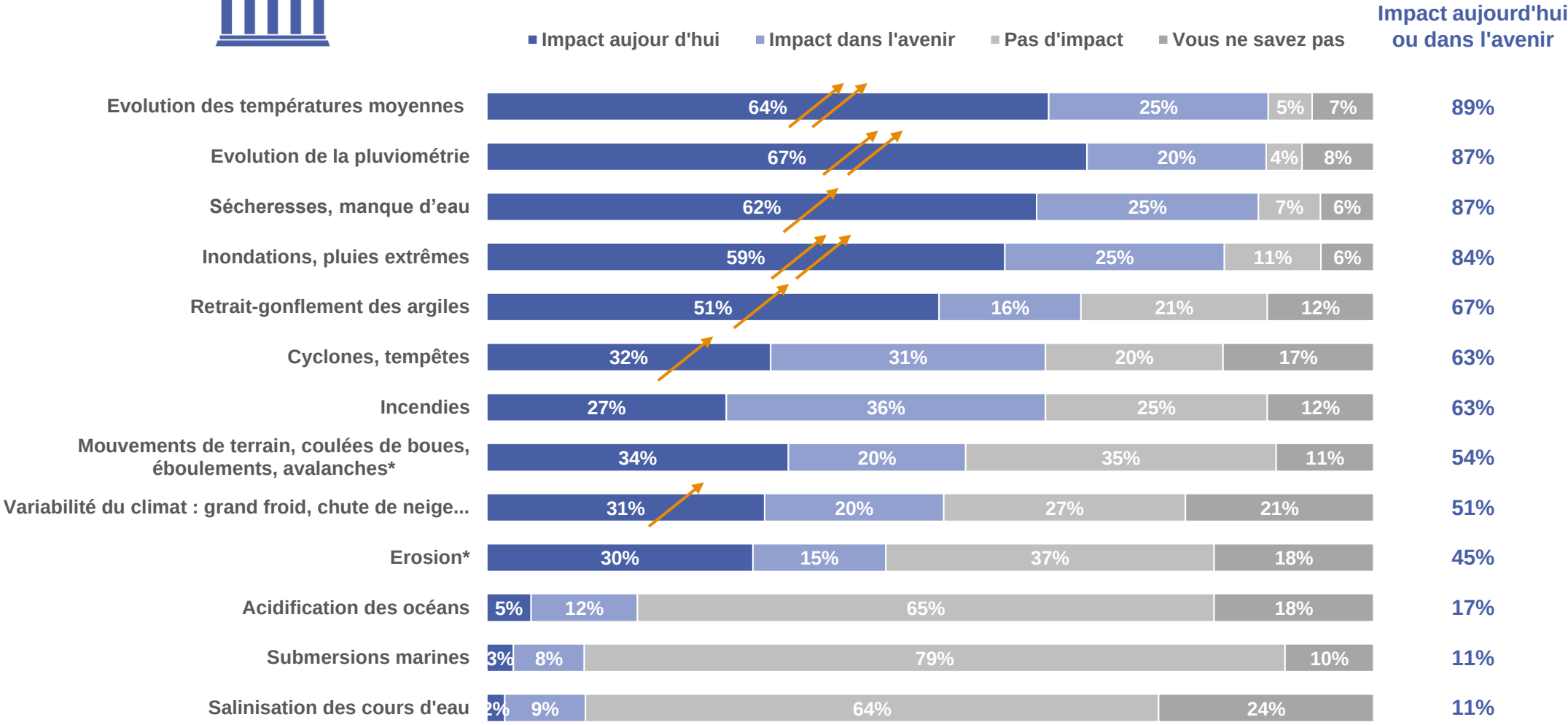
- Les cyclones, les tempêtes,
- Les incendies.

Seules les submersions marines, l'acidification des océans et la salinisation des cours d'eau semblent avoir un impact plus limité, aussi bien à ce jour que dans les perspectives futures.





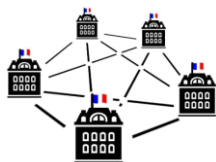
Les conséquences du changement climatique suivantes ont-elles un impact sur votre territoire aujourd'hui ou pensez-vous qu'elles pourraient avoir un impact dans l'avenir ?



2021	
Impact aujour d'hui	Aujour d'hui ou dans l'avenir
54%	87%
53%	85%
57%	89%
47%	77%
42%	55%
27%	58%
-	-
-	-
26%	56%
-	-
3%	10%
3%	11%
-	-

* En 2021, ces 2 items étaient regroupés en un seul : "Erosion, mouvement de terrain"

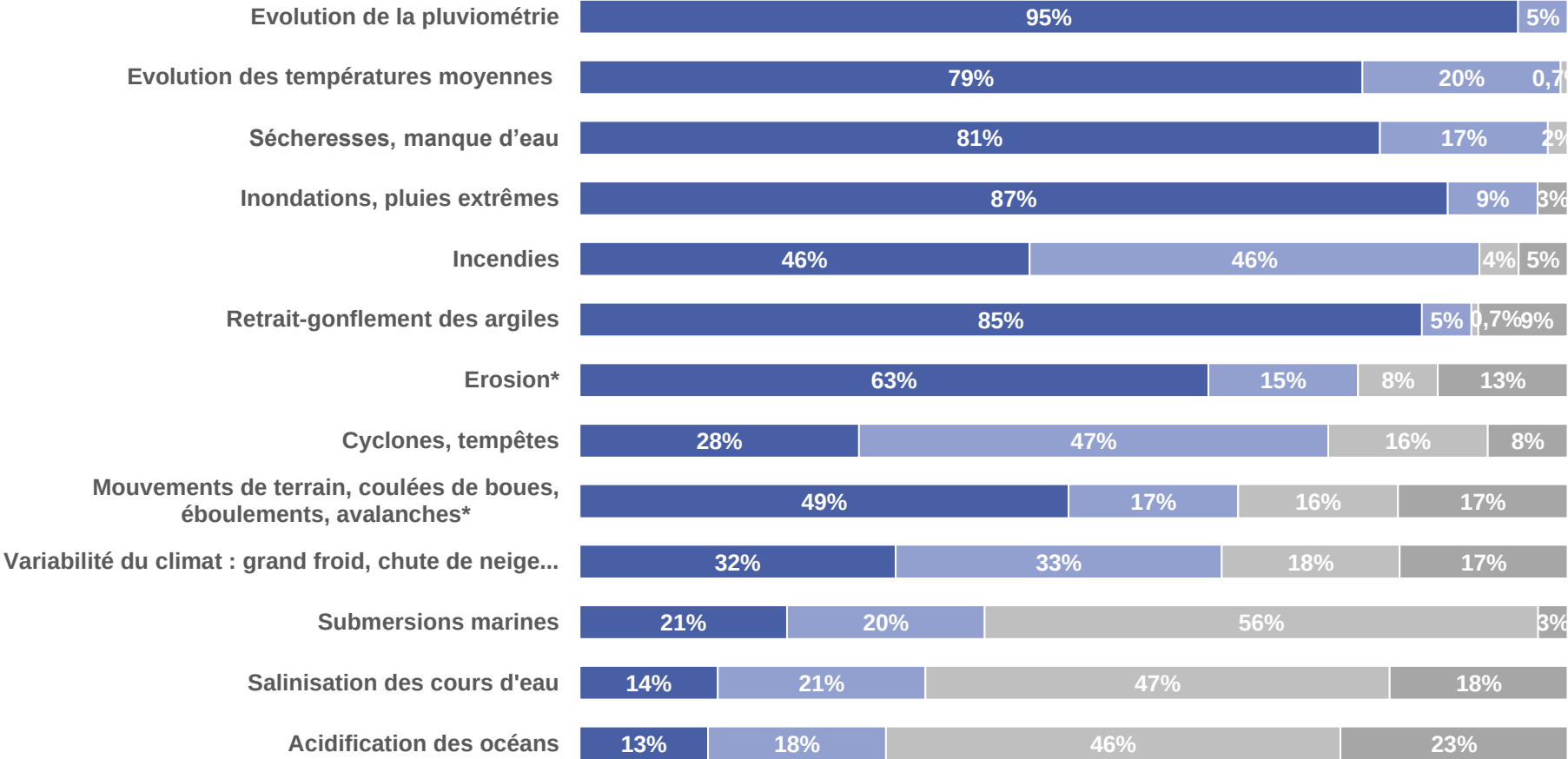
Un impact aujour d'hui encore plus important qu'en 2021 sur toutes ces conséquences (sauf les Submersions marines, pas de changement).



Les conséquences du changement climatique suivantes ont-elles un impact sur votre territoire aujourd'hui ou pensez-vous qu'elles pourraient avoir un impact dans l'avenir ?

■ Impact aujourd'hui ■ Impact dans l'avenir ■ Pas d'impact ■ Vous ne savez pas

Impact aujourd'hui ou dans l'avenir



2021	
Impact aujourd'hui	Aujourd'hui ou dans l'avenir
53%	91%
52%	93%
67%	95%
58%	93%
-	-
33%	47%
-	-
25%	60%
-	-
20%	60%
10%	17%
-	-
3%	11%

* En 2021, ces 2 items étaient regroupés en un seul : "Erosion, mouvement de terrain"

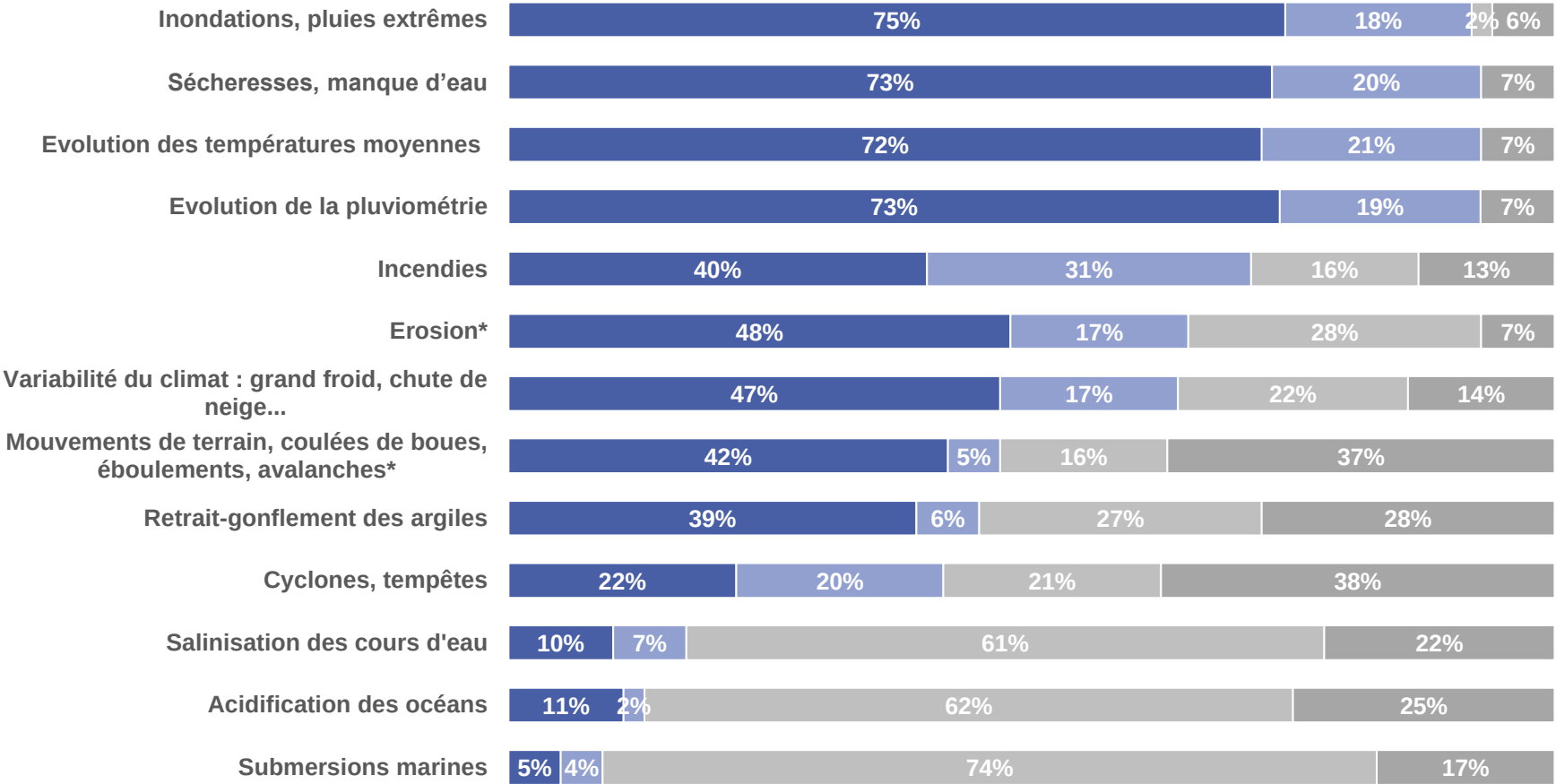
Des impacts beaucoup plus importants qu'en 2021 pour les EPCI

Les conséquences du changement climatique suivantes ont-elles un impact sur votre territoire aujourd'hui ou pensez-vous qu'elles pourraient avoir un impact dans l'avenir ?

Autres EPCI

■ Impact aujourd'hui ■ Impact dans l'avenir ■ Pas d'impact ■ Vous ne savez pas

Impact aujourd'hui ou dans l'avenir



2021	
Impact aujourd'hui	Aujourd'hui ou dans l'avenir
56%	90%
62%	96%
37%	78%
49%	92%
-	-
-	-
28%	54%
-	-
24%	39%
19%	56%
-	-
6%	11%
7%	17%

* En 2021, ces 2 items étaient regroupés en un seul : "Erosion, mouvement de terrain"

Des impacts beaucoup plus importants qu'en 2021 ici aussi

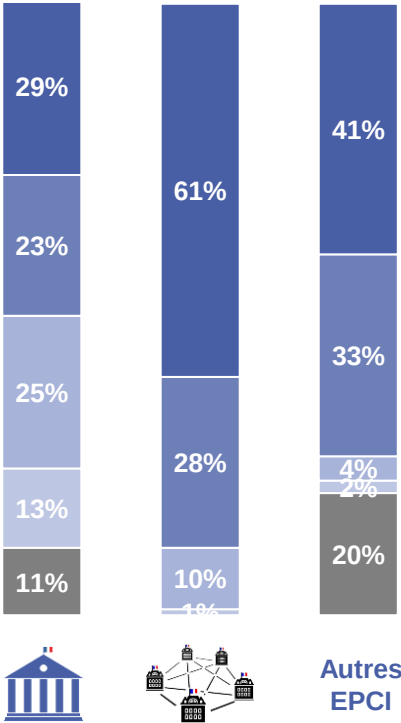
Nombre de conséquences du changement climatique ayant un impact sur les territoires aujourd'hui

Nb moyen de conséquences du changement climatique (sur les 13 proposées)
Nb moyen ramené à 10 pour une comparaison à 2021

	4,7	6,9	5,6
	3,6	5,3	4,3
2021	3,4	3,7	3,2

Tous les territoires sont impactés par le changement climatique

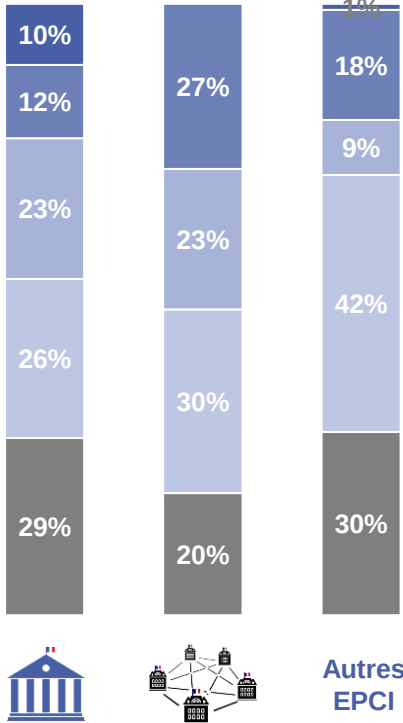
Par rapport à 2021, plus de territoires impactés AUJOURD'HUI (surtout les EPCI)



Nombre de conséquences du changement climatique qui pourraient avoir un impact sur les territoires dans l'avenir

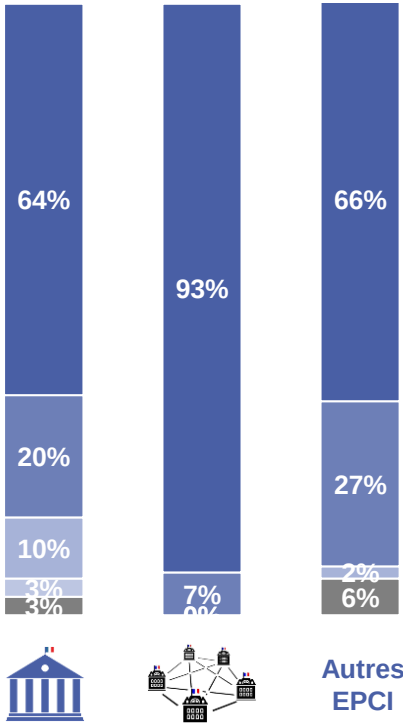
■ Aucun ■ De 1 à 3 ■ De 3 à 5 ■ De 5 à 7 ■ 7 et plus

	2,6	2,7	1,9
	2,0	2,1	1,4
	2,4	2,8	2,8



Nombre de conséquences du changement climatique aujourd'hui ou dans l'avenir

	7,3	9,6	7,5
	5,6	7,4	5,7
	5,8	6,4	6,0

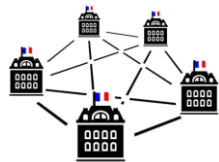
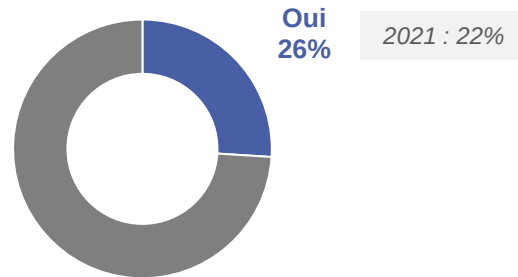


Y a-t-il d'autres conséquences du changement climatique qui ont un impact sur votre territoire aujourd'hui ou qui pourraient avoir un impact dans l'avenir ?

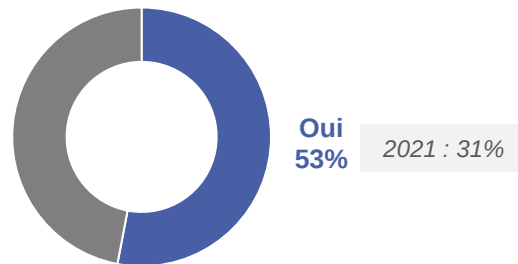
Si oui : Lesquelles ?



(base : 317 rép.)

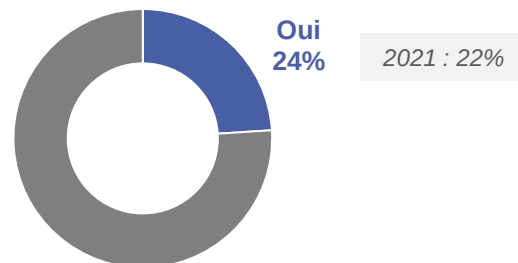


(base : 41 rép.)



Autres EPCI

(base : 32 rép.) ⚠



Si oui : Lesquelles ?



« Dépérissement des forêts »

« Biodiversité raréfaction des oiseaux et des insectes par exemple »

« Changement biologique arbres, souffrance du patrimoine arboré, dépérissement de certaines essences »

« Changement du sens du vent. Les bâtiments construits à la fin du XIXème siècle se retrouvent logiquement plus exposés au vent et donc à l'eau... »

« Crise du Scolyte impactant la ressource forestière communale »

« Dérèglement des interactions entre certains insectes et certains oiseaux. Augmentation de certaines chenilles et prédation des arbres. »

« Effondrement de la biodiversité. Patrimoine arboré en déclin »

« Gels tardifs et précoces. Arrivée de nouvelles espèces (par exemple chenilles processionnaires, moustiques tigres...) »

« Gels tardifs sur les cultures »

« Impact sur la biodiversité, espèces exotiques envahissantes »

« Impact sur la biodiversité : développement d'espèces exotiques envahissantes, disparition de certaines espèces en limite de répartition méridionale qui "remontent" vers le nord. Le jour où la mer va passer par-dessus les digues : changement de végétation et d'usages (prés salés) »

➔ Disparition / évolution de la biodiversité, de certaines espèces - animales ou végétales -, modification des milieux...



Comme pour les collectivités, l'impact du changement climatique sur l'activité des entreprises est indéniable.

En effet, parmi les 13 conséquences possibles du changement climatique, 92% des entreprises interrogées ont indiqué que leur activité est actuellement, ou sera à l'avenir, impactée par au moins l'une de ces conséquences (vs. 94% en 2021).

En particulier, quatre d'entre elles affectent ou affecteront plus des deux tiers des entreprises :

- Les cyclones et les tempêtes,
- Les inondations et les pluies extrêmes,
- L'évolution de la pluviométrie,
- La sécheresse et le manque d'eau.

Toutes les autres conséquences du changement climatique ont déjà, ou auront à l'avenir, un impact tangible sur plus de la moitié des entreprises (ou presque la moitié pour ce qui est des submersions marines).



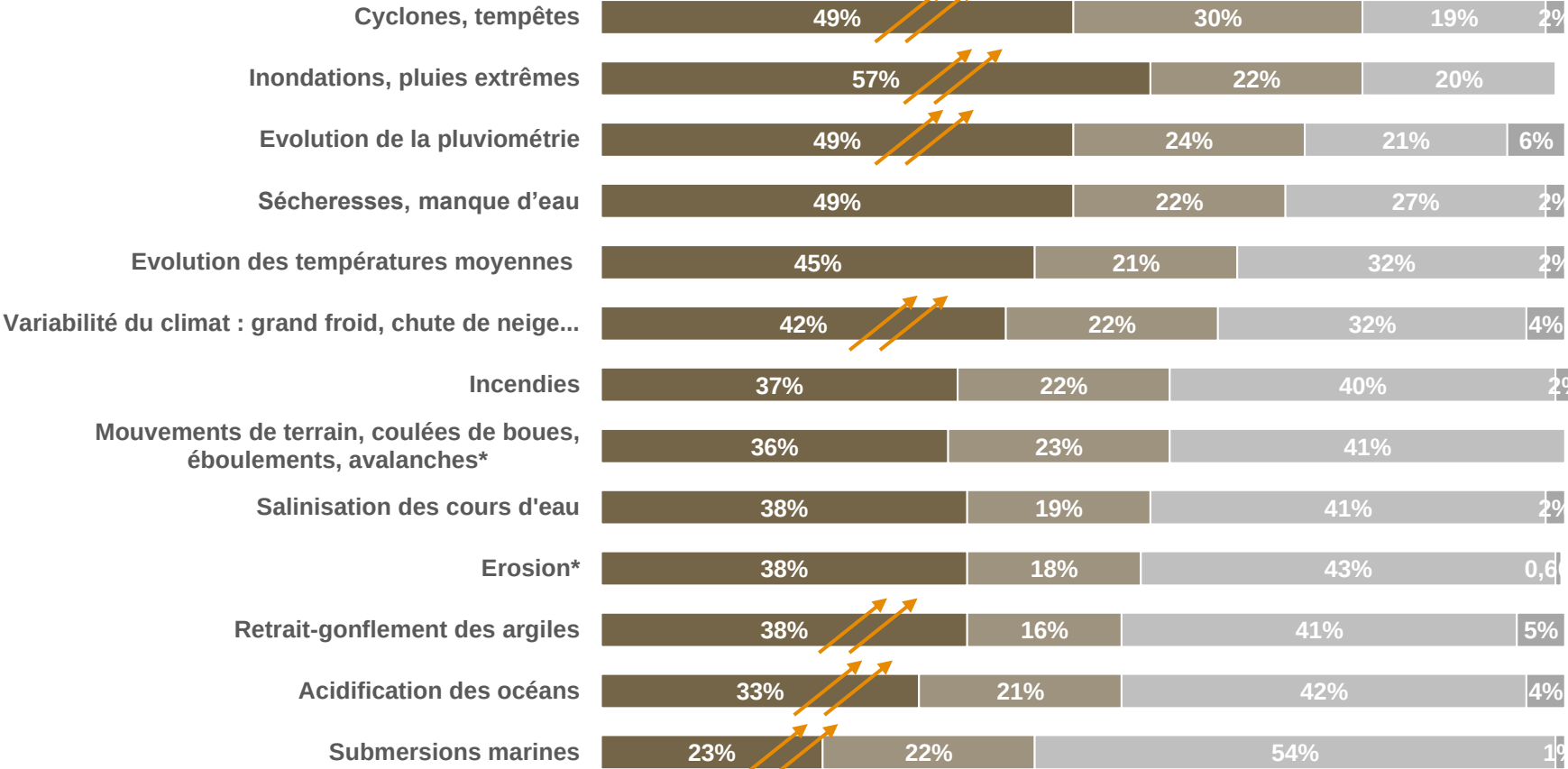
Des impacts beaucoup plus importants qu'en 2021 pour les entreprises



Les conséquences du changement climatique suivantes ont-elles un impact sur votre activité aujourd'hui ou pensez-vous qu'elles pourraient avoir un impact dans l'avenir ?

■ Impact aujourd'hui ■ Impact dans l'avenir ■ Pas d'impact ■ Vous ne savez pas

Impact aujourd'hui ou dans l'avenir



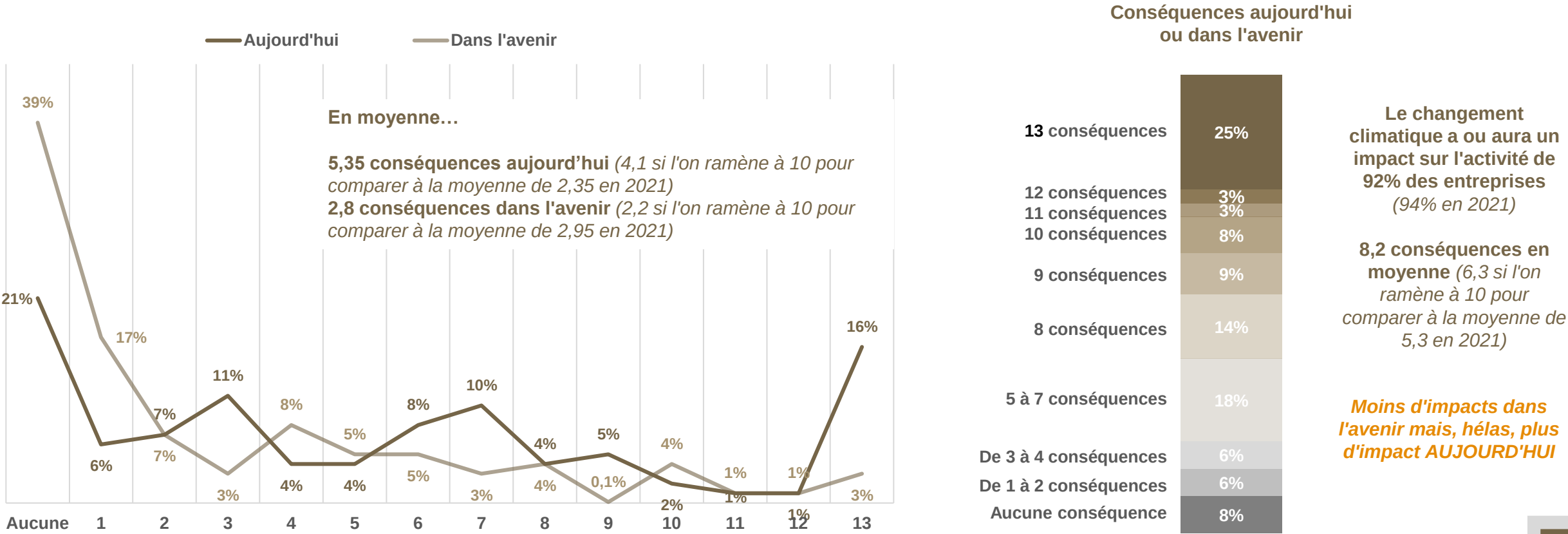
2021	
Impact aujourd'hui	Aujourd'hui ou dans l'avenir
14%	67%
23%	57%
34%	74%
46%	76%
40%	76%
29%	56%
-	-
-	-
-	-
-	-
13%	24%
11%	24%
6%	17%

* En 2021, ces 2 items étaient regroupés en un seul : "Erosion, mouvement de terrain"



Les conséquences du changement climatique suivantes ont-elles un impact sur votre activité aujourd'hui ou pensez-vous qu'elles pourraient avoir un impact dans l'avenir ?

Nombre de conséquences du changement climatique ayant un impact sur l'activité des entreprises





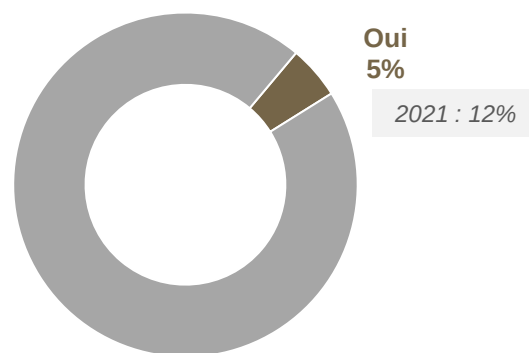
Les conséquences du changement climatique suivantes ont-elles un impact sur votre activité aujourd'hui ou pensez-vous qu'elles pourraient avoir un impact dans l'avenir ?

	Pas d'impact		Impact aujourd'hui		Impact dans l'avenir		Impact aujourd'hui ou dans l'avenir	
	Secteur agricole	Hors secteur agricole	Secteur agricole	Hors secteur agricole	Secteur agricole	Hors secteur agricole	Secteur agricole	Hors secteur agricole
Inondations, pluies extrêmes	18%	23%	60%	54%	22%	23%	82%	77%
Cyclones, tempêtes	15%	24%	55%	42%	29%	31%	85%	73%
Evolution de la pluviométrie	22%	21%	49%	49%	22%	26%	71%	75%
Sécheresses, manque d'eau	23%	32%	49%	49%	26%	17%	75%	67%
Evolution des températures moyennes	34%	30%	42%	49%	22%	19%	64%	68%
Variabilité du climat : grand froid, chute de neige...	31%	34%	47%	36%	19%	25%	66%	61%
Mouvements de terrain, coulées de boues, éboulements, avalanches	42%	40%	34%	37%	24%	23%	58%	60%
Incendies	43%	35%	31%	45%	23%	20%	54%	65%
Salinisation des cours d'eau	34%	50%	41%	33%	24%	12%	66%	45%
Erosion	37%	49%	39%	38%	24%	12%	63%	50%
Acidification des océans	27%	61%	39%	25%	28%	12%	68%	38%
Retrait-gonflement des argiles	38%	44%	47%	27%	12%	21%	59%	49%
Submersions marines	50%	58%	24%	22%	23%	20%	47%	42%
<i>Nombre moyen de conséquences concernées</i>	<i>4,1</i>	<i>5,0</i>	<i>5,6</i>	<i>5,1</i>	<i>3,0</i>	<i>2,6</i>	<i>8,6</i>	<i>7,7</i>

Globalement, les impacts sont plus nombreux pour les entreprises agricoles et tout particulièrement en ce qui concerne l'acidification des océans, les cyclones, tempêtes, l'érosion et le phénomène de retrait-gonflement des argiles



Y a-t-il d'autres conséquences du changement climatique qui ont un impact sur votre activité aujourd'hui ou qui pourraient avoir un impact dans l'avenir ?



Si oui : Lesquelles ?



- « Certains insectes en surpopulation » (Agriculture, sylviculture et pêche)
- « La perte de la biodiversité » (Activités récréatives et de loisirs)
- « Bouchon qui peut générer de la pollution » (Production et distribution d'eau)
- « C'est surtout le changement de températures. Plus de pluie et plus de périodes très chaudes donc yoyo. » (Activités récréatives et de loisirs)
- « Changement de météo » (Aménagement paysager)
- « Manque d'eau potable dans les communes » (Activités spécialisées, scientifiques et techniques)
- « Sécheresses, manque d'eau est notre plus gros problème » (Production et distribution d'eau)
- « Variabilité du climat » (Construction)

2.3 Notoriété des SfN



Près de la moitié des communes ont déjà entendu parler des Solutions fondées sur la Nature ou des SfN.

Ce chiffre, relativement stable par rapport à 2021 (47% cette année contre 49% en 2021), varie toutefois en fonction de la taille des communes. Ainsi, la proportion passe de 41% pour les communes de moins de 500 habitants à 75% pour celles de 5 000 habitants et plus. En outre, 92% des EPCI à fiscalité propre et 60% des EPCI sans fiscalité propre ont déjà entendu parler des SfN, ce qui représente une hausse significative de respectivement +23 points et +21 points par rapport à 2021.

Nous allons maintenant parler des solutions fondées sur la nature (ou SfN).

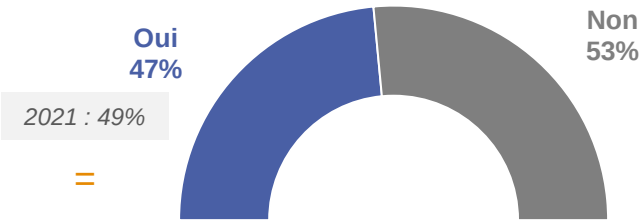
Les SfN sont définies en 2016 par l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) comme « les actions visant à protéger, gérer de manière durable et restaurer des écosystèmes naturels ou modifiés pour relever directement les défis de société liés aux impacts des changements climatiques tout en assurant le bien-être humain et en produisant des bénéfices pour la biodiversité ».

Nous pouvons citer comme exemples : la préservation ou restauration de mangroves pour limiter les impacts de la houle, la préservation ou restauration de zones humides pour lutter contre les inondations, épurer l'eau ou encore soutenir les débits d'étiage dans les cours d'eau en été, la végétalisation d'espaces urbains pour lutter contre la surchauffe urbaine l'été, etc.

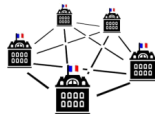
Avez-vous déjà entendu parler de ces solutions fondées sur la nature ou SfN ?



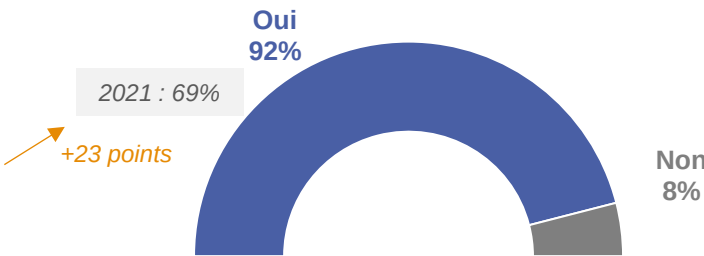
(base : 317 rép.)



De 41% pour les communes de moins de 500 habitants à 75% pour celles de 5 000 habitants et plus



(base : 41 rép.)



Autres EPCI

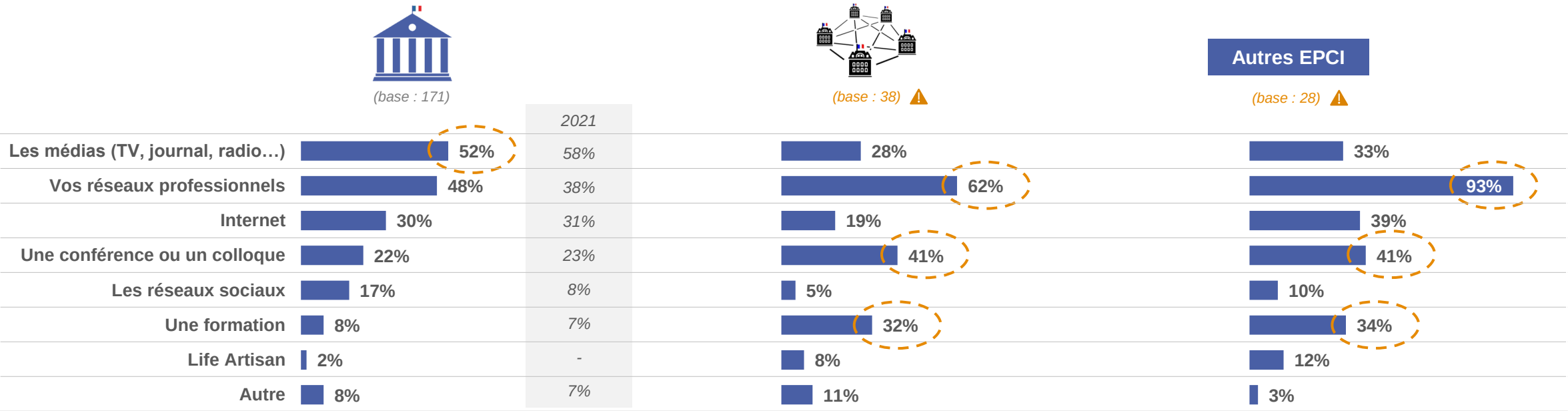
(base : 32 rép.) ⚠



Les communes ont découvert les SfN principalement grâce aux médias (52%) et aux réseaux professionnels (48%).

Pour les EPCI, ce sont principalement les réseaux professionnels qui sont vecteur de notoriété des SfN (62% pour les EPCI à fiscalité propre et 92% pour les EPCI sans fiscalité propre). Retenons aussi l'importance des colloques et conférences ainsi que celle des formations (surtout pour les EPCI).

Aux structures ayant déjà entendu parler des SfN :
Dans quel contexte en avez-vous entendu parler ?



Citations dans l'item Autre :

« UICN » / « UGPE » / « Révision PLU » / « réunion d'élus » / « Programme let s go 4 climate, Adème » / « Programme H20-20 NBS » / « presse professionnelle » / « Parcours universitaire » / « par les professionnels » / « par le service environnement de notre Communauté de communes » / « Natura 2000 » / « Milieux associatifs » / « Méthodologie TACCT de l'ADEME » / « mes lectures » / « études / formation initiale » / « EPCI dont nous dépendons » / « Dans le cadre d'un projet de désimperméabilisations des sols » / « connaissances personnelles » / « CAMAB » / « associations œuvrant pour la biodiversité » / « Animations, fresques »



Après présentation, 40% des entreprises ciblées par l'étude ont déclaré avoir déjà entendu parler des solutions fondées sur la nature.

Les médias constituent la principale source d'information sur les SfN pour les entreprises (57%), suivis d'Internet (36%). La notoriété des SfN est en baisse par rapport à 2021, où 60% des entreprises avaient déclaré connaître les SfN (SfN en 2021). Nous n'avons pas trouvé d'explications statistique à cette baisse (structures des échantillons très proches en termes de secteur d'activité ou de taille). En revanche, nous pouvons émettre l'hypothèse suivante : durant ces toutes dernières années, les entreprises ont dû faire face à différentes tensions (hausse du coût des matières premières et de l'énergie, inflation, difficultés de recrutement...). Il se peut donc que les informations sur les SfN se soient retrouvées "noyées" par une multitude d'informations peut-être plus préoccupantes à très court terme pour les entreprises.

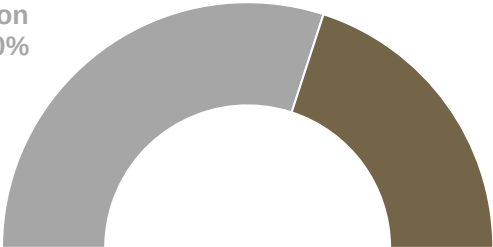
Nous allons maintenant parler des solutions fondées sur la nature (ou SfN).

Les SfN sont définies en 2016 par l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) comme « les actions visant à **protéger**, **gérer** de manière durable et **restaurer** des écosystèmes naturels ou modifiés pour **relever directement les défis de société** liés aux impacts des changements climatiques tout en assurant le bien-être humain et en produisant des bénéfices pour la biodiversité ».

Nous pouvons citer comme exemples : la préservation ou restauration de mangroves pour limiter les impacts de la houle, la préservation ou restauration de zones humides pour lutter contre les inondations, épurer l'eau ou encore soutenir les débits d'étiage dans les cours d'eau en été, la végétalisation d'espaces urbains pour lutter contre la surchauffe urbaine l'été, etc.

Avez-vous déjà entendu parler de ces solutions fondées sur la nature ou SfN ?

Non
60%



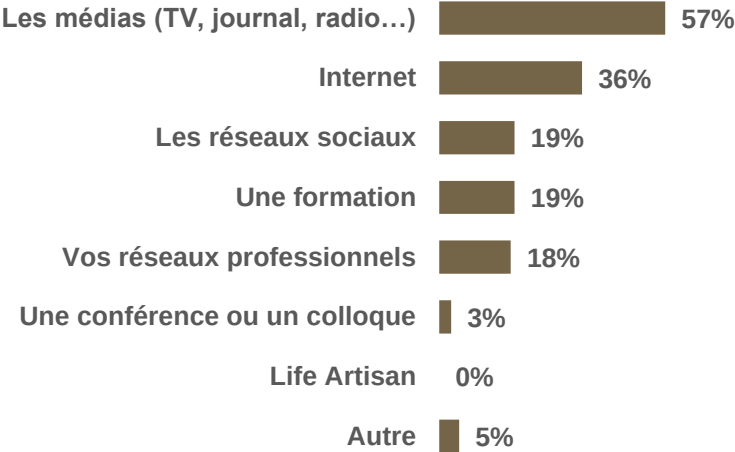
Oui
40%

2021 : 60%

Pas de différence entre les entreprises agricoles et les autres

Aux entreprises ayant déjà entendu parler des SfN :

Dans quel contexte en avez-vous entendu parler ?



2021

74%

26%

11%

7%

40%

8%

-

3%

Base : Entreprise ayant déjà entendu parler des SfN (63 rép.)

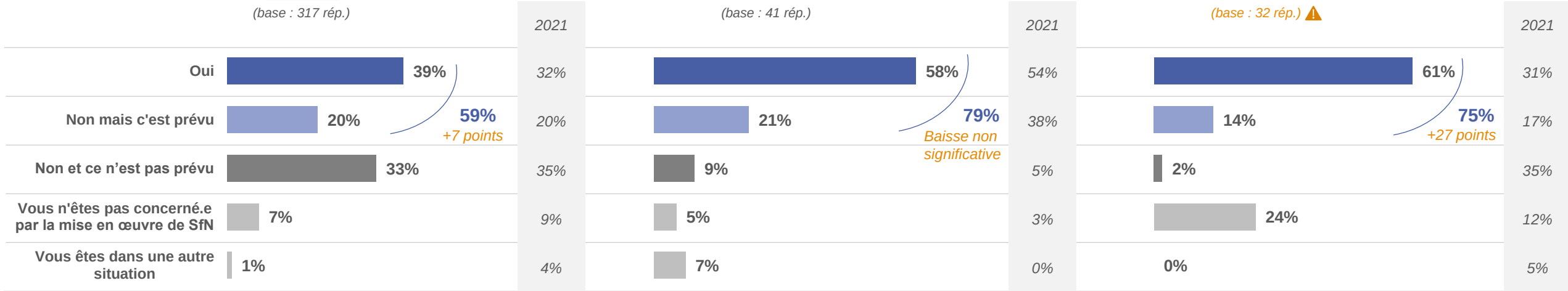
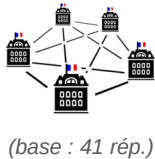
2.4 Mise en œuvre d'actions pour faire face au changement climatique



Près de 40% des communes ont déjà mis en place des actions pour faire face aux conséquences du changement climatique, contre 32% en 2021.

58% des EPCI à fiscalité propre et 61% des EPCI sans fiscalité propre ont quant à eux déjà agi (contre respectivement 54% et 31% en 2021). Au total, 59% des communes, 79% des EPCI à fiscalité propre et 75% des EPCI sans fiscalité propre ont mis en place des actions ou envisagent de prendre des mesures pour atténuer les impacts du changement climatique. En revanche, comme en 2021, un tiers des mairies n'ont engagé aucune action et n'ont pas l'intention de le faire.

Même si vous ne connaissiez pas le terme précis de "solution fondée sur la nature", avez-vous déjà entrepris des actions pour faire face aux conséquences du changement climatique ?

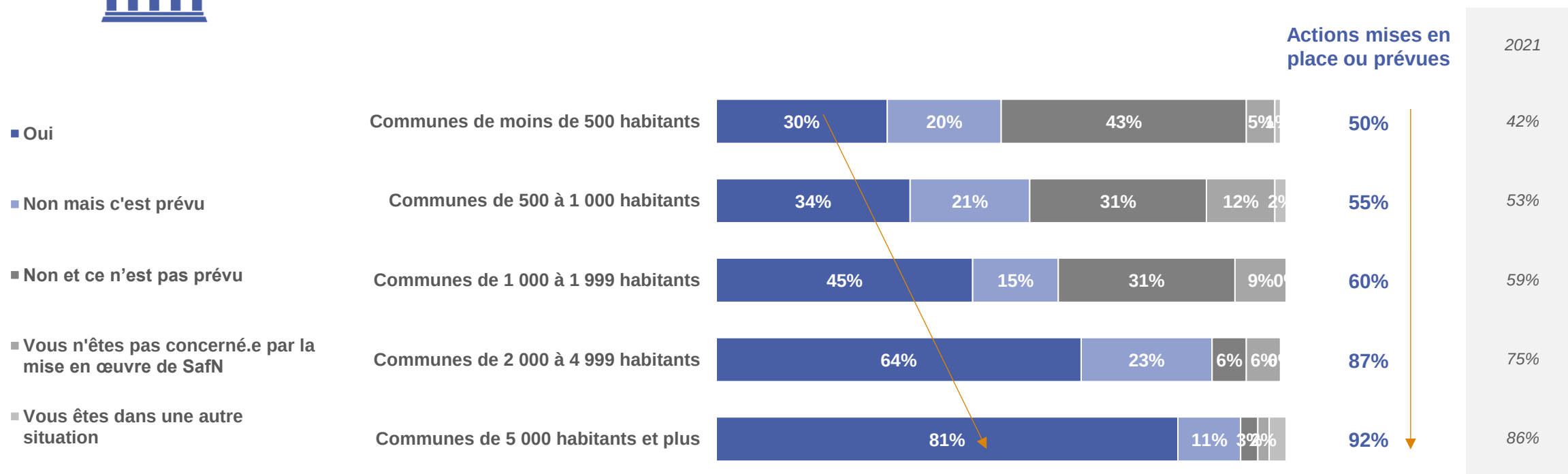


Des actions déjà mises en œuvre qui augmentent, des actions prévues qui diminuent ("passage à l'acte" entre 2021 et 2024) mais toujours autant de collectivités qui n'envisagent pas de le faire ou qui ne se sentent pas concernées

Plus la taille de la commune est importante et plus elles entreprennent ou vont entreprendre des actions pour faire face aux conséquences du changement climatique. Ainsi, 30% des communes de moins de 500 habitants ont déjà entrepris des actions contre 81% pour les communes de 5 000 habitants et plus.



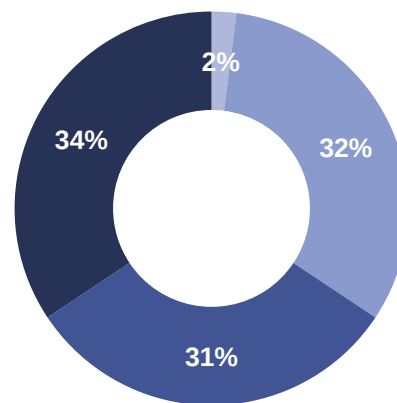
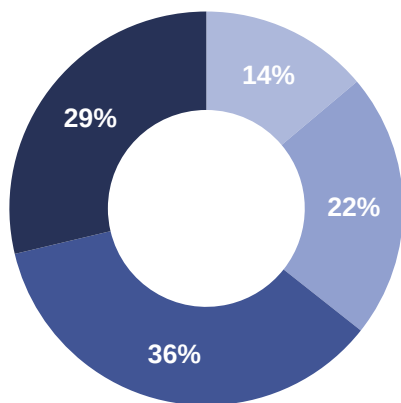
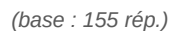
Même si vous ne connaissiez pas le terme précis de "solution fondée sur la nature", avez-vous déjà entrepris des actions pour faire face aux conséquences du changement climatique ?



Il en est de même pour les ECPI : 65% des EPCI à fiscalité propre et 64% des EPCI sans fiscalité propre ont également mis en place des SfN il y a au moins 3 ans. Il semble donc que les collectivités soient impliquées depuis assez longtemps dans la mise en place de ces actions.

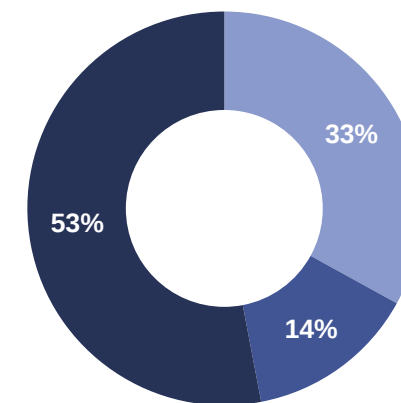
Question non posée en 2021

Depuis combien de temps votre organisation s'implique-t-elle sur une ou plusieurs Solutions fondées sur la Nature ?



Autres EPCI

(base : 20 rép.) ⚠



Base : Ensemble des structures ayant déjà entrepris des actions pour faire face aux conséquences du changement climatique (196 rép.)

Projet Life intégré ARTISAN

59% des communes ayant entrepris des actions ont intégré les SfN dans leurs documents de planification...

... principalement dans le PLU(i). Du côté des EPCI à fiscalité propre, 84% ont intégré les SfN dans leurs documents, le plus souvent dans le PCAET. Pour les EPCI sans fiscalité propre, 71% ont également inclus les SfN dans leurs documents de planification.

Aux structures ayant déjà mis en place des actions :

Avez-vous intégré des Solutions fondées sur la Nature dans vos documents de planification ? Lesquels ?

Plusieurs réponses possibles

Question non posée en 2021



39% des communes
(base : 155 rép.)



58% des EPCI à fiscalité propre
⚠ (base : 21 rép.)

Autres EPCI

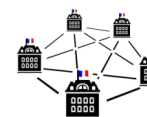
61% des EPCI sans fiscalité propre
⚠ (base : 20 rép.)

	Non	Oui, dans le SAGE	Oui, dans le SCoT	Oui, dans le PCAET	Oui, dans le SRADDET	Oui, dans le PLU(i)	Oui, dans un autre document
Communes	41%	10%	17%	14%	8%	43%	14%
EPCI à fiscalité propre	16%	22%	13%	63%	10%	31%	18%
Autres EPCI	29%	5%	4%	2%	0%	3%	62%

Détail des autres réponses des collectivités ayant intégré des Solutions fondées sur la Nature dans des documents de planification



- Dans Natura 2000, plan d'aménagement de la forêt, dans la tonte raisonnée, dans le plan des ressources en eau du secteur
- Plan de mobilité
- Agenda 21, plan d'actions DD
- plan de gestion espaces naturels sensibles, projet de territoire, plan d'actions RSO
- Charte de l'environnement communal
- Charte du PNR en cours d'élaboration
- COMMUNE NATURE : Plan de gestion différencié des espaces communaux (FREDON - AERM-Région Grand-Est):
- Agenda 21
- Travaux entrepris par le syndicat de rivière
- PACE : Plan d'Action Climat Energie, Contrat de bassin Plaine et Coteaux de Seine centrale urbaine
- GEMAPI
- Rédaction d'une Charte de l'arbre Urbain intégrant les enjeux climatiques
- ce qui dépend uniquement de la commune, pour le reste c'est compliqué
- Plan de gestion Espace Naturel Sensible
- Gestion des pluviales
- Charte de l'arbre
- CRTE et Convention Cadre PVD
- plan communal d'actions pour la biodiversité suite ABC
- Agenda 2030
- cahier des charges Villages Fleuris et Label Pavillon Bleu
- dans le plan de gestion différencié des espaces verts



- CISALB
- Plan biodiversité et Plan adaptation au changement climatique
- Plans de gestion ENS
- Projet de territoire
- Projet du territoire

Autres EPCI

- Projets menés à l'échelle du bassin versant. Projets dans le PAPI. Journées de formation à destination des porteurs de projets.
- Étude diagnostic hydromorphologie et étude ruissellement
- SDA
- Intégration prévue dans SAGE, PAPI et stratégie GEMA
- PAPI d'intention => priorité d'aménagement dans les solutions fondées sur la nature ZNEC
- Contrat Territorial Eau
- Contrat Territorial de restauration des milieux aquatiques
- Contrat territorial

Les communes ayant déjà entrepris des actions pour faire face au changement climatique ont, en moyenne, mis en place 3,4 types d'actions.

Plus précisément, trois types d'actions ont déjà été adoptés par plus d'une commune sur deux :

- La lutte contre les îlots de chaleur urbains par la végétalisation,
- La régulation des flux hydriques par la désimperméabilisation des sols pour gérer les eaux pluviales à la source,
- La protection des productions agricoles (érosion, précipitations extrêmes) grâce à des éléments naturels (haies champêtres et vives, arbres et arbustes, couvert végétal, etc.).

D'autres actions, telles que la limitation du ruissellement et des impacts des événements climatiques extrêmes par la restauration des espaces ruraux terrestres, ainsi que la tamponnisation des flux d'eau dans les bassins versants via la préservation et/ou la restauration des milieux humides, concernent un peu plus de 4 communes sur 10.

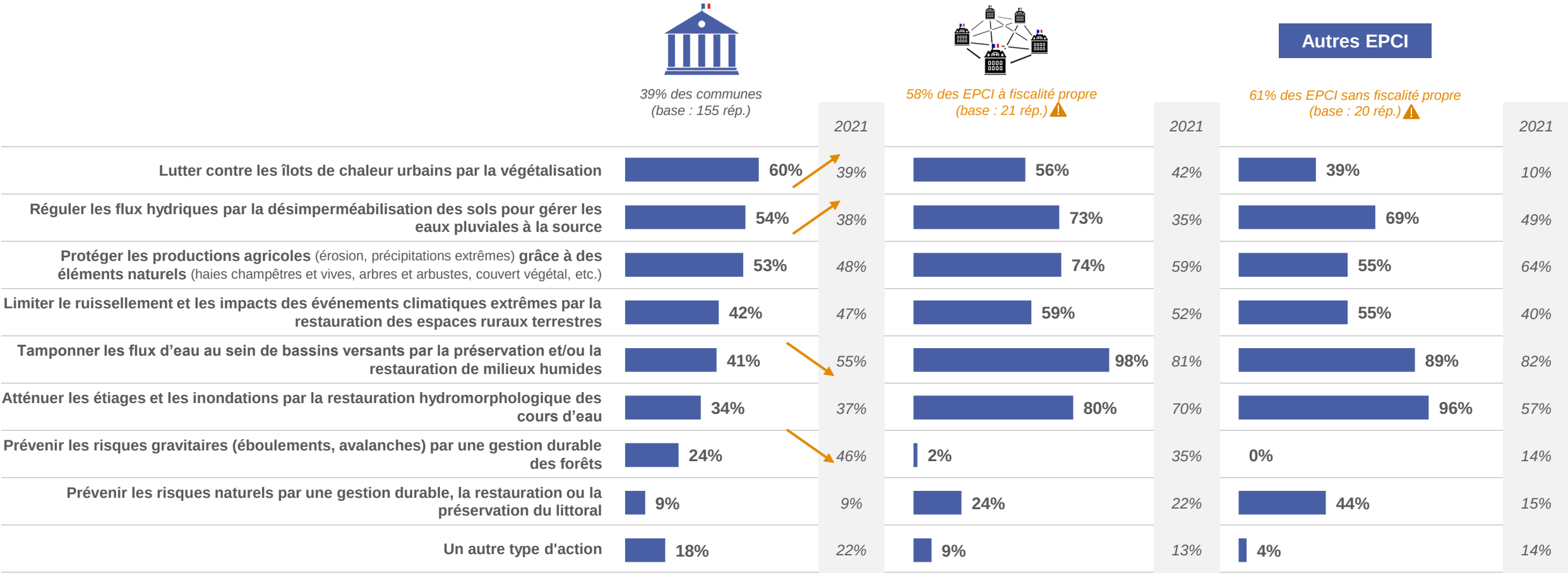
Comparativement à 2021, 2 actions ont beaucoup plus souvent été mises en place : la lutte contre les îlots de chaleur urbains par la végétalisation (+ 21 points) et la régulation des flux hydriques par la désimperméabilisation des sols (+ 16 points). En revanche, 2 autres actions ont moins souvent été mises en œuvre par les communes ayant mis en place des actions : la préservation et/ou la restauration des espaces ruraux terrestres pour tamponner les flux d'eau au sein de bassins versants (- 14 points) et la prévention des risques gravitaires une gestion durable des forêts (- 22 points).

Certaines actions, comme la lutte contre les îlots de chaleur et la régulation des flux hydriques, sont davantage mises en place dans les plus grandes communes.



Aux structures ayant déjà mis en place des actions :

Et plus précisément, avez-vous mis en place les actions suivantes, que ce soit de façon directe ou de façon indirecte ? - % de Oui



Pour les communes, forte hausse de la lutte contre les îlots de chaleur urbains par la végétalisation et de la régulation des flux hydriques par la désimperméabilisation des sols

3,4 actions mises en place en moyenne (3,4 en 2021)

4,8 actions mises en place en moyenne (4,1 en 2021)

4,5 actions mises en place en moyenne (3,4 en 2021)

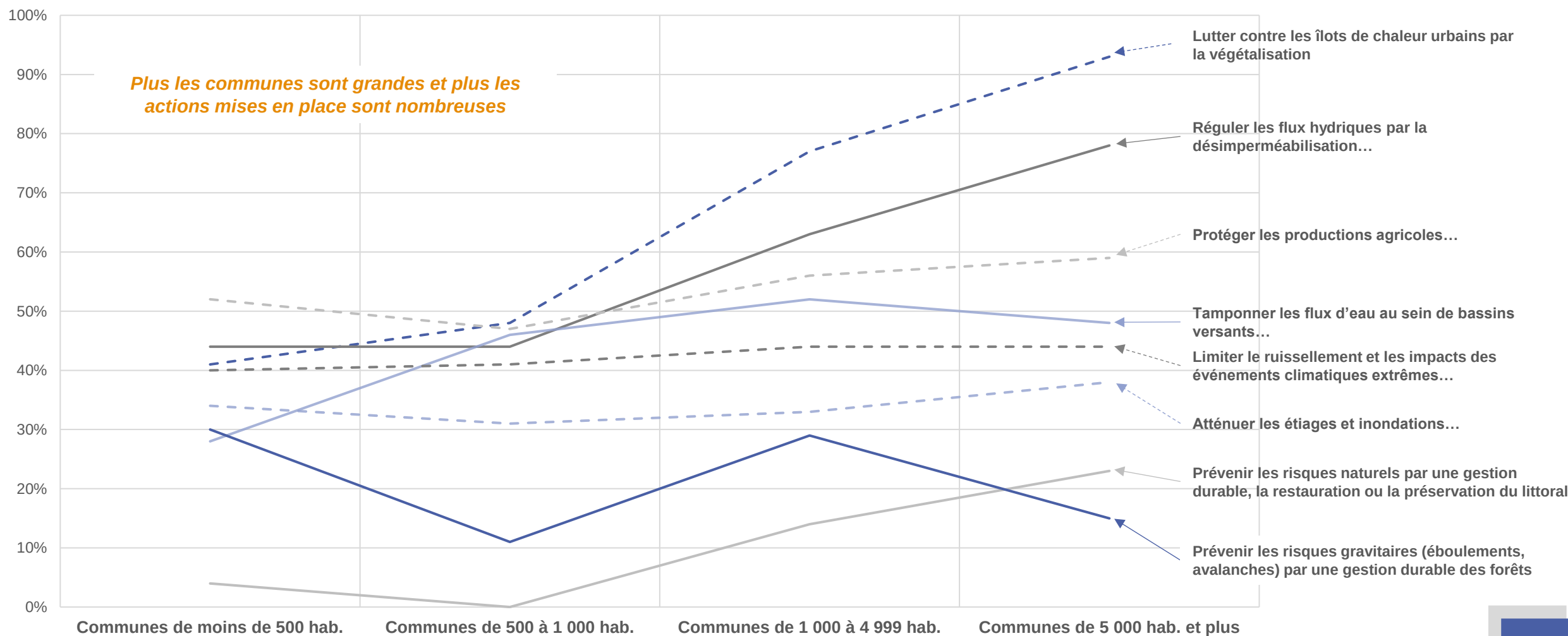
Presque toutes les actions plus souvent mises en place

Base : Ensemble des structures ayant déjà entrepris des actions pour faire face aux conséquences du changement climatique (196 rép.)



Aux communes ayant déjà mis en place des actions :

Et plus précisément, avez-vous mis en place les actions suivantes, que ce soit de façon directe ou de façon indirecte ? - % de Oui



Les communes n'ayant pas encore engagé d'actions mais prévoyant d'en mettre en œuvre, envisagent en priorité de protéger les productions agricoles par des éléments naturels (69%).

À l'exception des actions de prévention des risques naturels via une gestion durable de la restauration et préservation du littoral, ainsi que de l'atténuation des étiages et des inondations par la restauration hydromorphologique des cours d'eau, toutes les autres actions sont envisagées par au moins 4 communes sur 10.



Aux communes ayant prévu de mettre en place des actions :

Et plus précisément, envisagez-vous de mettre en place les actions suivantes, que ce soit de façon directe ou de façon indirecte ?



→ "Toutes autres solutions de génie écologique" / "Gestion des eaux en sortie de station d'épuration" / "Planter des essences locales, des fleurs mellifères, installer des nichoirs..." / "Bâtiments publics" / "Compostage aux jardins partagés et chez les particuliers" / "Dépoldérisation"

2021

64%

46%

53%

50%

46%

50%

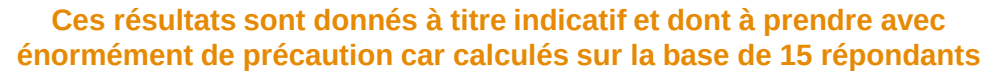
37%

10%

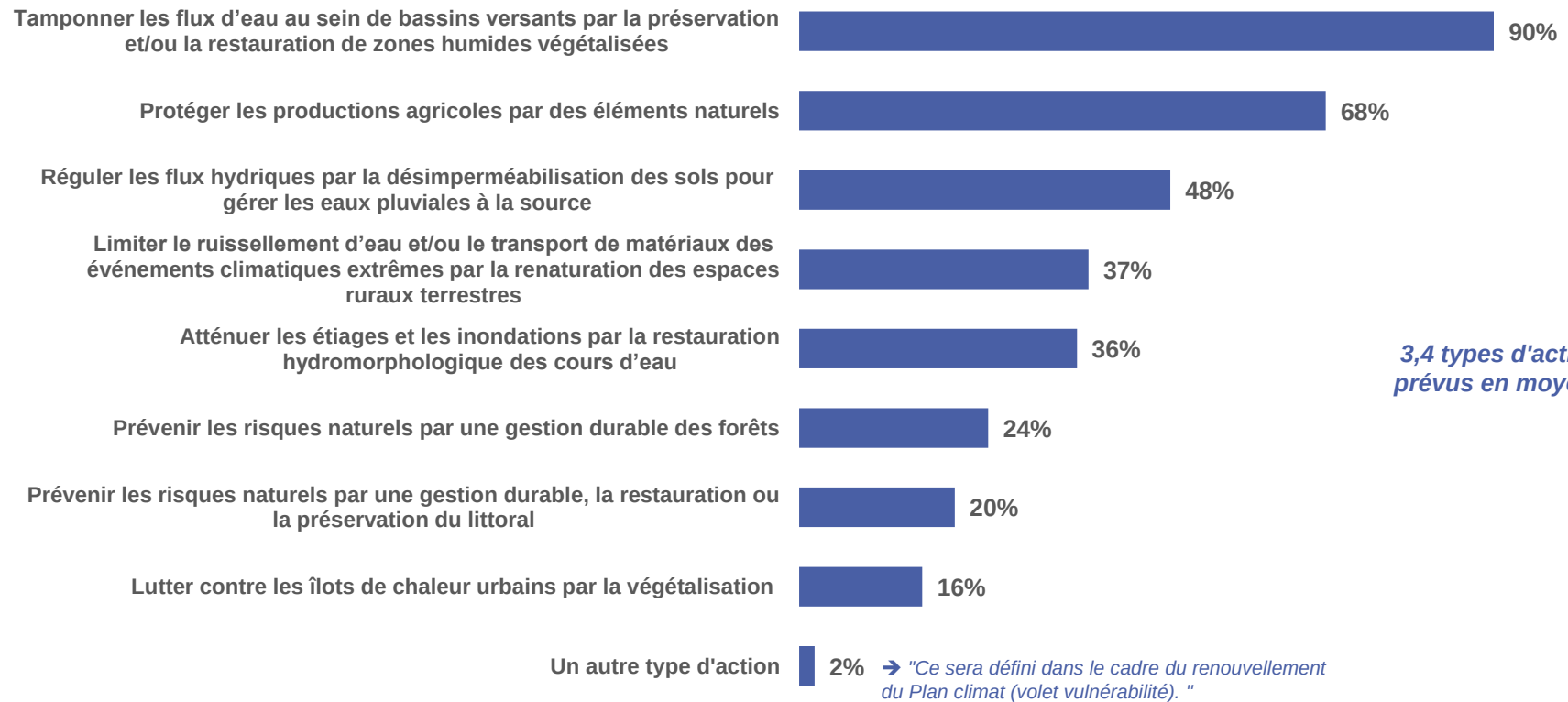
11%

3,6 types d'actions
prévus en moyenne
(3,7 en 2021)

Pas d'évolution
significative entre
2021 et 2024



Et plus précisément, envisagez-vous de mettre en place les actions suivantes, que ce soit de façon directe ou de façon indirecte ?



**3,4 types d'actions
prévus en moyenne**

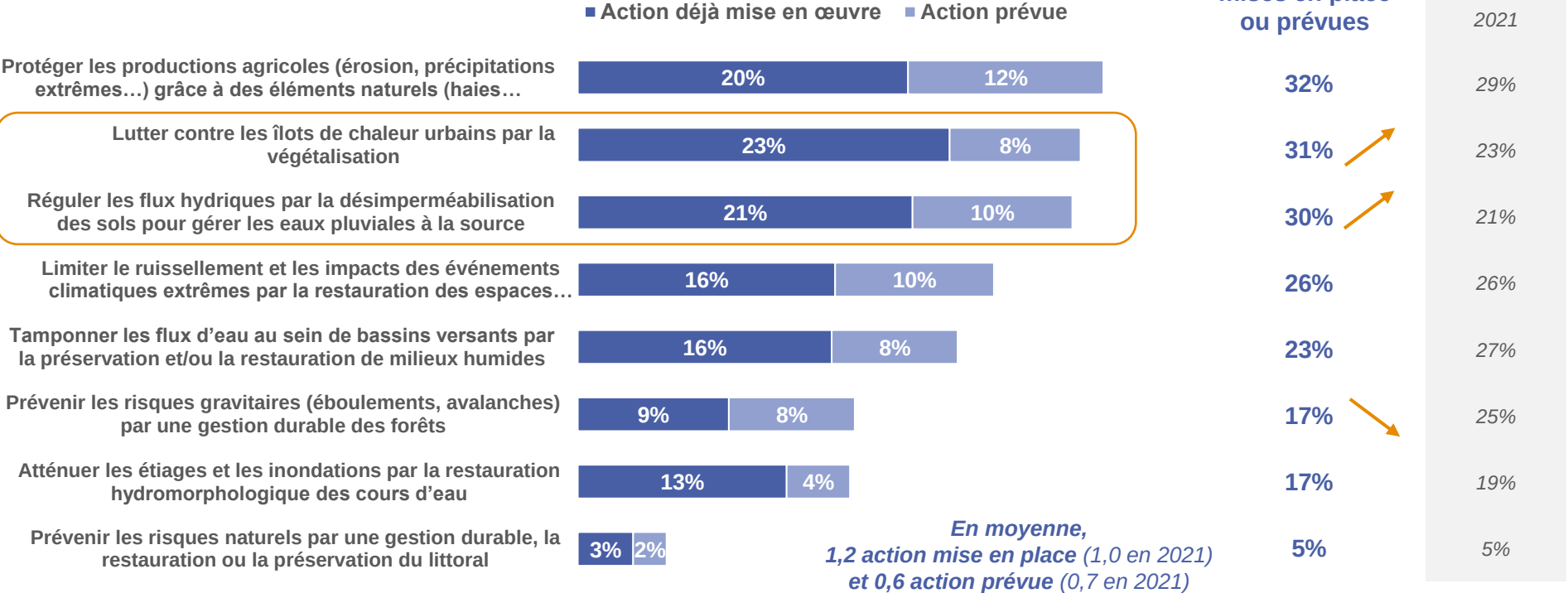
Rappelons que 39% des communes ont déjà mis en place des actions et que 20% prévoient de le faire.

Tous les types d'actions sont mis en place ou envisagés par au moins 15% des communes, à l'exception de la prévention des risques naturels via une gestion durable, de la restauration ou de la préservation du littoral. En moyenne, sur l'ensemble des communes (qu'elles aient engagé ou prévu d'engager des actions ou non), 1,2 actions ont été mises en place et 0,6 actions sont prévues.



Et plus précisément, avez-vous mis en place / envisagez-vous de mettre en place les actions suivantes, que ce soit de façon directe ou de façon indirecte ?

Deux actions de plus en plus mises en œuvre ou prévues



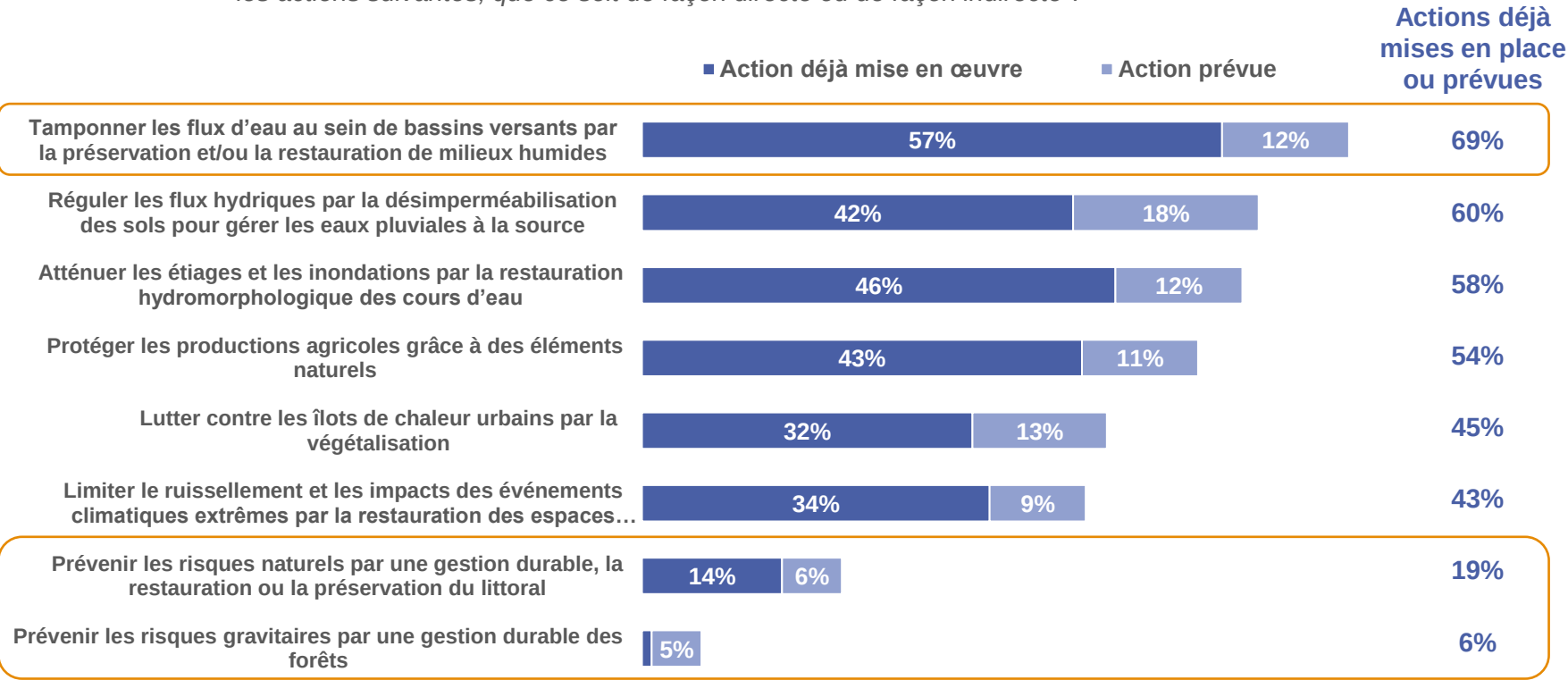
Rappelons que 58% des EPCI à fiscalité propre ont déjà mis en place des actions et que 21% prévoient de le faire.

Ces EPCI ont déjà mis en œuvre de nombreuses actions (2,7 en moyenne) et en envisagent 0,9 en moyenne. Deux actions ont été moins souvent mises en place : la prévention des risques naturels par une gestion durable, la restauration ou la préservation du littoral et la prévention des risques gravitaires par une gestion durable des forêts. Les autres actions ont été plus ou moins mises en œuvre ou sont prévues dans des proportions assez proches (écarts non significatifs), avec cependant de nombreuses EPCI à avoir mis en place des actions de tamponnement des flux d'eau.



Et plus précisément, avez-vous mis en place / envisagez-vous de mettre en place les actions suivantes, que ce soit de façon directe ou de façon indirecte ?

Une action déjà mise en place par plus d'un EPCI sur 2



En moyenne, 2,7 actions mises en place et 0,9 action prévue

Deux actions moins souvent mises en œuvre

Rappelons que 61% des autres EPCI ont déjà mis en place des actions et que 14% prévoient de le faire.

Ces autres EPCI ont déjà mis en œuvre de nombreuses actions (2,7 en moyenne) mais n'en envisagent que 0,3 en moyenne. Deux actions ont été particulièrement mises en place : le tamponnement des flux d'eau et l'atténuation des étiages et des inondations par la restauration hydromorphologique des cours d'eau.

Autres EPCI

Et plus précisément, avez-vous mis en place / envisagez-vous de mettre en place les actions suivantes, que ce soit de façon directe ou de façon indirecte ?

Deux actions plus souvent mises en œuvre



Actions déjà mises en place ou prévues

En moyenne, 2,7 actions mises en place et 0,3 action prévue

Pour les communes et les ECPI à fiscalité propre, le principal levier pour la mise en œuvre des actions SfN repose sur les appuis techniques et administratifs.

En effet, respectivement 59% et 63% des communes et des ECPI à fiscalité propre ayant déjà entrepris des actions ont fait appel à des appuis techniques et administratifs pour mettre en place leurs actions. Pour les EPCI (à fiscalité propre ou non), l'accès au financement est aussi très utilisé.

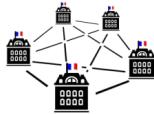
Aux structures ayant déjà mis en place des actions :

Question non posée en 2021

Parmi les leviers suivants, quels sont ceux que vous avez utilisés pour mettre en place vos actions SfN ? Plusieurs réponses possibles



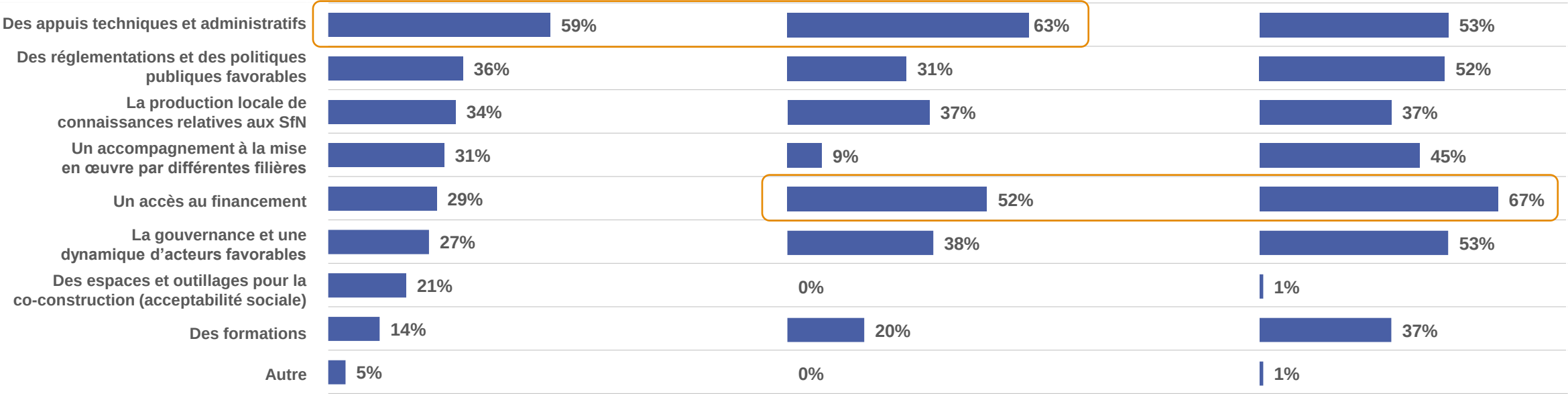
39% des communes
(base : 155 rép.)



58% des EPCI à fiscalité propre
(base : 21 rép.)

Autres EPCI

61% des EPCI sans fiscalité propre
(base : 20 rép.)



Base : Ensemble des structures ayant déjà entrepris des actions pour faire face aux conséquences du changement climatique (196 rép.)

Pour les communes, les appuis techniques et administratifs demeurent le levier le plus efficace. Cela s'avère d'autant plus pertinent qu'il s'agit également du levier le plus fréquemment mobilisé.

En revanche, les réglementations et les politiques publiques favorables semblent peu efficaces pour les communes, bien qu'elles soient mobilisées par plus d'un tiers de celles ayant déjà entrepris des actions SfN.

Aux structures ayant déjà mis en place des actions :

Et lesquels ont été les plus efficaces ? Plusieurs réponses possibles



39% des communes
(base : 155 rép.)



58% des EPCI à fiscalité propre
(base : 21 rép.)

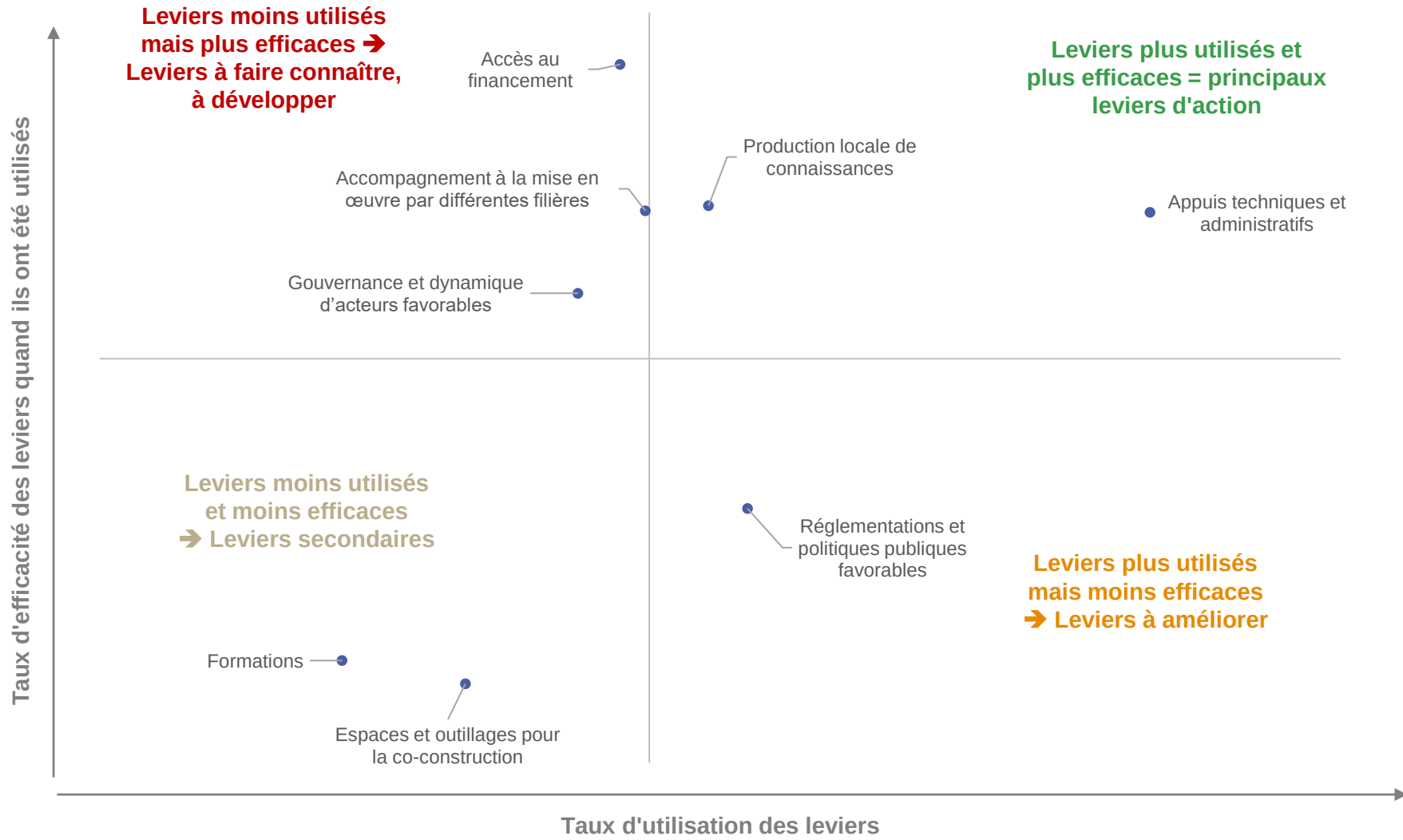
Autres EPCI

61% des EPCI sans fiscalité propre
(base : 20 rép.)

	39% des communes (base : 155 rép.)	58% des EPCI à fiscalité propre (base : 21 rép.)	Autres EPCI 61% des EPCI sans fiscalité propre (base : 20 rép.)
Des appuis techniques et administratifs	37%	32%	38%
Des réglementations et des politiques publiques favorables	13%	11%	0%
La production locale de connaissances relatives aux SfN	22%	24%	0%
Un accompagnement à la mise en œuvre par différentes filières	19%	0%	7%
Un accès au financement	22%	27%	60%
La gouvernance et une dynamique d'acteurs favorables	15%	23%	49%
Des espaces et outillages pour la co-construction (acceptabilité sociale)	5%	0%	0%
Des formations	3%	0%	0%
Autre	4%	0%	1%



39% des communes
(base : 155 rép.)



Ce graphe n'est pas déclinable pour les EPCI car le calcul des taux d'efficacité se basent sur des effectifs trop faibles (de 1 à 19 EPCI concernés selon le levier) ni pour les entreprises (de 4 à 23 entreprises concernées selon le levier)

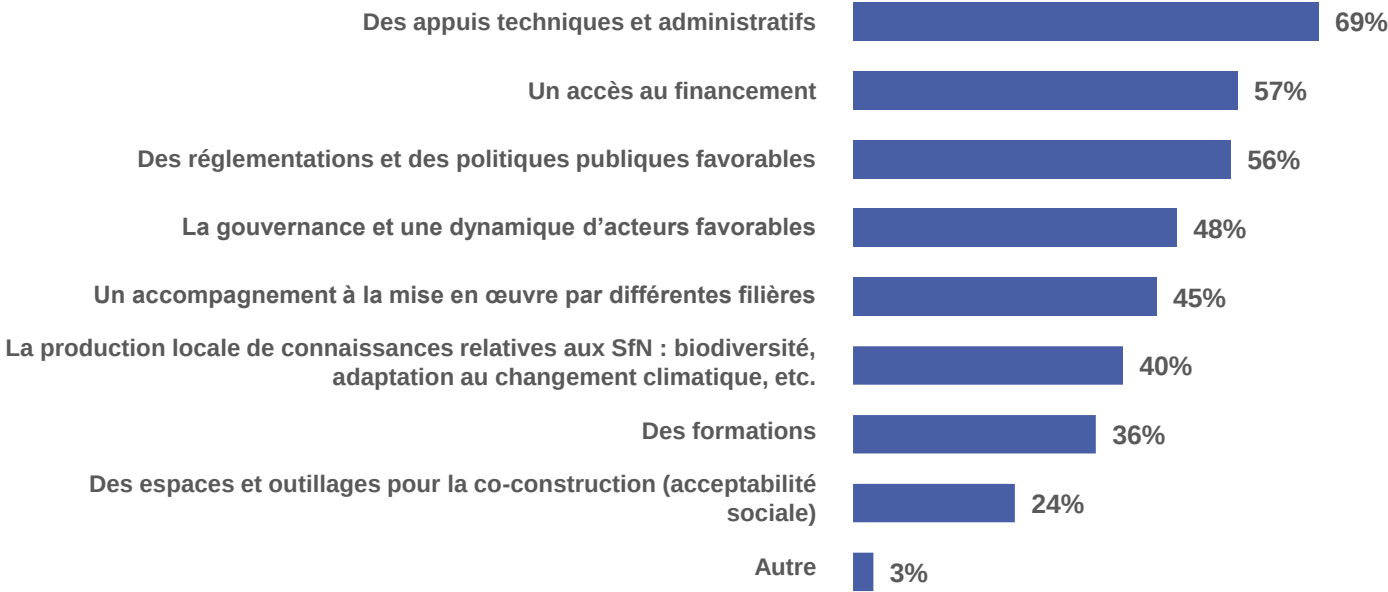
Pour les communes souhaitant mettre en place des actions, mais ne l'ayant pas encore fait, un premier levier est perçu comme le plus efficace : les appuis techniques et administratifs.

On retrouve ensuite 2 leviers jugés efficaces par plus de la moitié des communes qui envisagent de mettre en œuvre des SfN : l'accès au financement et des réglementations et politiques publiques favorables.



Aux communes ayant prévu de mettre en place des actions :

Parmi les leviers suivants, quels sont ceux qui vous permettraient de mettre en place vos actions SfN plus efficacement et rapidement ?



Autres EPCI



Résultats à prendre avec énormément de précaution car calculés sur la base de 15 répondants

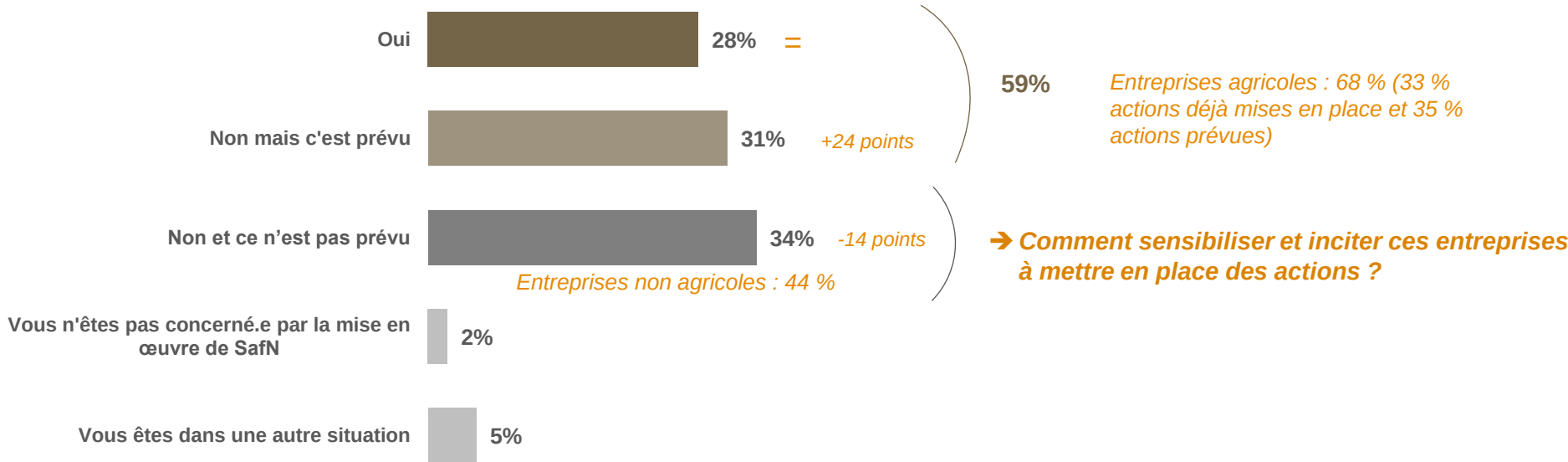
Un accès au financement : 79%
Des appuis techniques et administratifs : 73%
Des espaces et outillages pour la co-construction (acceptabilité sociale) : 64%
La production locale de connaissances relatives aux SfN : biodiversité, adaptation au changement climatique, etc. : 60%
La gouvernance et une dynamique d'acteurs favorables : 51%
Des formations : 47%
Des réglementations et des politiques publiques favorables : 27%
Un accompagnement à la mise en œuvre par différentes filières : 8%

Près de 60% des entreprises ont déjà mis en place des actions pour faire face aux conséquences du changement climatique ou ont prévu d'en mettre en place (vs 33% en 2021).

Dans le détail, 28% entreprises ont déjà mis en place des actions (proportion proche de celle de 2021) et 31% ont prévu de le faire, ce dernier résultat étant en forte augmentation par rapport à 2021 (7% en 2021 soit +24 pts).



Même si vous ne connaissiez pas le terme précis de "solution fondée sur la nature", avez-vous déjà entrepris des actions pour faire face aux conséquences du changement climatique ?



Parmi les entreprises ayant déjà mis en place des SfN, 64% l'ont fait depuis au moins 3 ans.

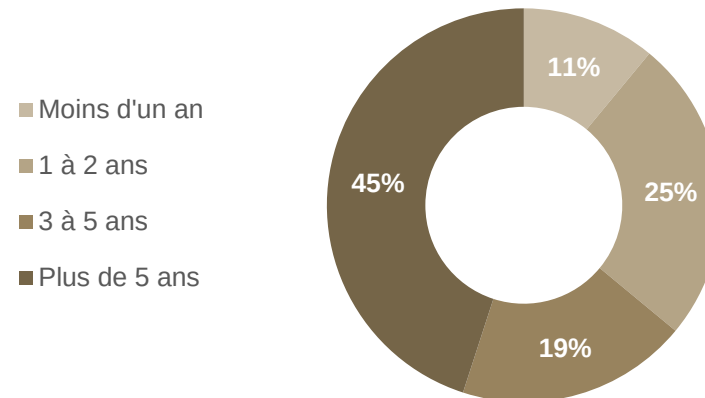
Et 45% déclarent même s'impliquer sur une ou plusieurs SfN depuis plus de 5 ans.



Question non
posée en 2021

Aux entreprises ayant déjà mis en place des actions :

Depuis combien de temps votre organisation s'implique-t-elle sur une ou plusieurs Solutions fondées sur la Nature ?



- Moins d'un an
- 1 à 2 ans
- 3 à 5 ans
- Plus de 5 ans

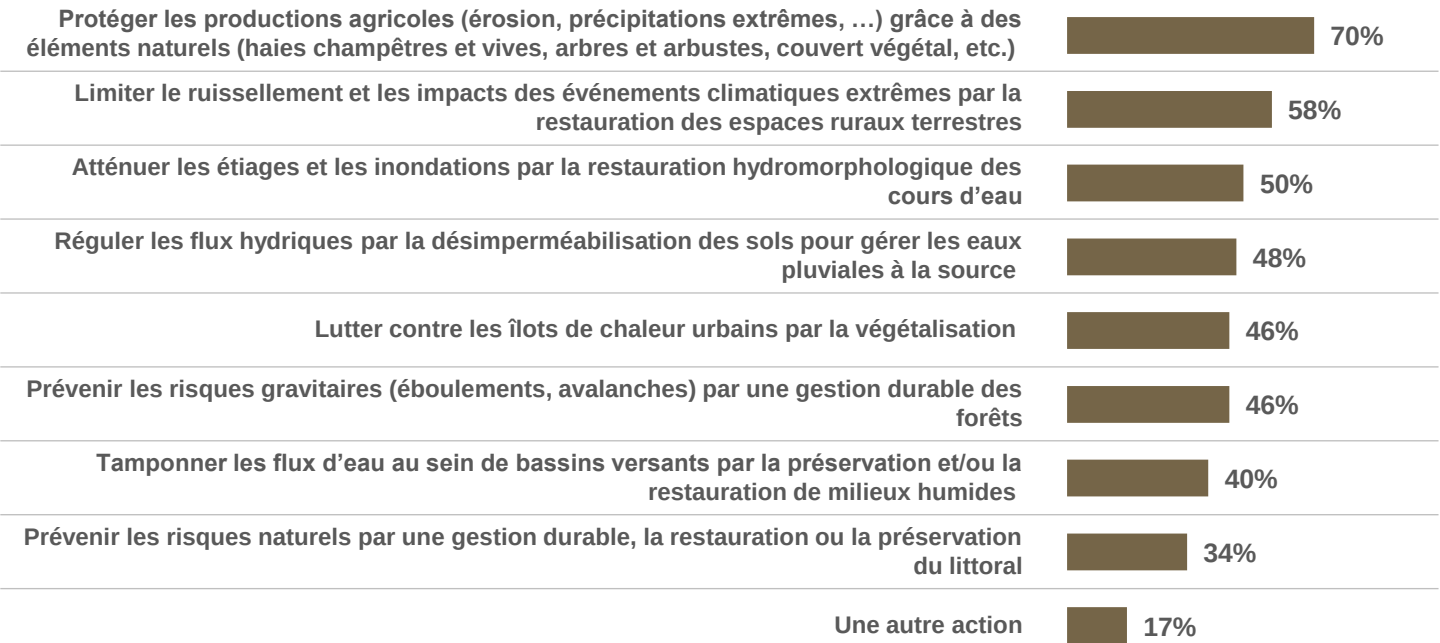


Les entreprises ayant déjà entrepris des actions pour faire face au changement climatique ont, en moyenne, mis en place 4,1 types d'actions.

Dans le détail, la protection des productions agricoles grâce à des éléments naturels se distingue avec un taux de mise en place de 70 %, suivie de la limitation du ruissellement et des impacts des événements climatiques extrêmes (58 %). Les autres actions ont été mises en place par de 40 à 50 % des entreprises concernées, seules les actions pour prévenir des risques naturels par une gestion durable, la restauration ou la préservation du littoral étant un peu moins souvent mises en œuvre.

Aux entreprises ayant déjà mis en place des actions :

Et plus précisément, avez-vous mis en place les actions suivantes, que ce soit de façon directe ou de façon indirecte ? - % de Oui



Aux entreprises ayant répondu avoir mis en place d'autres actions :

Quelles autres actions avez-vous mis en œuvre ?

« La protection des oiseaux »

« Réduction de l'eau et produits sanitaires »

« Végétalisation des surfaces, gestion des prairies économique et l'accueil de la biodiversité pour production sauvage et naturelle. »

« Réhabilitation des assitides »

« Orientation des maisons lors du déménagement de quartier, récupération d'eau de pluie pour alimenter les toilettes, utilisation de panneaux photovoltaïques et lampadaire led / matériaux sans joint pour les canalisations d'eau portable, réutilisation des blés de contention pour structure de chausse »

Entreprise ayant répondu « oui » à autre action (7 rép.)

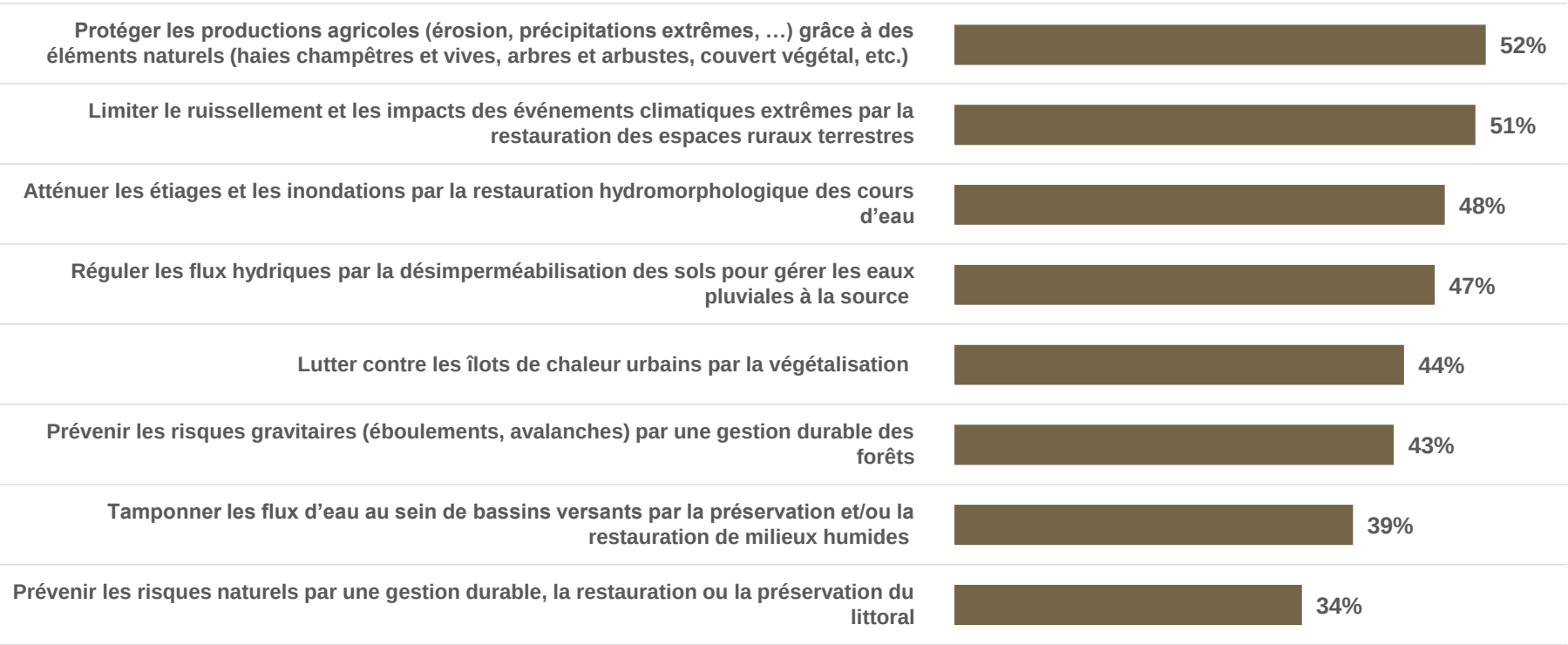
4,1 actions mises en place en moyenne

Les entreprises ayant prévu de mettre en place des actions pour faire face au changement climatique envisagent, en moyenne, 3,6 types d'actions.

Aucune action ne se distingue réellement, le pourcentage de l'action la plus envisagée et celui de l'action la moins envisagée n'étant pas statistiquement différents (différence entre 34 % et 52 % non significative pour une base de 50 répondants).

Aux entreprises ayant prévu de mettre en place des actions :

Et plus précisément, envisagez-vous de mettre en place les actions suivantes, que ce soit de façon directe ou de façon indirecte ? - % de Oui



3,6 actions
prévues en moyenne

Rappelons que 28% des entreprises ont déjà mis en place des actions et que 31% ont prévu de le faire.

Les entreprises sont bien plus nombreuses qu'en 2021 à souhaiter mettre en place des actions, et ce sur l'ensemble des actions présentées ci-après (voir page suivante) : 1,1 action prévue en moyenne cette année contre 0,2 en 2021. Tous les types d'actions sont mis en place ou envisagés par au moins 1 entreprise sur 4, à l'exception de la prévention des risques naturels via une gestion durable, de la restauration ou de la préservation du littoral.

Dans le détail, l'action la plus mise en œuvre par les entreprises est la protection des productions agricoles grâce à des éléments naturels (20 % des entreprises). Les différentes autres actions ont été mises en place par de 10 à 16 % d'entre elles. En termes d'actions envisagées, aucune ne se distingue, de 11 à 16 % des entreprises envisageant de mettre en place telle ou telle action. Tous ces taux sont bien supérieurs à ceux que l'on avait observés en 2021 (de 2 à 5 %), signe d'un constat que le changement climatique impacte bien aussi le monde des entreprises et que celles-ci doivent y faire face. En revanche, il va falloir accompagner ces entreprises pour que leurs intentions se transforment en actions.





Actions déjà mises en place ou prévues



Action mise en œuvre 2021	Action prévue 2021	Cumul 2021
13%	5%	18%
13%	3%	16%
12%	2%	14%
13%	5%	18%
15%	3%	18%
8%	2%	10%
5%	2%	7%
6%	3%	9%

Base : Ensemble des entreprises cible (159 rép.)



Et plus précisément, avez-vous mis en place / envisagez-vous de mettre en place les actions suivantes, que ce soit de façon directe ou de façon indirecte ?

	Actions déjà mises en œuvre		Actions prévues		Actions déjà mises en œuvre ou prévues	
	Secteur agricole	Hors secteur agricole	Secteur agricole	Hors secteur agricole	Secteur agricole	Hors secteur agricole
Protéger les productions agricoles grâce à des éléments naturels	28%	10%	23%	7%	51%	17%
Limiter le ruissellement et les impacts des événements climatiques extrêmes par la restauration des espaces ruraux terrestres	17%	16%	19%	9%	36%	25%
Réguler les flux hydriques par la désimperméabilisation des sols pour gérer les eaux pluviales à la source	15%	12%	24%	7%	39%	18%
Lutter contre les îlots de chaleur urbains par la végétalisation	13%	12%	19%	9%	33%	21%
Prévenir les risques gravitaires par une gestion durable des forêts	19%	6%	17%	9%	36%	15%
Atténuer les étiages et les inondations par la restauration hydromorphologique des cours d'eau	21%	5%	18%	5%	39%	10%
Tamponner les flux d'eau au sein de bassins versants par la préservation et/ou la restauration de milieux humides	15%	6%	18%	8%	34%	15%
Prévenir les risques naturels par une gestion durable, la restauration ou la préservation du littoral	11%	8%	11%	10%	22%	18%
<i>Nombre moyen d'actions déjà mises en œuvre / prévues</i>	<i>1,4</i>	<i>0,8</i>	<i>1,5</i>	<i>0,6</i>	<i>2,9</i>	<i>1,4</i>

Les entreprises agricoles sont proportionnellement plus nombreuses à avoir déjà mis en œuvre des actions ou à en avoir prévu et surtout les suivantes :

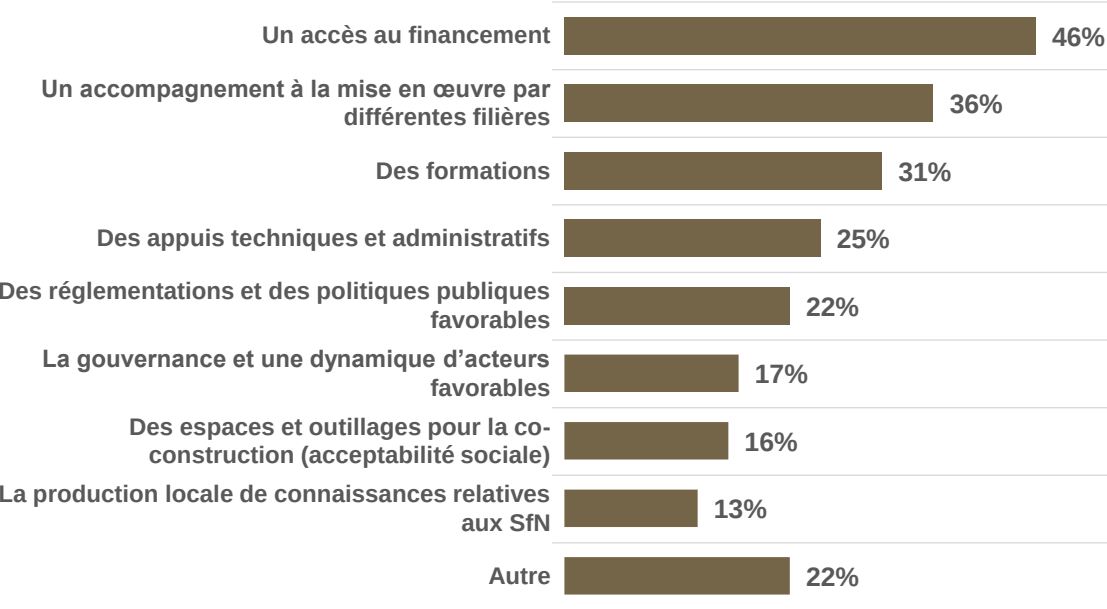
- *Protéger les productions agricoles grâce à des éléments naturels*
- *Réguler les flux hydriques par la désimperméabilisation des sols pour gérer les eaux pluviales à la source*
- *Prévenir les risques gravitaires par une gestion durable des forêts*
- *Atténuer les étiages et les inondations par la restauration hydromorphologique des cours d'eau*
- *Tamponner les flux d'eau au sein de bassins versants par la préservation et/ou la restauration de milieux humides*

Pour les entreprises, le principal levier utilisé pour la mise en œuvre des actions SfN a été l'accès au financement (46%), suivi de l'accompagnement par les différentes filières lors de la mise en œuvre (36%).

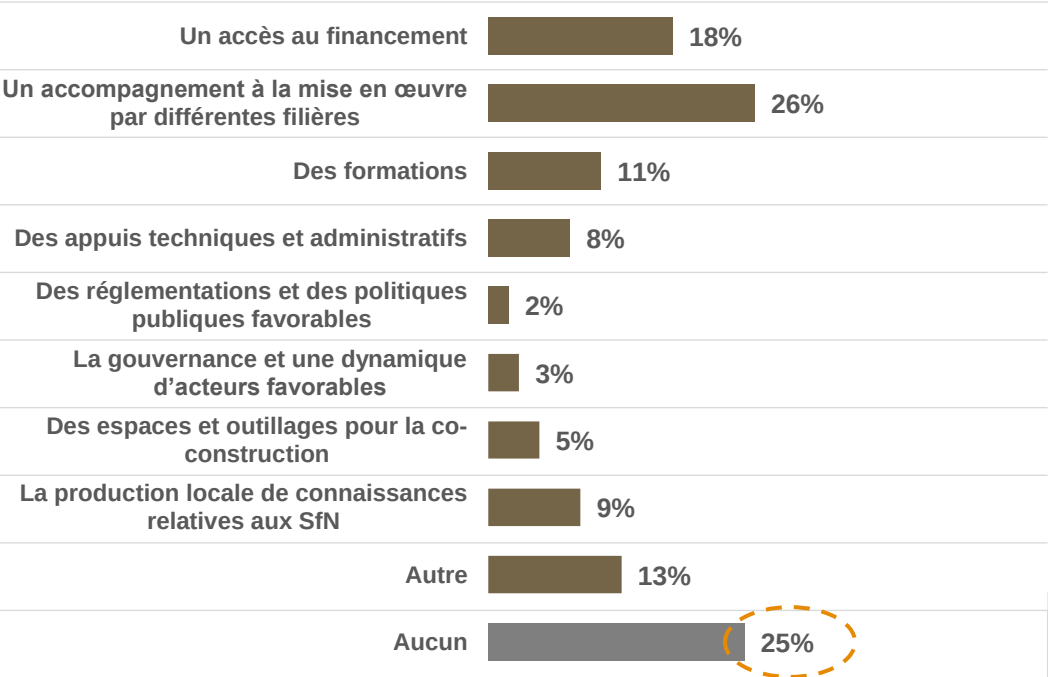
En termes d'efficacité, l'accompagnement par les différentes filières s'est avéré plus performant que le financement. À noter qu'une entreprise sur quatre ayant déjà mis en place des actions SfN considère ces différents leviers comme inefficaces.

Question non posée en 2021

Aux entreprises ayant déjà mis en place des actions :
Parmi les leviers suivants, quels sont ceux que vous avez utilisés pour mettre en place vos actions SfN ?
Plusieurs réponses possibles



Aux entreprises ayant déjà mis en place des actions :
Et lesquels ont été les plus efficaces ?
Plusieurs réponses possibles



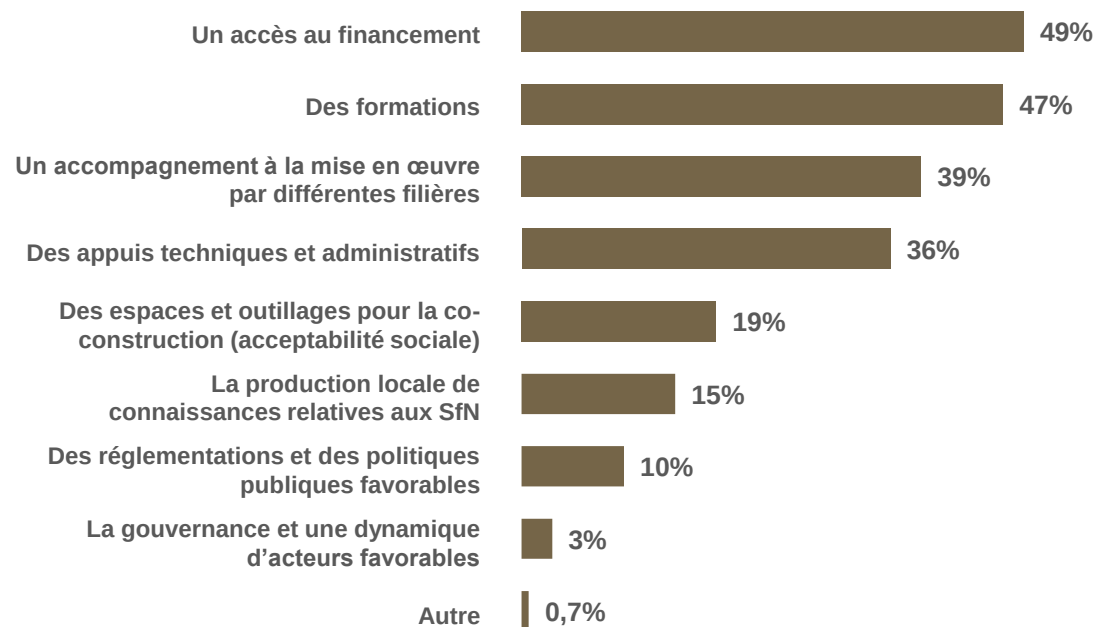
Pour les entreprises envisageant de mettre en place des actions mais ne l'ayant pas encore fait, deux leviers sont considérés comme les plus efficaces : l'accès au financement et les formations (respectivement 49% et 47%).

L'accompagnement par les filières ainsi que les appuis techniques et administratifs sont sollicités par plus de 35% des entreprises. Les autres semblent moins attendus, avec des taux de citation inférieurs à 20%.

Question non
posée en 2021

Aux entreprises ayant prévu de mettre en place des actions :

Parmi les leviers suivants, quels sont ceux qui vous permettraient de mettre en place vos actions SfN plus efficacement et rapidement ?



2.5 Difficultés rencontrées ou craintes



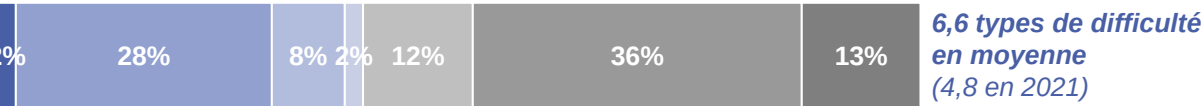
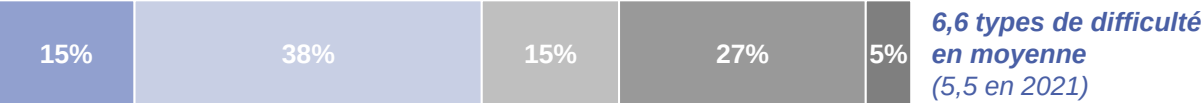
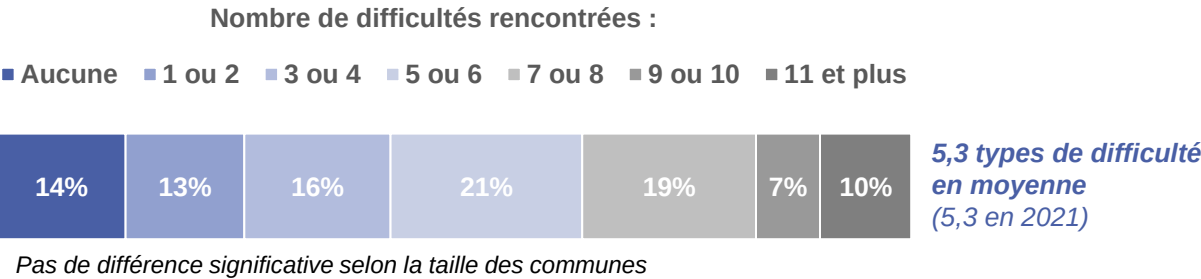
La quasi-totalité des structures ayant entrepris des actions face au changement climatique ont rencontré des difficultés.

Seules 14% des communes (contre 15% en 2021) et 2% des EPCI sans fiscalité propre (contre 4% en 2021) n'ont rencontré aucune difficulté. À l'inverse, toutes les EPCI à fiscalité propre ont fait face à au moins une difficulté. En moyenne, ces structures ont rencontré entre 5 et 7 types de difficultés. Comme le montrent les graphiques sur la slide suivante, ces difficultés sont variées. Par exemple, environ une commune ayant mis en œuvre des actions sur 2 ont rencontré au moins l'une des 6 difficultés suivantes : financement, normes techniques, acceptabilité sociale, réglementation, concertation des parties prenantes et accès au foncier.

Aux structures ayant déjà mis en place des actions :

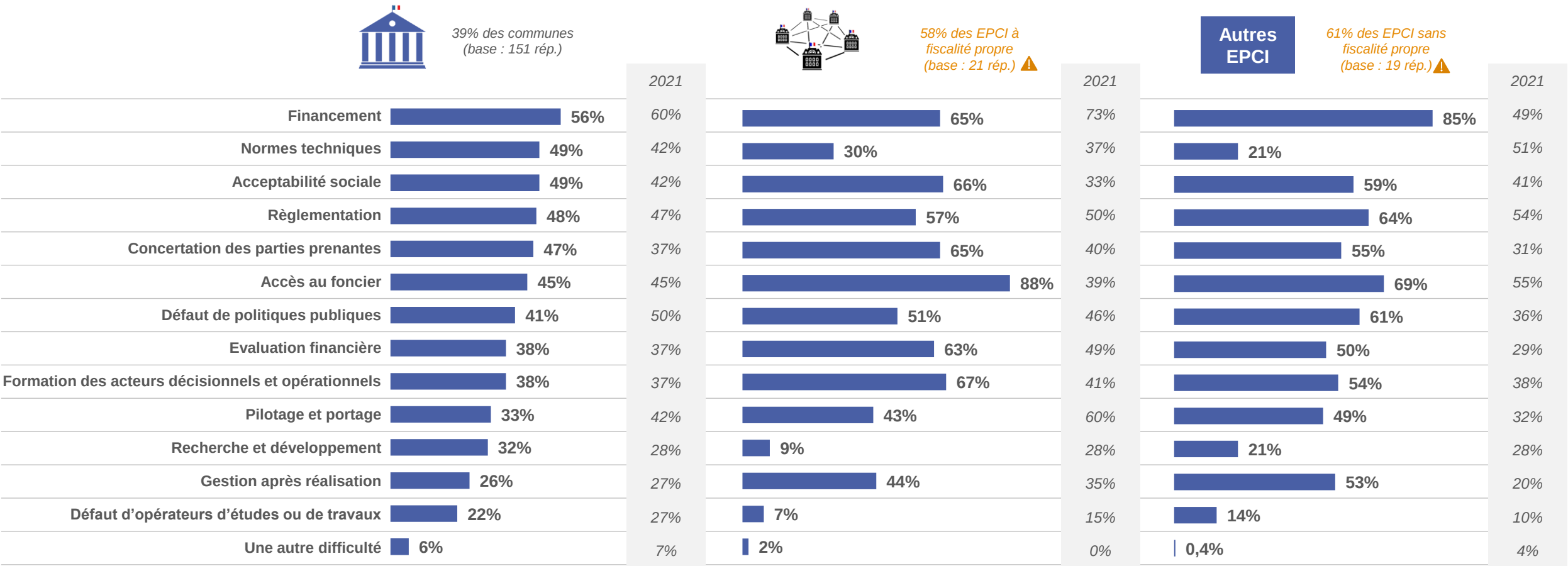
Lors de la mise en œuvre de ces actions, avez-vous rencontré des difficultés sur les points suivants ?

Défaut de politiques publiques : priorité, échelle, cohérence...
Pilotage et portage : capacité décisionnelle, compétences...
Concertation des parties prenantes
Evaluation financière
Financement
Réglementation
Accès au foncier
Formation des acteurs décisionnels et opérationnels
Recherche et développement : expérimentation, référentiels techniques, suivi-évaluation...
Gestion après réalisation
Normes techniques
Acceptabilité sociale
Défaut d'opérateurs d'études ou de travaux
Une autre difficulté



Aux structures ayant déjà mis en place des actions :

Lors de la mise en œuvre de ces actions, avez-vous rencontré des difficultés sur les points suivants ?



Pas de différence significative
selon la taille des communes

Évolutions non
significatives

Base : Ensemble des structures ayant déjà entrepris des actions pour
faire face aux conséquences du changement climatique (191 rép.)

Aux structures ayant déjà mis en place des actions :

Lors de la mise en œuvre de ces actions, avez-vous rencontré des difficultés sur les points suivants ?

Détail des autres difficultés :



Mairies (Autre difficulté : 6%) :

« Refus de propriétaires privés »

« Le suivi des actions pour contrôler leurs pertinences »

« La moitié de la population a une conscience environnementale et l'autre non. Il y a véritablement 2 rapports différents à la nature et au changement climatique. Ex: charte de l'arbre très mal acceptée par certains qui sont plus favorables à l'abattage etc... »

« Enchevêtrement des normes. Gestion du temps. Appui technique »

« Copil »

« Choix des priorités budgétaires entre "la fin du mois et la fin du monde", ou dit autrement, trouver un consensus politique et citoyen pour avoir une répartition équilibrée entre financement des actions à court terme, à moyen terme et à long terme »

« Aide financière inexistante. Changer les mentalités des personnes preneurs de décision sur le bien-fondé des actions pour l'environnement »

« Acteurs publics (élus locaux) se sentant peu concernés / ne croyant pas au dérèglement climatique »

« Accords des propriétaires »



ECPI à fiscalité propre (Autre difficulté : 2%) :

« Action sur des terrains privés et avec des privés »

Autres EPCI

ECPI sans fiscalité propre (Autre difficulté : 0,4%) :

« Concertation avec le monde agricole et les associations de pêche locales. Refus d'aménagement de la part de propriétaires de moulins alors même que le potentiel hydroélectrique est faible et le projet d'aménagement totalement financé par des fonds publics (sans reste à charge pour le propriétaire). Transfert de la compétence GEMAPI en 2018, en cours de projet, ayant cristallisé des tensions et conduit à l'abandon d'actions déjà étudiées et chiffrées. »

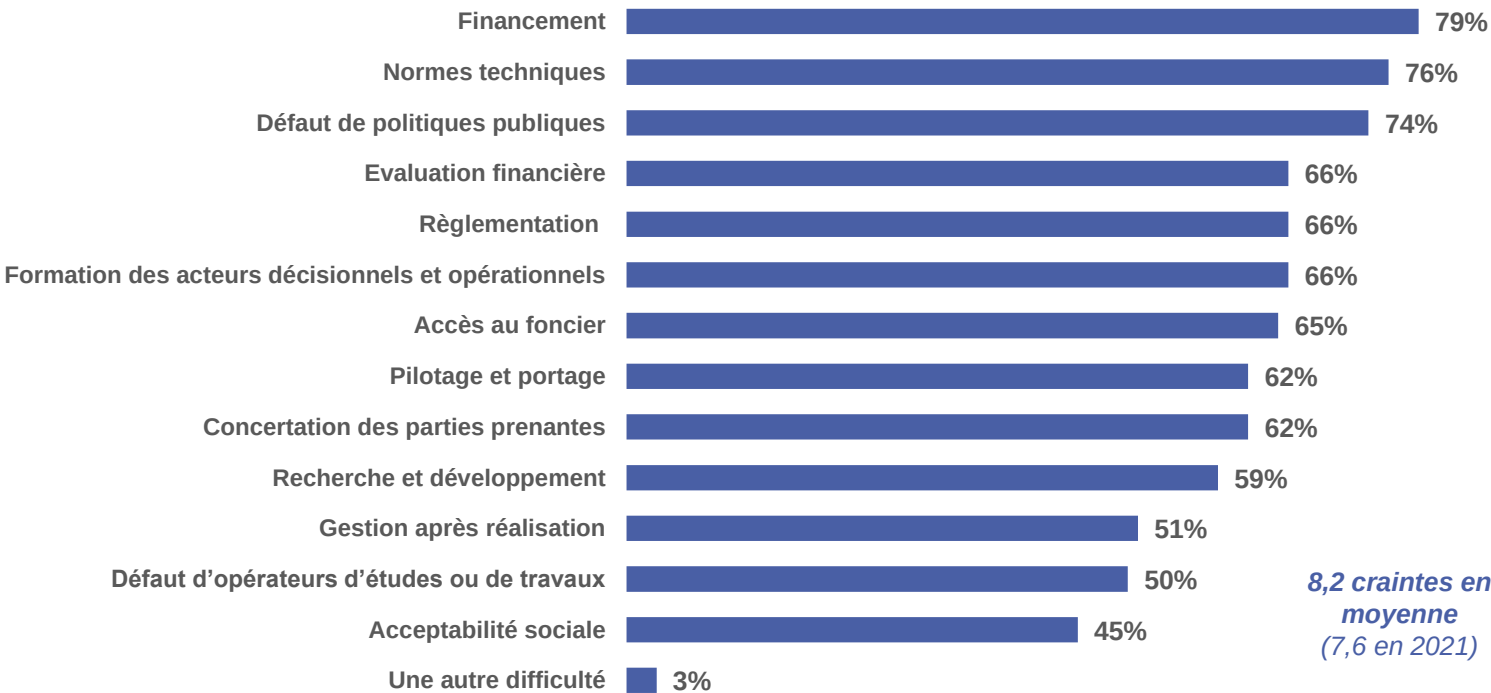
Nombreuses sont les craintes des communes qui n'ont pas encore entrepris d'actions mais qui prévoient de le faire.

Les principales difficultés, citées par 3 communes concernées sur 4, sont le financement, les contraintes techniques et l'absence de politiques publiques adaptées.



Aux communes ayant prévu de mettre en place des actions :

Lors de la mise en œuvre des actions que vous envisagez, craignez-vous de rencontrer des difficultés sur les points suivants ?



8,2 craintes en moyenne
(7,6 en 2021)

2021

89%

64%

54%

66%

67%

53%

70%

56%

56%

47%

52%

35%

50%

2%

Ensemble
des EPCI

100%

23%

78%

78%

77%

60%

98%

62%

84%

21%

72%

50%

93%

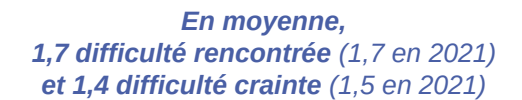
0%



Résultats à prendre avec énormément de précaution car calculés sur la base de 15 répondants

Ainsi, 44% des communes sont concernées par des difficultés, qu'elles soient déjà rencontrées ou simplement redoutées. La première difficulté identifiée est le financement des actions, les autres étant très variées (10 d'entre elles concernent ainsi de 20 à 28 % des communes).

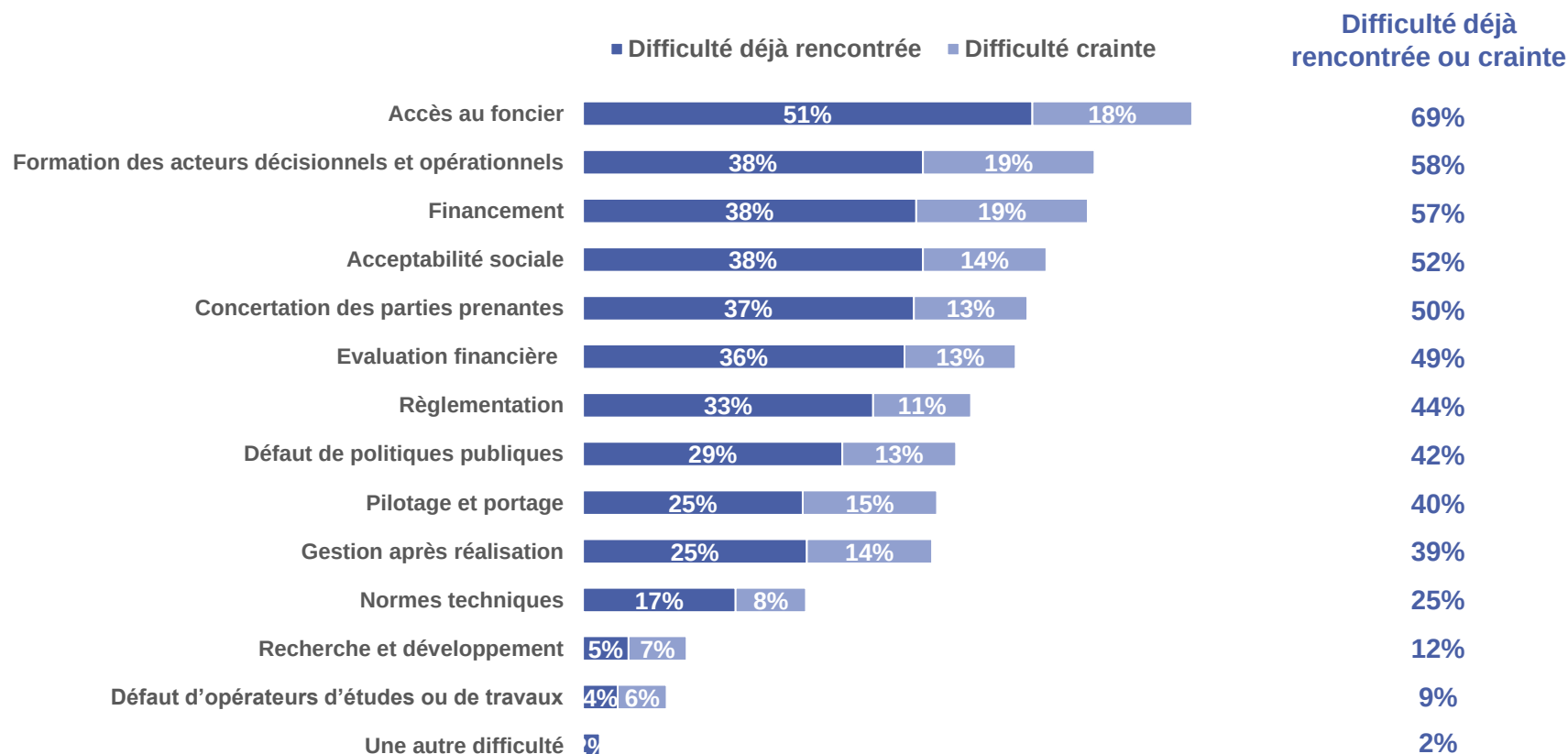
Lors de la mise en œuvre des actions que vous envisagez, craignez-vous de rencontrer des difficultés sur les points suivants ?



Peu de différences
entre 2021 et 2024

Ainsi, 77 % des EPCI à fiscalité propre sont concernées par des difficultés, qu'elles soient déjà rencontrées ou simplement redoutées. La première difficulté identifiée ici est l'accès au foncier, les autres étant très variées, comme pour les communes.

Lors de la mise en œuvre des actions que vous envisagez, craignez-vous de rencontrer des difficultés sur les points suivants ?



**En moyenne,
3,8 difficultés rencontrées
et 1.7 difficulté crainte**

Ainsi, 55 % des EPCI sans fiscalité propre sont concernées par des difficultés, qu'elles soient déjà rencontrées ou simplement redoutées. La première difficulté identifiée ici est le financement, les autres étant également très variées, avec des proportions d'EPCI concernés souvent comprises entre 30 et 40 %.

Lors de la mise en œuvre des actions que vous envisagez, craignez-vous de rencontrer des difficultés sur les points suivants ?

(base : 32 rép.)

■ Difficulté déjà rencontrée ■ Difficulté crainte

Difficulté	Proportion	Total
Financement	40% 9%	49%
Accès au foncier	33% 9%	42%
Règlementation	31% 7%	38%
Acceptabilité sociale	28% 9%	37%
Défaut de politiques publiques	29% 7%	36%
Concertation des parties prenantes	26% 8%	34%
Gestion après réalisation	25% 6%	32%
Evaluation financière	24% 7%	31%
Formation des acteurs décisionnels et opérationnels	26% 4%	30%
Pilotage et portage	23% 5%	28%
Normes techniques	10% 2%	12%
Recherche et développement	10% 2%	12%
Défaut d'opérateurs d'études ou de travaux	7% 5%	12%
Une autre difficulté	0,3%	0,3%

**En moyenne,
3,1 difficultés rencontrées
et 0.8 difficulté crainte**

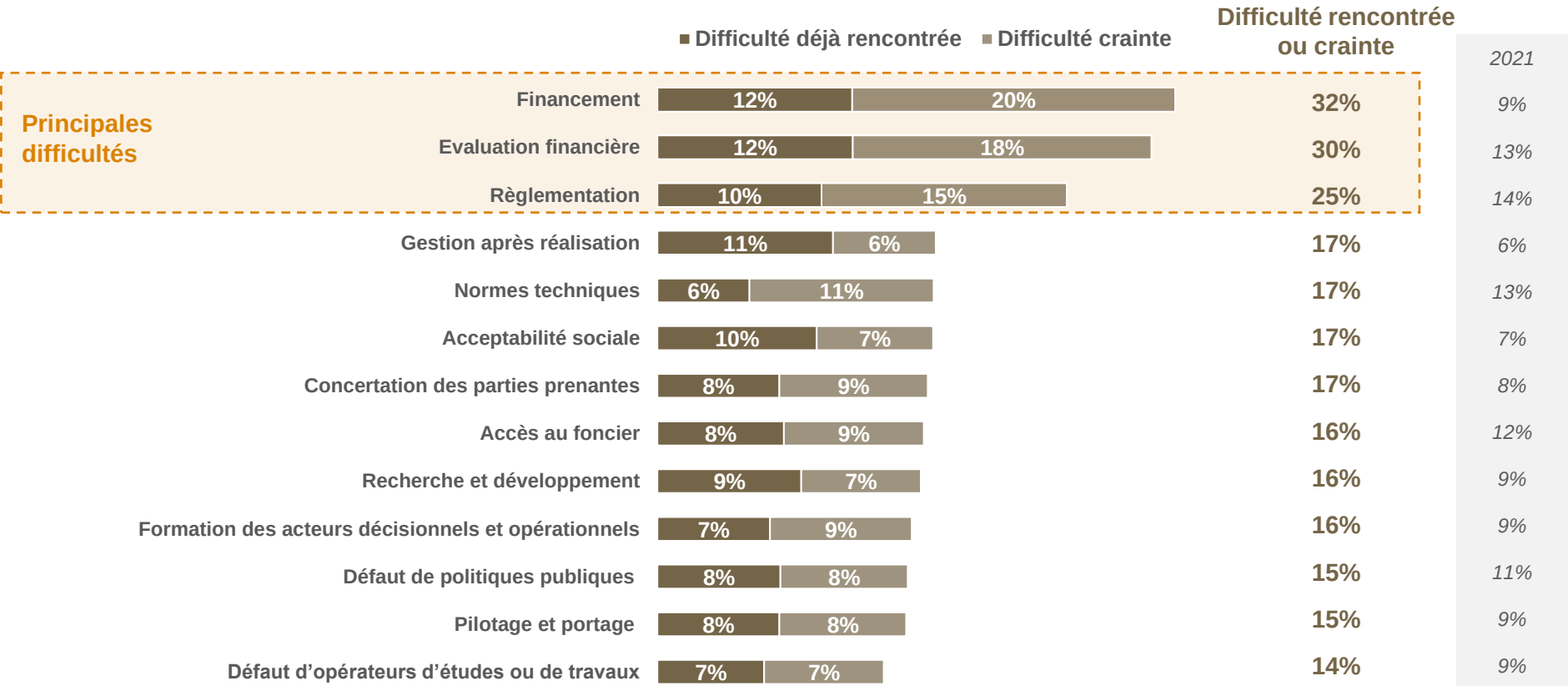


Rappelons que 28% des entreprises ont déjà mis en place des actions (26 % en 2021) et que 31% ont prévu de le faire (7 % en 2021).

Trois principales difficultés ont été rencontrées mais sont surtout craintes par au moins le quart de ces entreprises : le financement, l'évaluation financière et la réglementation.

Lors de la mise en œuvre de ces actions, avez-vous rencontré des difficultés sur les points suivants ?

Lors de la mise en œuvre des actions que vous envisagez, craignez-vous de rencontrer des difficultés sur les points suivants ?



En moyenne,
1,1 difficulté rencontrée (1,1 en 2021)
et 1,4 difficulté crainte (0,2 en 2021)

Autant de difficultés rencontrées
en 2024 (pour une proportion
d'entreprises ayant mis en place
des actions équivalente) mais
beaucoup plus de craintes de la
part de celles qui envisagent de
mettre en œuvre des actions

Lors de la mise en œuvre de ces actions, avez-vous rencontré des difficultés sur les points suivants ?
Lors de la mise en œuvre des actions que vous envisagez, craignez-vous de rencontrer des difficultés sur les points suivants ?



	Difficultés rencontrées		Difficultés craintes		Difficultés rencontrées ou craintes	
	Secteur agricole ▲ (base : 25 rép.)	Hors secteur agricole	Secteur agricole (base : 25 rép.)	Hors secteur agricole	Secteur agricole (base : 25 rép.)	Hors secteur agricole
Financement	10%	23%	32%	15%	17%	31%
Evaluation financière	13%	20%	33%	11%	17%	28%
Règlementation	12%	16%	28%	8%	14%	22%
Gestion après réalisation	14%	5%	19%	7%	8%	15%
Normes techniques	6%	11%	16%	6%	12%	18%
Acceptabilité sociale	14%	11%	25%	5%	2%	7%
Concertation des parties prenantes	10%	10%	20%	5%	8%	12%
Accès au foncier	11%	7%	18%	4%	11%	15%
Recherche et développement	9%	7%	16%	9%	8%	17%
Formation des acteurs décisionnels et opérationnels	8%	13%	21%	5%	4%	10%
Défaut de politiques publiques : priorité, échelle, cohérence...	10%	7%	17%	5%	9%	14%
Pilotage et portage : capacité décisionnelle, compétences...	11%	5%	16%	3%	11%	14%
Défaut d'opérateurs d'études ou de travaux	7%	5%	12%	6%	10%	16%
<i>Nombre moyen de difficultés rencontrées / craintes</i>	<i>1,3</i>	<i>1,4</i>	<i>2,7</i>	<i>0,9</i>	<i>1,3</i>	<i>2,2</i>

Pas de différences significatives entre les entreprises agricoles et les autres

2.6 Notoriété du projet européen Life intégré ARTISAN

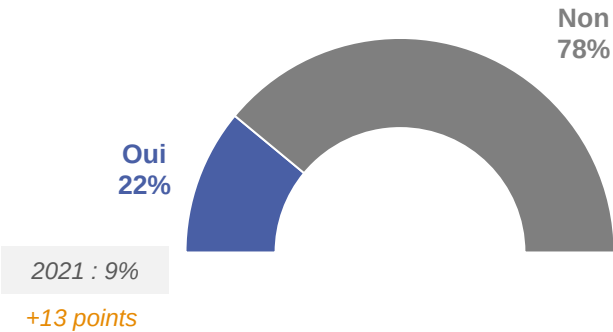
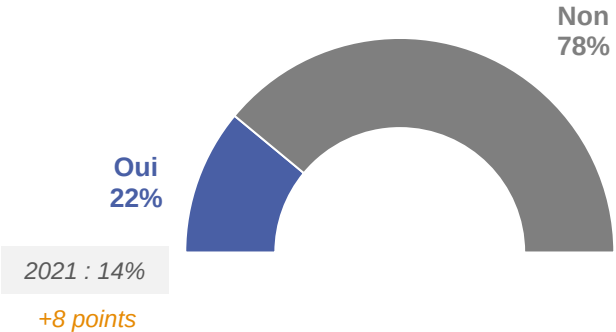
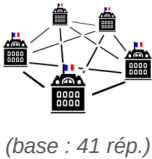
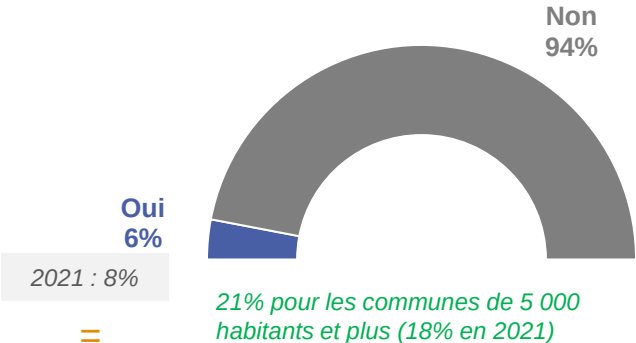


La notoriété du projet européen LIFE intégré ARTISAN reste faible, notamment auprès des communes (6% cette année contre 8% en 2021).

Cependant, cette notoriété est meilleure parmi les communes de plus de 5000 habitants (18%). Quant aux EPCI, qu'ils soient à fiscalité propre ou non, 22% d'entre eux ont entendu parler du projet, un chiffre en hausse par rapport à 2021 (+8 points pour les EPCI à fiscalité propre et +13 points pour ceux sans fiscalité propre).

Le projet LIFE ARTISAN, piloté par l'Office français de la biodiversité, vise à développer des solutions fondées sur la nature pour s'adapter aux conséquences des dérèglements climatiques en cours et à venir (inondation, canicule, sécheresse, hausse du niveau des mers...).

Avez-vous entendu parler du projet européen Life intégré ARTISAN, « Accroître la Résilience des Territoires en incitant à l'usage des Solutions fondées sur la Nature » ?



Comme en 2021, la connaissance du projet européen Life intégré ARTISAN provient principalement des réseaux professionnels (67% cette année vs 41% en 2021).

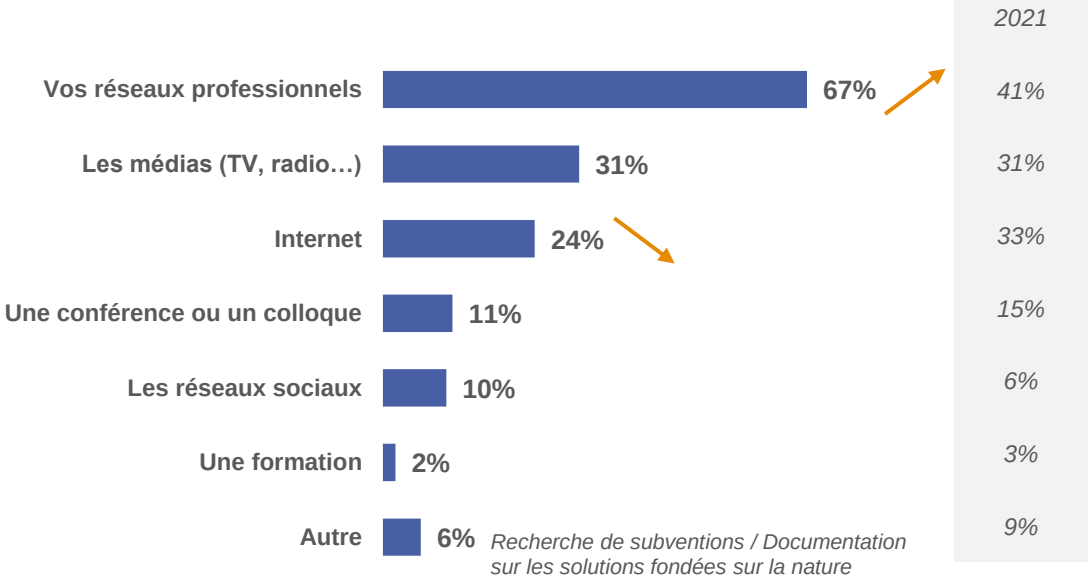
31% déclarent en avoir entendu parler par les médias (stable par rapport à 2021) et 24% grâce à Internet (-9 pts vs 2021). Parmi les communes connaissant le projet LIFE intégré ARTISAN, un peu moins d'un tiers ne connaît aucune de ses ressources ou services. Les ressources en ligne sont connues par 37% de ces communes, et l'accompagnement régional par 34%. En revanche, les retours d'expérience des sites pilotes et les formations sont moins bien connus, avec des taux inférieurs à 15%.



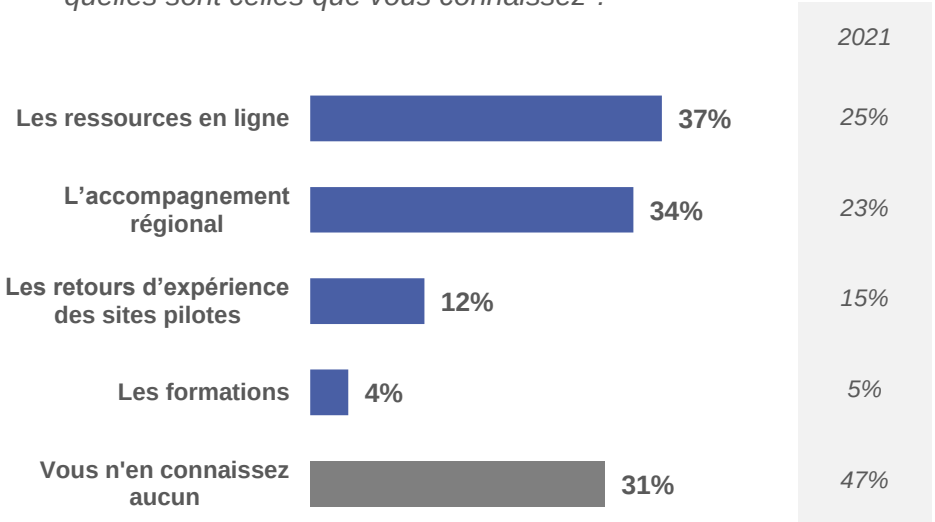
Aux communes ayant déjà entendu parler du projet européen Life intégré ARTISAN :

⚠ 6% des communes
(base : 26 rép.)

Où en avez-vous entendu parler,
dans quel contexte ?



Parmi les ressources et services suivants
apportés par le projet Life intégré ARTISAN,
quelles sont celles que vous connaissez ?



Comme pour les communes, la connaissance du projet européen Life intégré ARTISAN provient principalement des réseaux professionnels.

39% des EPCI aussi ont entendu parler du projet Life intégré ARTISAN sur Internet. 42 % des communes connaissant le projet LIFE intégré ne connaissent aucune de ses ressources. Les ressources en ligne et les retours d'expériences sur site sont connus par environ 40 % de ces EPCI, soit 7 % de l'ensemble des EPCI.

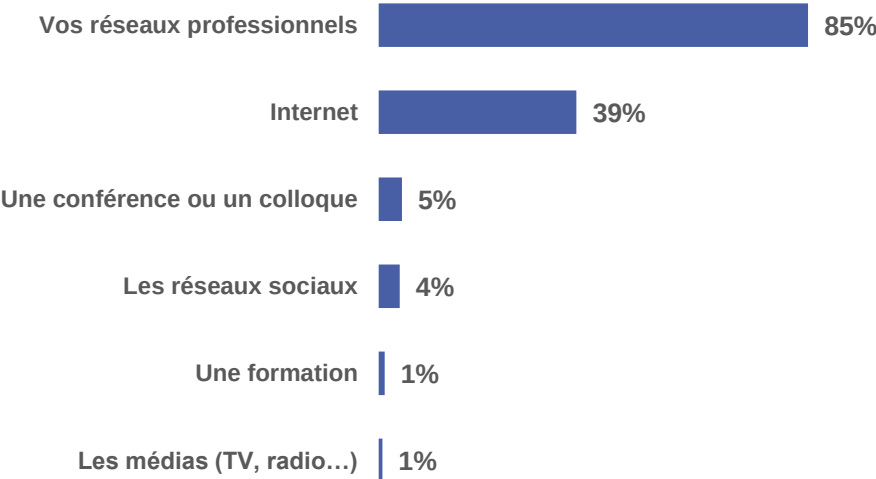


Autres EPCI

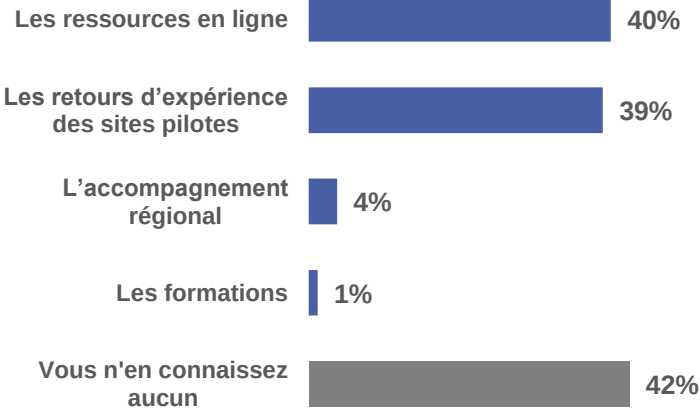
Aux EPCI ayant déjà entendu parler du projet européen Life intégré ARTISAN :

⚠ 22% des EPCI
(base : 25 rép.)

Où en avez-vous entendu parler,
dans quel contexte ?



Parmi les ressources et services suivants apportés par le projet Life
intégré ARTISAN, quelles sont celles que vous connaissez ?

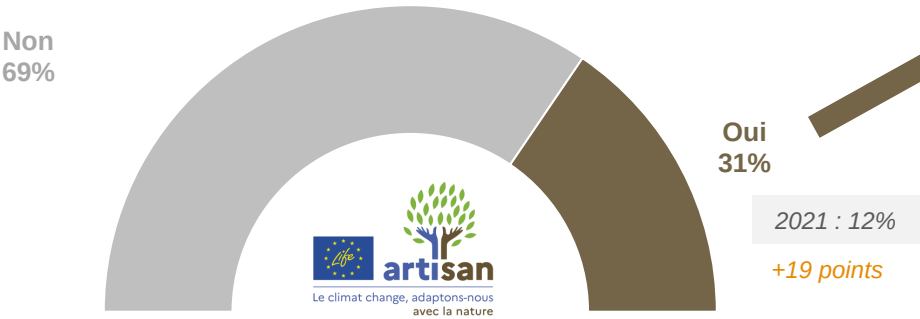


31% des entreprises ont entendu parler du projet européen Life intégré ARTISAN, marquant une nette progression par rapport à 2021 (+19 points).

La notoriété du projet européen LIFE intégré ARTISAN repose principalement sur les médias (55%) et Internet (48%). Parmi les entreprises connaissant ce projet, près de la moitié ne sont pas au courant des différentes ressources et services disponibles.

Le projet LIFE ARTISAN, piloté par l'Office français de la biodiversité, vise à développer des solutions fondées sur la nature pour s'adapter aux conséquences des dérèglements climatiques en cours et à venir (inondation, canicule, sécheresse, hausse du niveau des mers...).

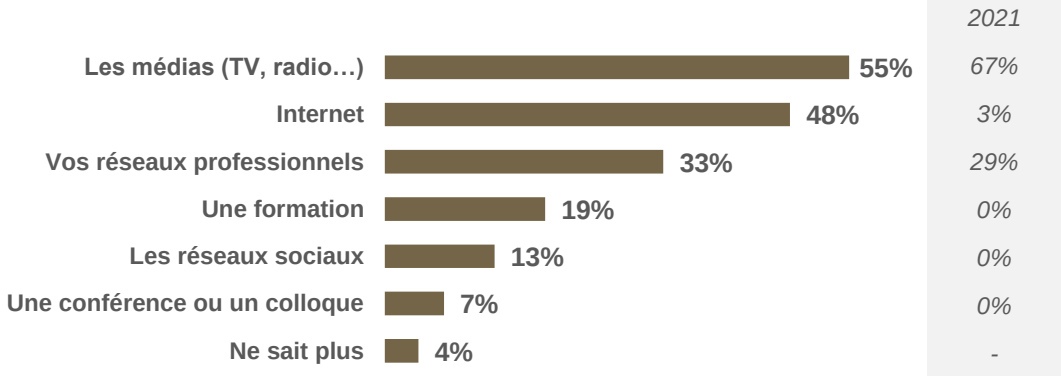
Avez-vous entendu parler du projet européen Life intégré ARTISAN, « Accroître la Résilience des Territoires en incitant à l'usage des Solutions fondées sur la Nature » ?



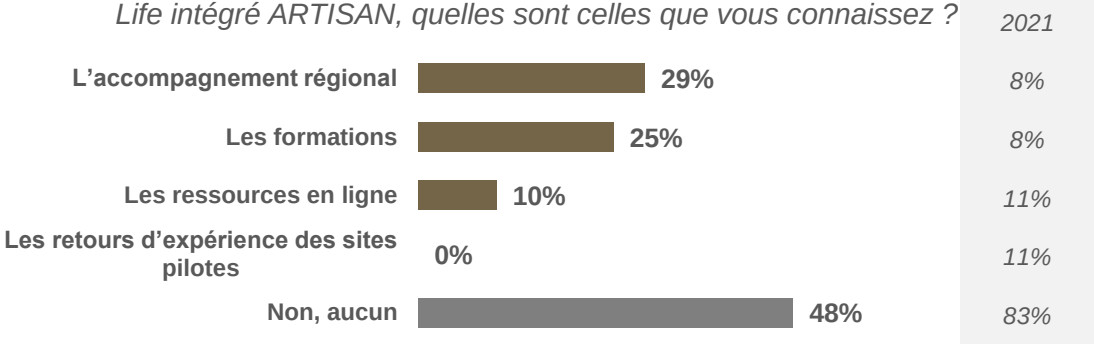
Aux entreprises ayant entendu parler du projet Life intégré ARTISAN :

Où en avez-vous entendu parler, dans quel contexte ?

(base : 32 rép.) ⚠



Parmi les ressources et services suivants apportés par le projet Life intégré ARTISAN, quelles sont celles que vous connaissez ?



5 % des communes ont entendu parler du Forum Alliance Nature & Adaptation.

Du côté des EPCI, 14% des structures à fiscalité propre et 13% de celles sans fiscalité propre en ont entendu parler.



Question non posée en 2021

Avez-vous entendu parler du Forum Alliance Nature & Adaptation, organisé par l'OFB, l'agence de l'eau Adour-Garonne et l'ensemble des partenaires du projet Life ARTISAN, consacré au thème "Eau et Biodiversité", qui s'est déroulé les 10 et 11 juin 2024 à Toulouse ?



(base : 317 rép.)

Non
95%

Oui
5%

Pas de différence significative
selon la taille des communes



(base : 41 rép.)

Non
86%

Oui
14%

Autres EPCI

(base : 32 rép.) ⚠

Non
87%

Oui
13%

Où en avez-vous
entendu parler ?



Réseaux région / Milieu professionnel / réseaux web /
Je ne sais plus / Mail (x 3) / Réseaux professionnels
dans le cadre de TEN / sur les réseaux sociaux /
Convocations reçus par @ / Dans la presse

Mail / mailing / Sur le réseau LinkedIn / par mail diffusion
d'invitation / newsletter / Via une newsletter technique
spécifique à mon domaine d'activité professionnel mais je
n'ai malheureusement pas pu y participer (frais de
déplacements importants pour se rendre dans le Sud de la
France depuis le Grand Est).

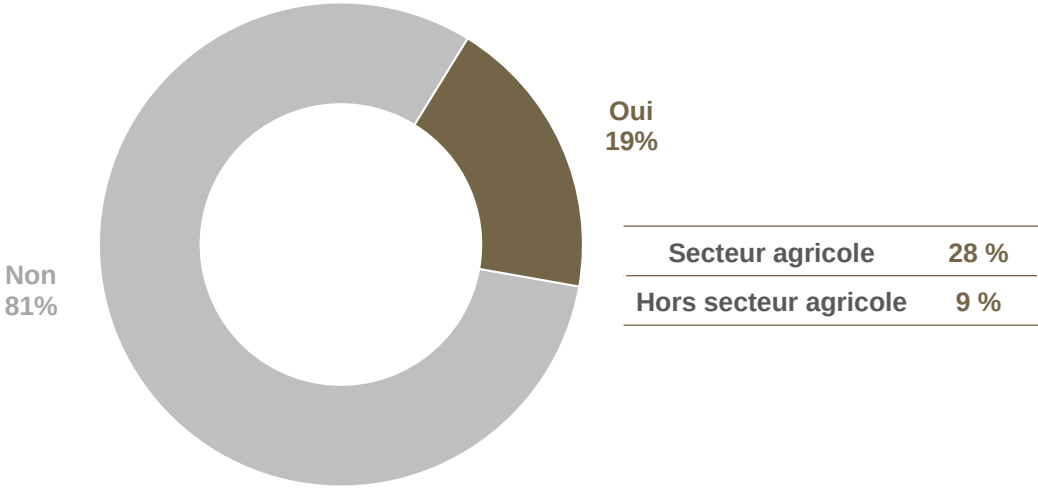
Réseau professionnel / courriel /
Mailing en contexte
professionnel / Mail d'invitation

Près d'une entreprise sur cinq déclare avoir déjà entendu parler du Forum Alliance Nature & Adaptation organisé par l'OFB.

Ce chiffre est très encourageant, d'autant plus qu'il ne s'agit là que de la 2^{ème} édition du forum Life ARTISAN, le 1^{er} s'étant déroulé à Lille en mars 2022.



Avez-vous entendu parler du Forum Alliance Nature & Adaptation, organisé par l'OFB, l'agence de l'eau Adour-Garonne et l'ensemble des partenaires du projet Life ARTISAN, consacré au thème "Eau et Biodiversité", qui s'est déroulé les 10 et 11 juin 2024 à Toulouse ?



Où en avez-vous entendu parler ?

La Radio / Sur Le Point / Dans la presse / Par des collègues / par des connaissances / Des amis / un de mes clients m'en a parlé / Sur Internet (x3) / Aux infos / Internet / Des associés / Dans les médias (x3) / PFCF

2.7 Nécessité des SfN pour l'avenir



69% des communes estiment que les SfN seront nécessaires dans les 5 prochaines années.

Ce chiffre varie en fonction de la taille de la commune : plus la commune est grande, plus elle juge ces solutions nécessaires (62% pour les communes de moins de 500 habitants jusqu'à 96% pour celles de 5 000 habitants et plus). Du côté des EPCI, 95% des structures à fiscalité propre et 78% de celles sans fiscalité propre considèrent également que ces solutions seront cruciales à l'avenir.



Question non
posée en 2021

Pour l'adaptation au changement climatique dans votre territoire, les Solutions fondées sur
la Nature seront-elles nécessaires dans les 5 prochaines années ?



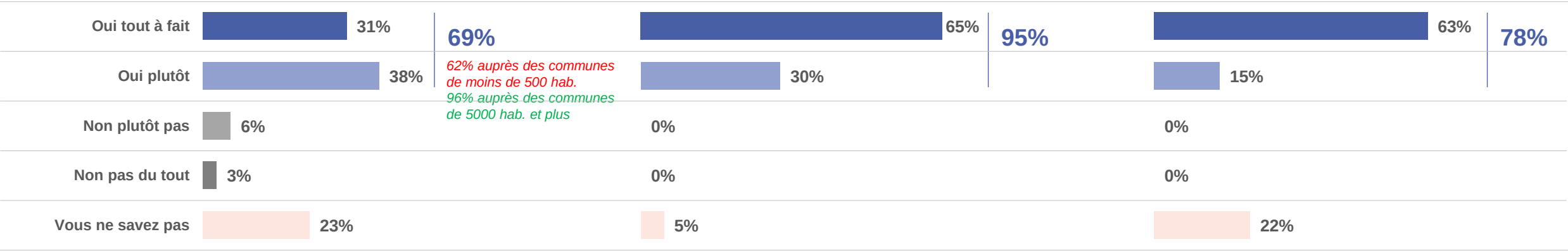
(base : 317 rép.)



(base : 41 rép.)

Autres EPCI

(base : 32 rép.) ⚠



La perception de la nécessité des SfN dans les 5 prochaines années varie selon le fait d'avoir déjà mis en œuvre ou non des actions pour lutter contre le dérèglement climatique.

Ainsi, les communes ayant déjà mis en place de telles actions perçoivent plus que les autres communes cette nécessité. Et à l'inverse, les communes qui n'ont jamais mis en place ce type d'actions et qui n'envisagent pas de le faire perçoivent moins cette nécessité ou ne savent pas se prononcer.

Il est donc important de communiquer sur ce que peuvent faire les communes dans la lutte contre le dérèglement climatique mais aussi de les accompagner..



Pour l'adaptation au changement climatique dans votre territoire, les Solutions fondées sur la Nature seront-elles nécessaires dans les 5 prochaines années ?

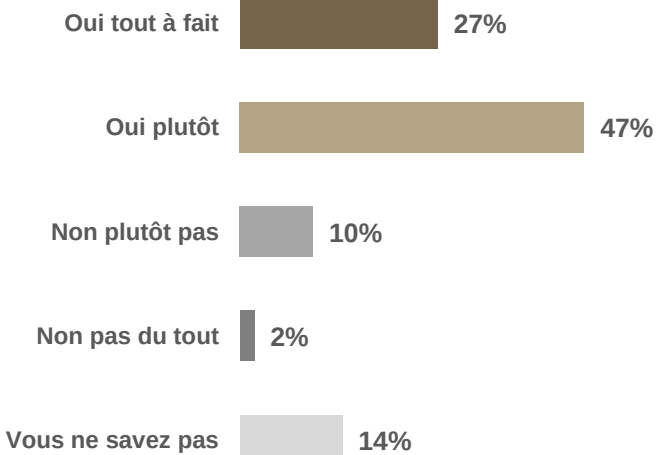
	Actions déjà mises en œuvre <i>(base : 133 rép.)</i>	Actions prévues <i>(base : 51 rép.)</i>	Actions ni mises en œuvre ni prévues <i>(base : 72 rép.)</i>
Oui tout à fait	53%	34%	10%
Oui plutôt	37%	50%	33%
Cumul Oui	91%	83%	44%
Non plutôt pas	2%	3%	12%
Non pas du tout	1%	3%	5%
Cumul Non	3%	6%	17%
Vous ne savez pas	6%	11%	39%
Total	100%	100%	100%



74% des entreprises estiment que les SfN seront nécessaires dans les 5 prochaines années.

27% sont même certains, un chiffre encore plus élevé pour les entreprises des secteurs de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche (36%). Si les entreprises ayant déjà mis en œuvre des actions ne sont plus à convaincre, celles qui ont prévu d'en mettre en place sont plus mitigées sur la nécessité des SfN dans les 5 ans à venir. Autre résultat important : 67 % des entreprises n'ayant mis en place aucune action et n'ayant pas l'intention de la faire soulignent pourtant la nécessité des SfN. D'où la nécessité de lever leurs craintes et aussi de mieux faire connaître les SfN et leur importance pour faire face au changement climatique.

Pour l'adaptation au changement climatique dans votre filière, les Solutions fondées sur la Nature seront-elles nécessaires dans les 5 prochaines années ?



74%

	Actions déjà mises en œuvre (base : 42 rép.)	Actions prévues (base : 49 rép.)	Actions ni mises en œuvre ni prévues (base : 55 rép.)	Secteur agricole (base : 36 rép.)	Hors secteur agricole (base : 123 rép.)
Oui tout à fait	33%	19%	29%	36%	17%
Oui plutôt	57%	49%	38%	38%	58%
Cumul Oui	90%	68%	67%	74%	75%
Non plutôt pas	6%	16%	9%	13%	6%
Non pas du tout	0%	4%	2%	0%	4%
Cumul Non	6%	20%	11%	13%	10%
Vous ne savez pas	4%	13%	21%	13%	14%
Total	100%	100%	100%	100%	100%

Partie 3

CE QU'IL FAUT RETENIR



Conséquences du changement climatique ayant un impact sur les territoires



Les communes



Les EPCI à
fiscalité propre

Autres EPCI

Les EPCI sans
fiscalité propre

Conséquences aujourd'hui : 89%	2021 : 85%
Conséquences dans l'avenir : 71%	2021 : 72%
Aucune conséquence : 3%	2021 : 2%

Conséquences aujourd'hui : 100%	2021 : 91%
Conséquences dans l'avenir : 80%	2021 : 88%
Aucune conséquence : 0%	2021 : 2%

Conséquences aujourd'hui : 80%	2021 : 84%
Conséquences dans l'avenir : 70%	2021 : 85%
Aucune conséquence : 6%	2021 : 0,5%

Cinq conséquences qui touchent aujourd'hui plus de la moitié des communes :

Evolution des températures moyennes : 64% ➔ + 10 points
Evolution de la pluviométrie : 67% ➔ + 14 points
Sécheresses, manque d'eau : 62% ➔ + 5 points
Inondations, pluies extrêmes : 59% ➔ + 12 points
Retrait-gonflement des argiles : 51% ➔ + 9 points

Cinq conséquences qui touchent aujourd'hui au moins 4 EPCI à fiscalité propre sur 5 :

Evolution de la pluviométrie : 95% ➔ + 42 points
Inondations, pluies extrêmes : 87% ➔ + 29 points
Retrait-gonflement des argiles : 85% ➔ + 52 points
Sécheresses, manque d'eau : 81% ➔ + 14 points
Evolution des températures moyennes : 79% ➔ + 27 points

Quatre conséquences qui touchent aujourd'hui 3 EPCI sans fiscalité propre sur 5 :

Inondations, pluies extrêmes : 75% ➔ + 19 points
Sécheresses, manque d'eau : 73% ➔ + 11 points
Evolution de la pluviométrie : 73% ➔ + 24 points
Evolution des températures moyennes : 72% ➔ + 35 points

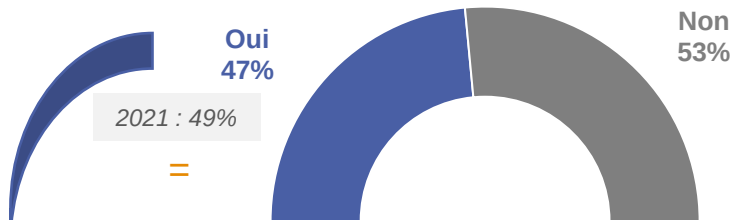
Des impacts actuels beaucoup plus importants qu'en 2021

Pour corroborer l'importance (sinon l'urgence) de mettre en place des actions : 69 % des communes, 95 % des EPCI à fiscalité propre et 78% de celles sans fiscalité propre estiment que les SfN seront nécessaires dans les 5 prochaines années

Notoriété des SfN



(base : 317 rép.)



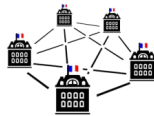
De 41% pour les communes de moins de 500 habitants à 75% pour celles de 5 000 habitants et plus

Par les médias (TV, journal, radio...) : 52%

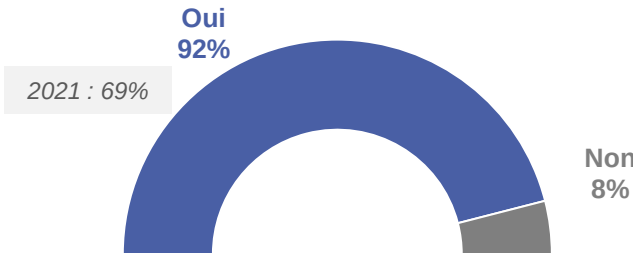
Par les réseaux professionnels : 48%

Par Internet : 30%

Lors d'une conférence ou d'un colloque : 22%



(base : 41 rép.)



➔ + 23 points

Par les réseaux professionnels : 62%

Lors d'une conférence ou d'un colloque : 41%

Par une formation : 32%

Par les médias (TV, journal, radio...) : 28%

Par Internet : 19%



Projet Life intégré ARTISAN

Autres EPCI

(base : 32 rép.) ⚠



➔ + 21 points

Par les réseaux professionnels : 93%

Lors d'une conférence ou d'un colloque : 41%

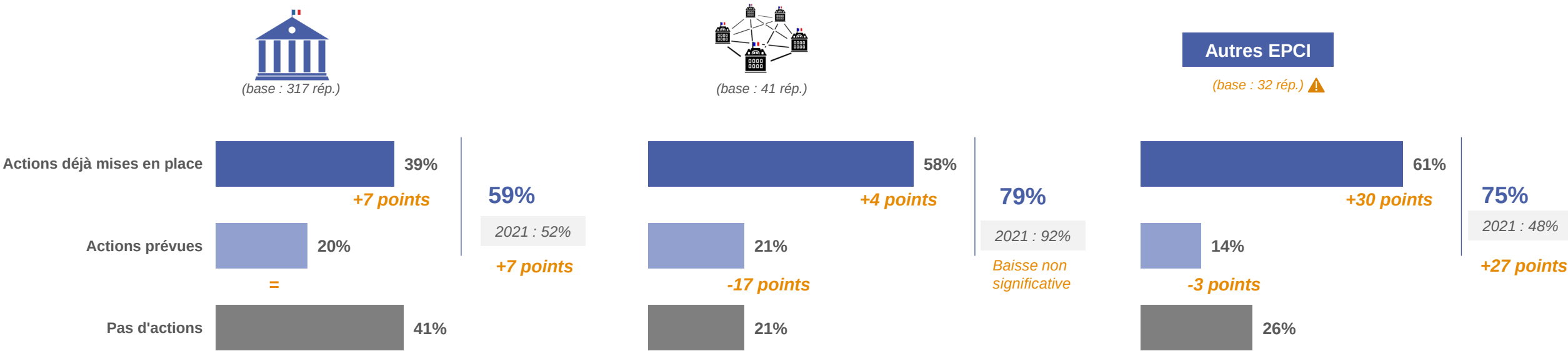
Par Internet : 39%

Par une formation : 34%

Par les médias (TV, journal, radio...) : 33%

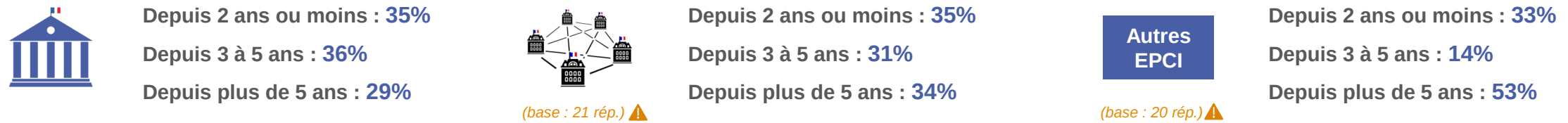
➔ Importance des réseaux mais aussi des colloques et des formations (surtout pour les EPCI)

Mise en œuvre d'actions pour faire face au changement climatique



➔ De plus en plus d'actions mises en œuvre quel que soit le type de structure

Des actions mises en œuvre...

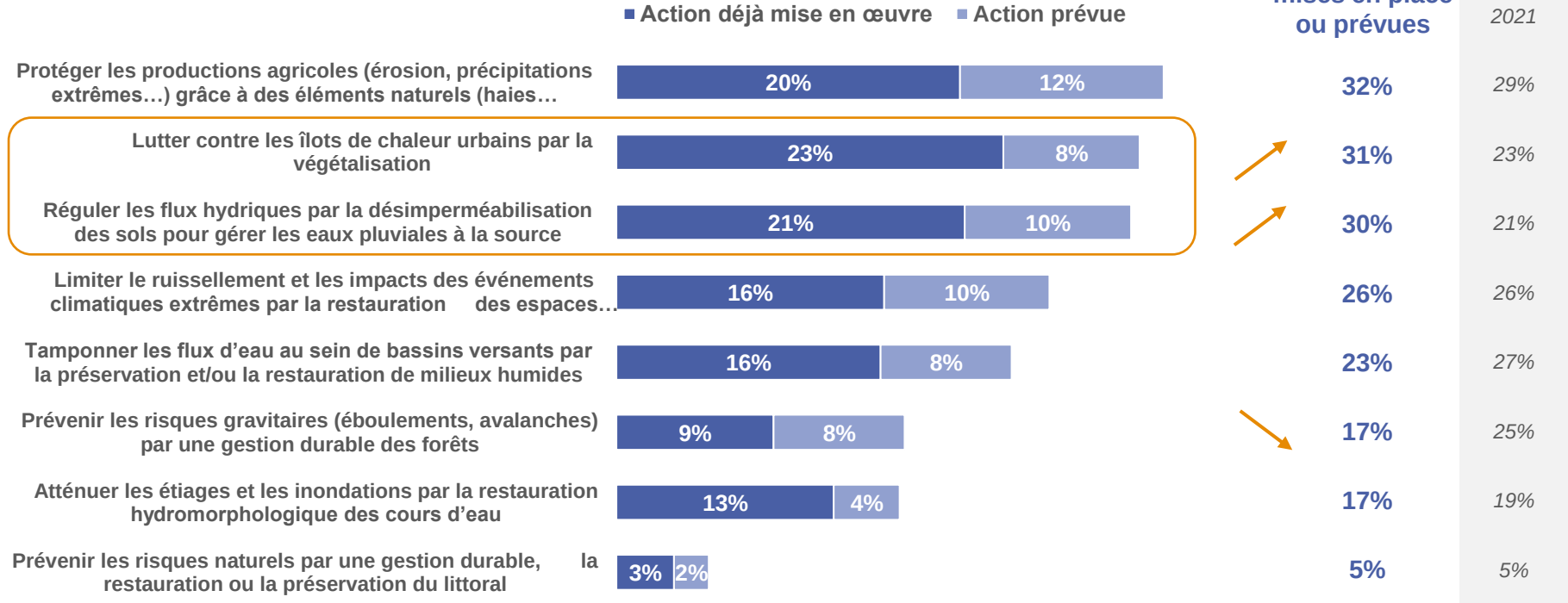




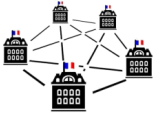
Mise en œuvre d'actions pour faire face au changement climatique

Focus sur les communes

En moyenne,
1,2 action mise en place (1,0 en 2021)
et 0,6 action prévue (0,7 en 2021)

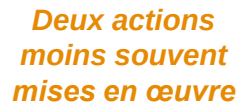


Deux actions de plus en plus mises en œuvre ou prévues



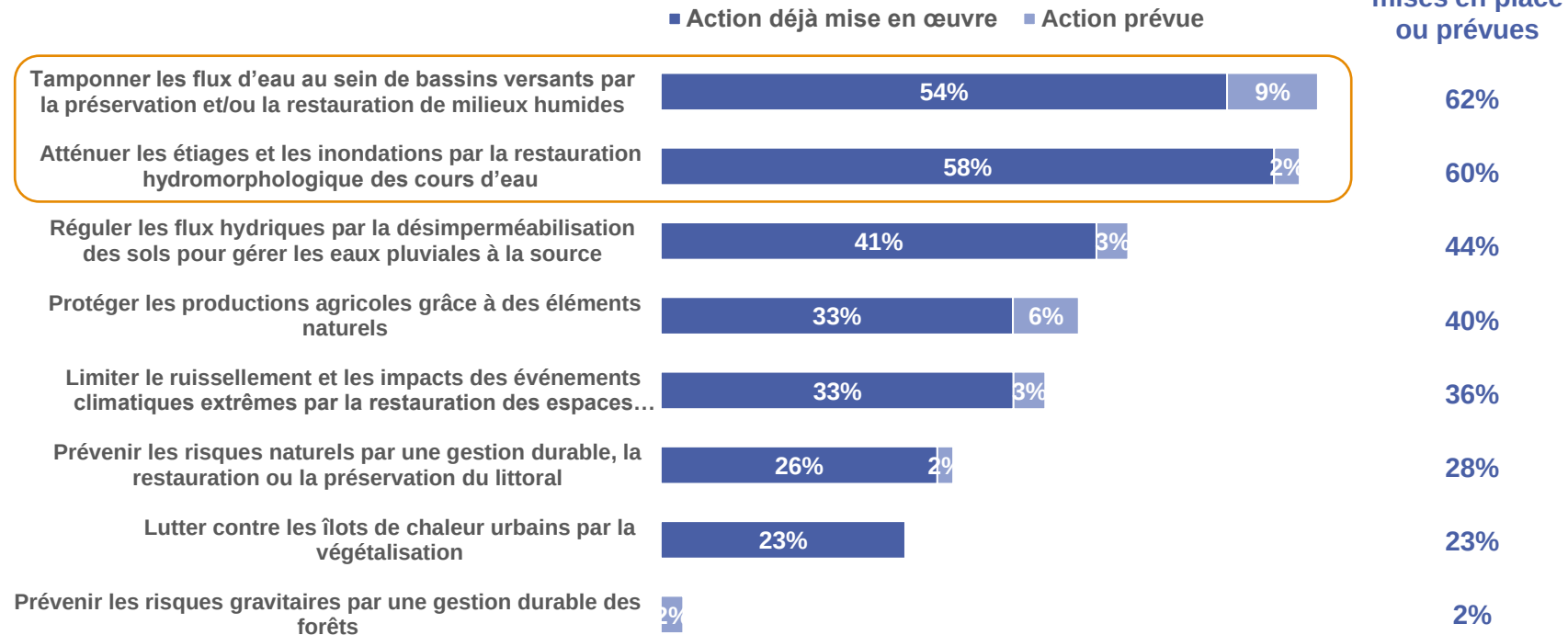
Focus sur les EPCI à fiscalité propre

**Une action déjà mise
en place par plus
d'un EPCI sur 2**

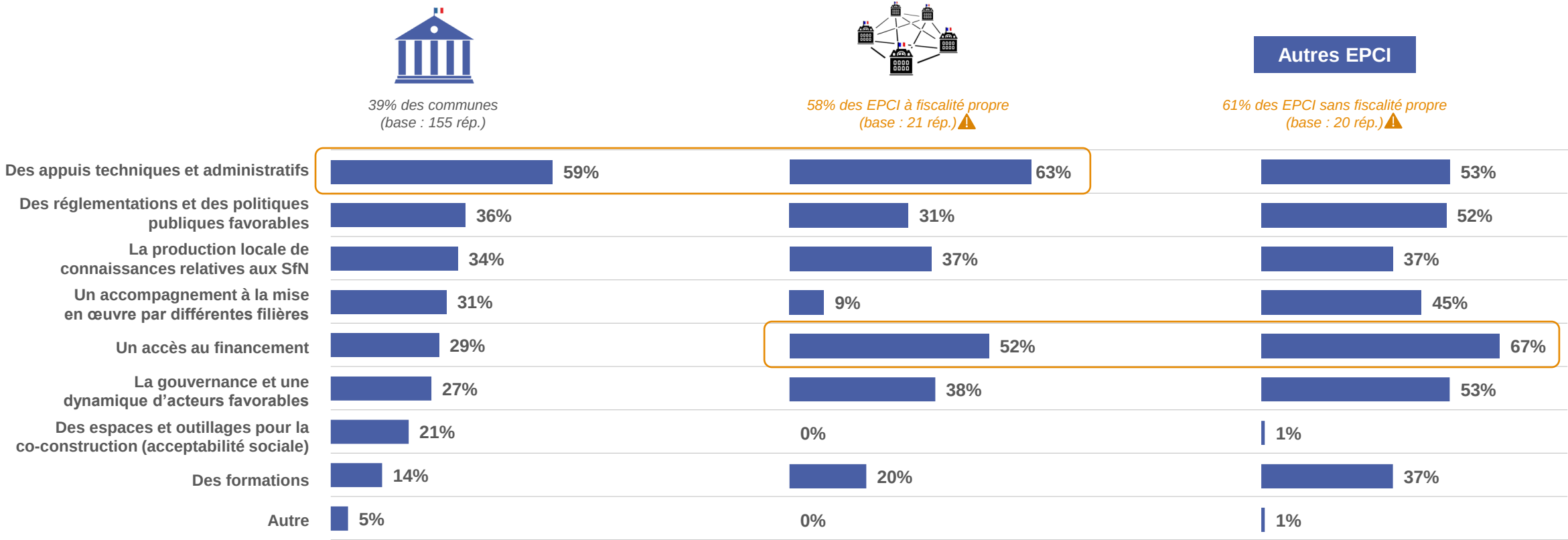


Autres EPCI

Deux actions plus souvent mises en œuvre



Les leviers utilisés par les structures ayant déjà mis en place des actions



- ➔ Levier le plus utilisé par les communes : les appuis techniques et administratifs
- ➔ L'accès au financement plus utilisé par les EPCI

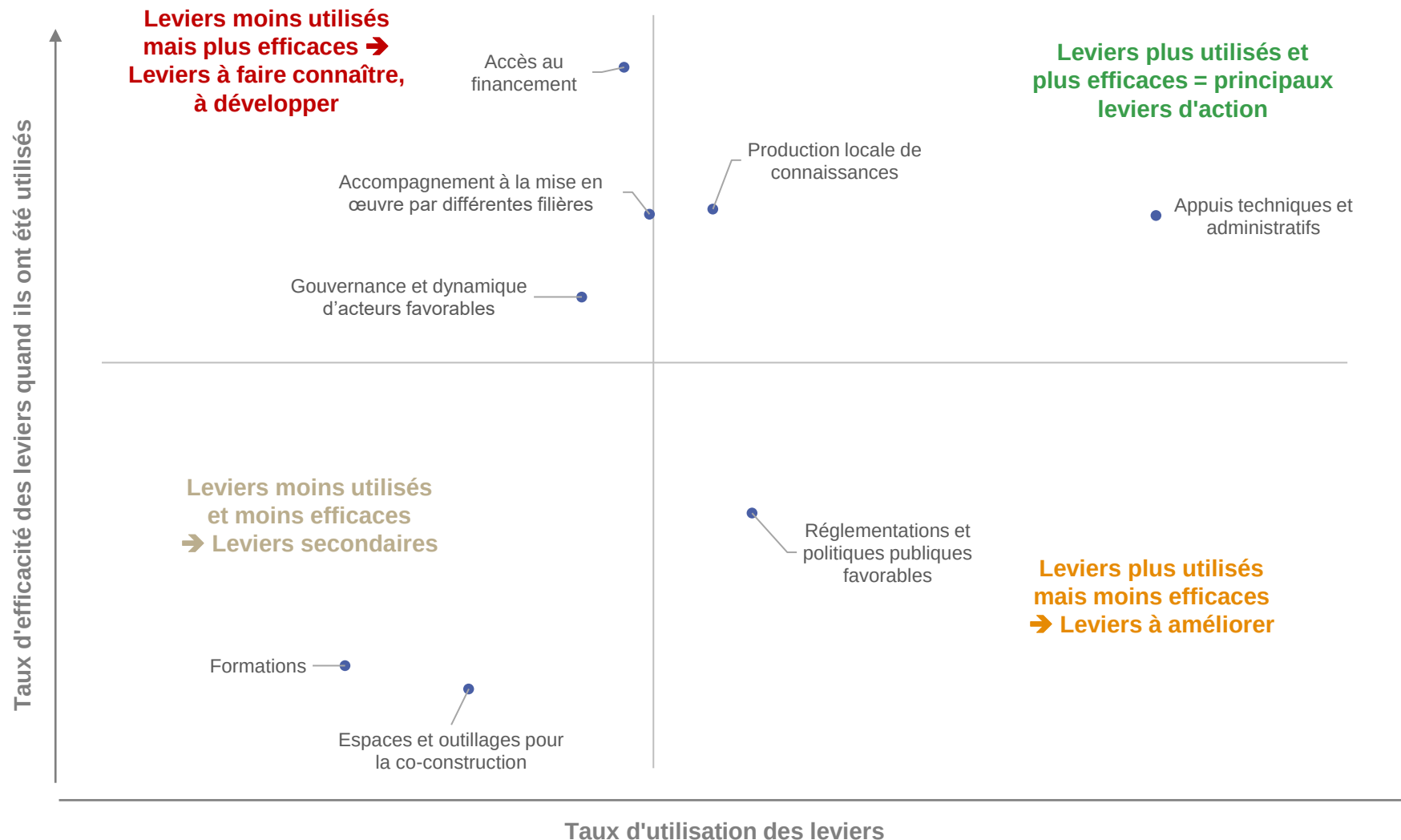
- ➔ Leviers les plus efficaces : les appuis techniques et administratifs, l'accès au financement et la gouvernance et une dynamique d'acteurs favorables

- ➔ Pour les communes envisageant de mettre en place des SfN, deux leviers qui leur paraissent plus efficaces : les appuis techniques et administratifs et les formations



39% des communes
(base : 155 rép.)

Utilisation et efficacité des leviers des communes ayant déjà mis en place des actions

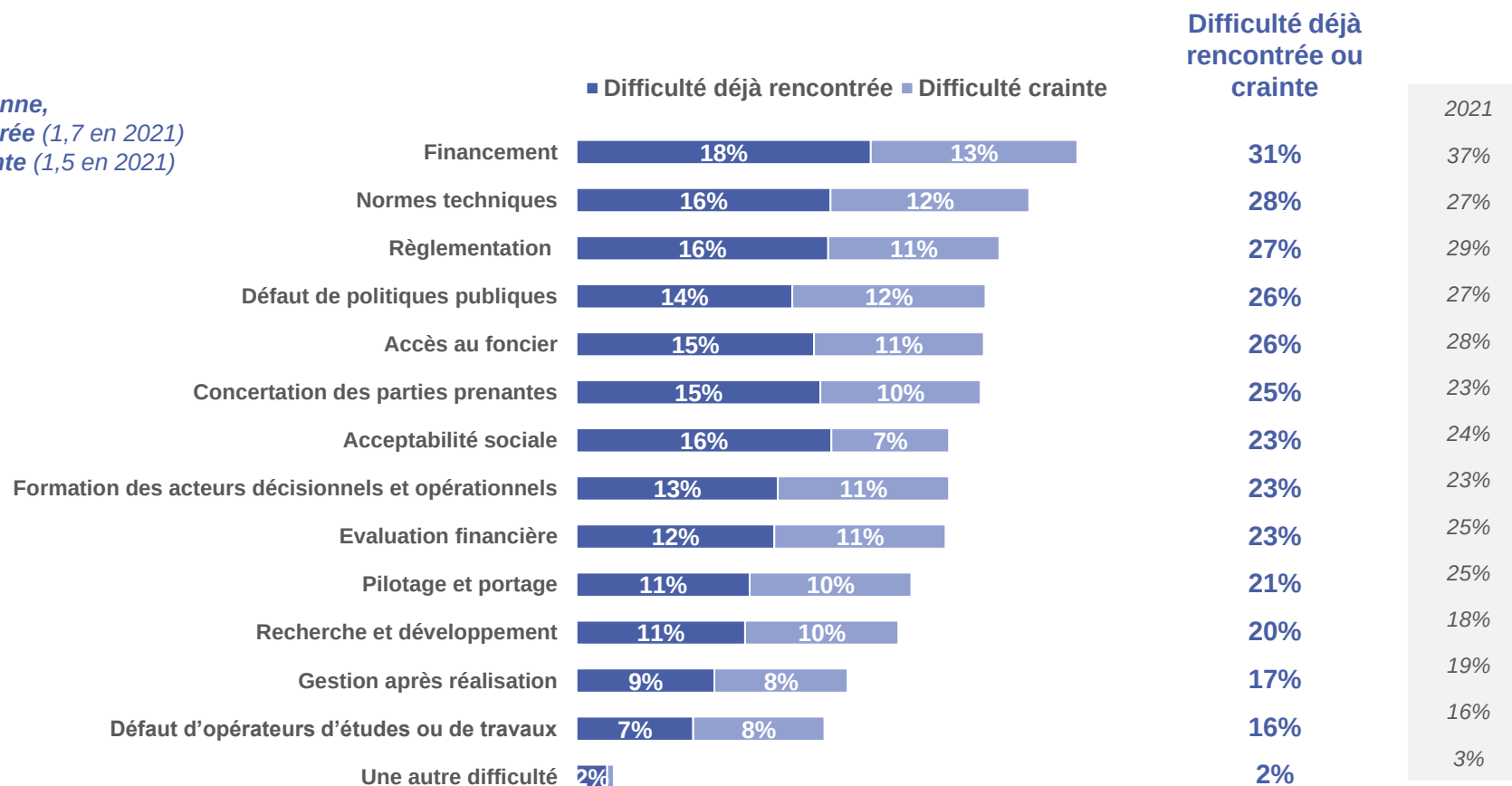




*En moyenne,
1,7 difficulté rencontrée (1,7 en 2021)
et 1,4 difficulté crainte (1,5 en 2021)*

Difficultés rencontrées ou craintes

Focus sur les communes

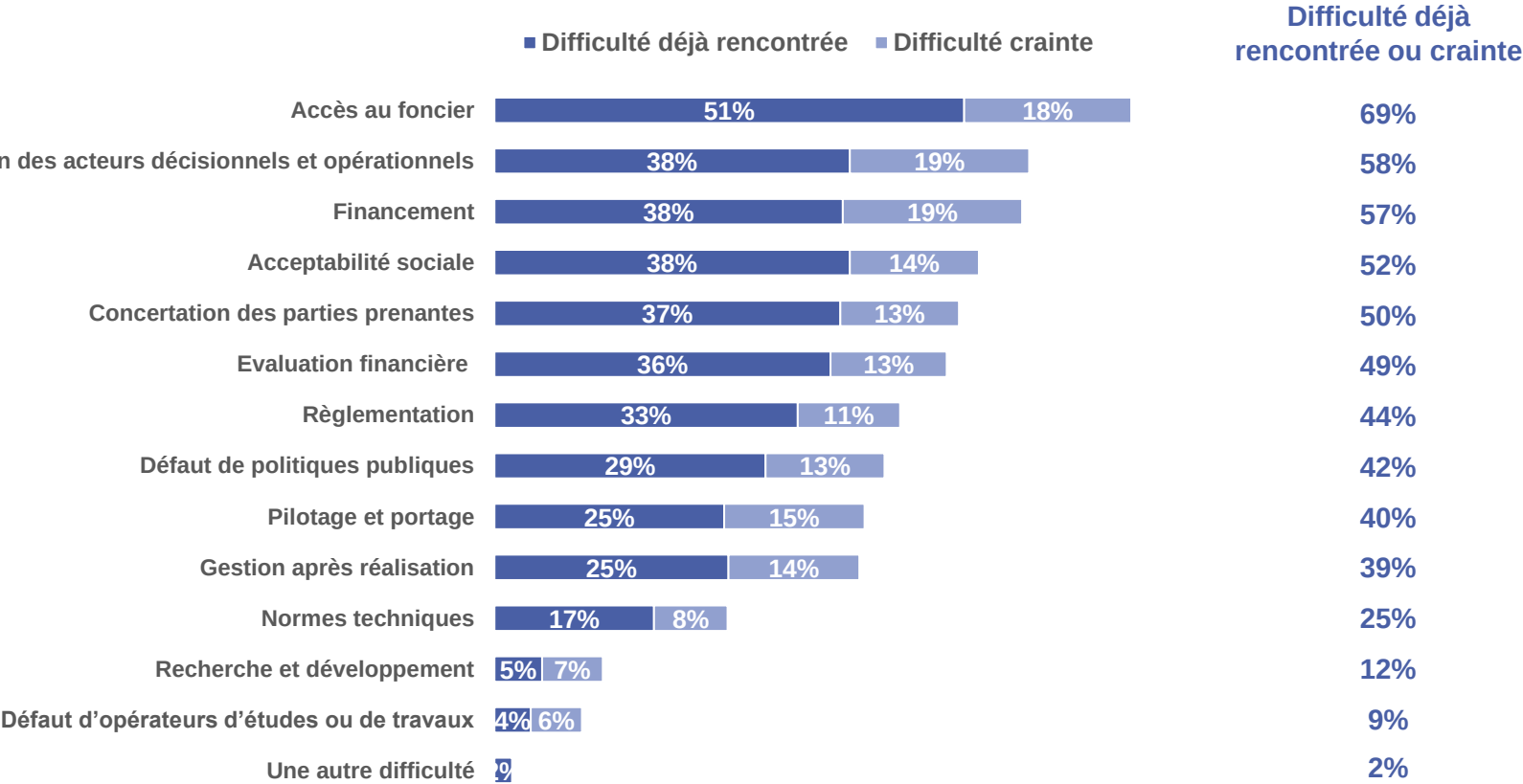


→ Des difficultés très variées, qui ont touché ou toucheraient de 16 à 31 % des communes



Difficultés rencontrées ou craintes
Focus sur les EPCI à fiscalité propre

En moyenne,
3,8 difficultés rencontrées
et 1,7 difficulté crainte



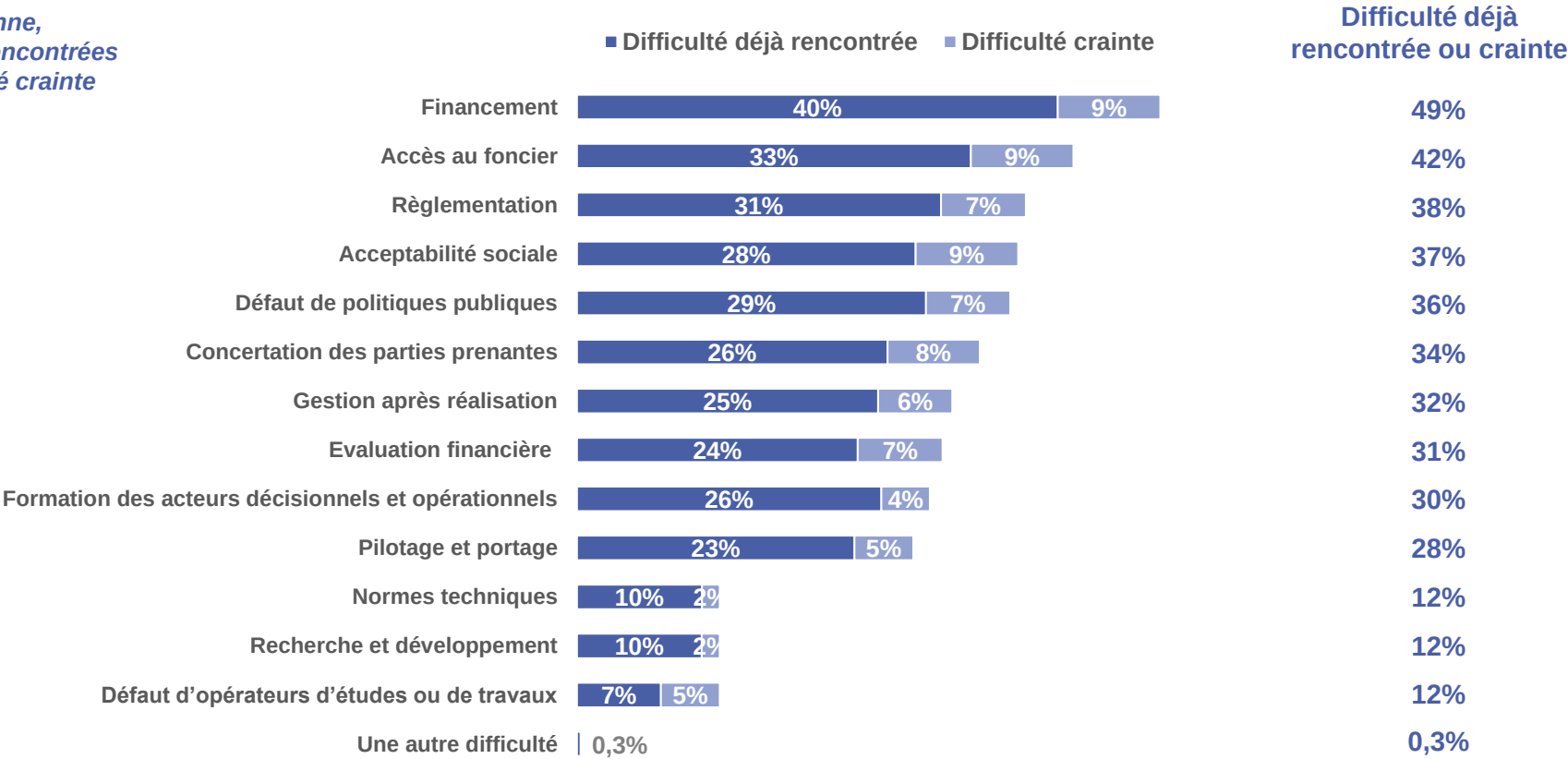
→ Une première difficulté : l'accès au foncier

Autres EPCI

Difficultés rencontrées ou craintes
Focus sur les EPCI sans fiscalité propre

(base : 32 rép.) ⚠

En moyenne,
3,1 difficultés rencontrées
et 0,8 difficulté crainte



→ Une première difficulté : l'accès au foncier,
comme pour les EPCI à fiscalité propre

Notoriété du projet européen Life intégré ARTISAN



(base : 317 rép.)

Oui
6%

2021 : 8%

Non
94%

21% pour les communes de 5 000
habitants et plus (18% en 2021)



(base : 41 rép.)

Oui
22%

2021 : 14%

+8 points

Non
78%

Autres EPCI

(base : 32 rép.) ⚠

Oui
22%

2021 : 9%

+13 points

Non
78%

Comment les communes en ont entendu parler ?

Vos réseaux professionnels : **67%** (+ 26 points)

Les médias : **31%**

Internet : **24%**

Une conférence ou un colloque : **11%**

Quelles ressources et services apportés par le projet Life intégré ARTISAN les communes connaissent-elles ?

Les ressources en ligne : **37%** (+ 12 points)

L'accompagnement régional : **34%** (+ 11 points)

Les retours d'expérience des sites pilotes : **12%**

Les formations : **4%**

Aucun : **31%** (- 16 points)



5 % des communes, **14 %** des EPCI à fiscalité propre et **13%** de celles sans fiscalité propre ont entendu parler du Forum Alliance Nature & Adaptation

79% des entreprises déjà impactées
aujourd'hui par le changement
climatique

61% impactées dans l'avenir
(+ 16 points)

92% des entreprises impactées par le
changement climatique

Quatre conséquences qui touchent aujourd'hui environ la moitié
des entreprises :

Les cyclones et les tempêtes : 79% (+ 35 points),

Les inondations et les pluies extrêmes : 79% (+ 34 points),

L'évolution de la pluviométrie : 73% (+ 25 points),

La sécheresse et le manque d'eau : 71% (=).



40% ont déjà entendu parler des SfN principalement par les médias (57%) ou
Internet (36%)

28% des entreprises ont déjà mis en place des actions pour faire face aux
conséquences du changement climatique (36 % depuis 2 ans ou moins, 19 %
depuis 3 à 5 ans et 45 % depuis plus de 5 ans) et **31%** ont prévu de le faire
(+ 24 points)

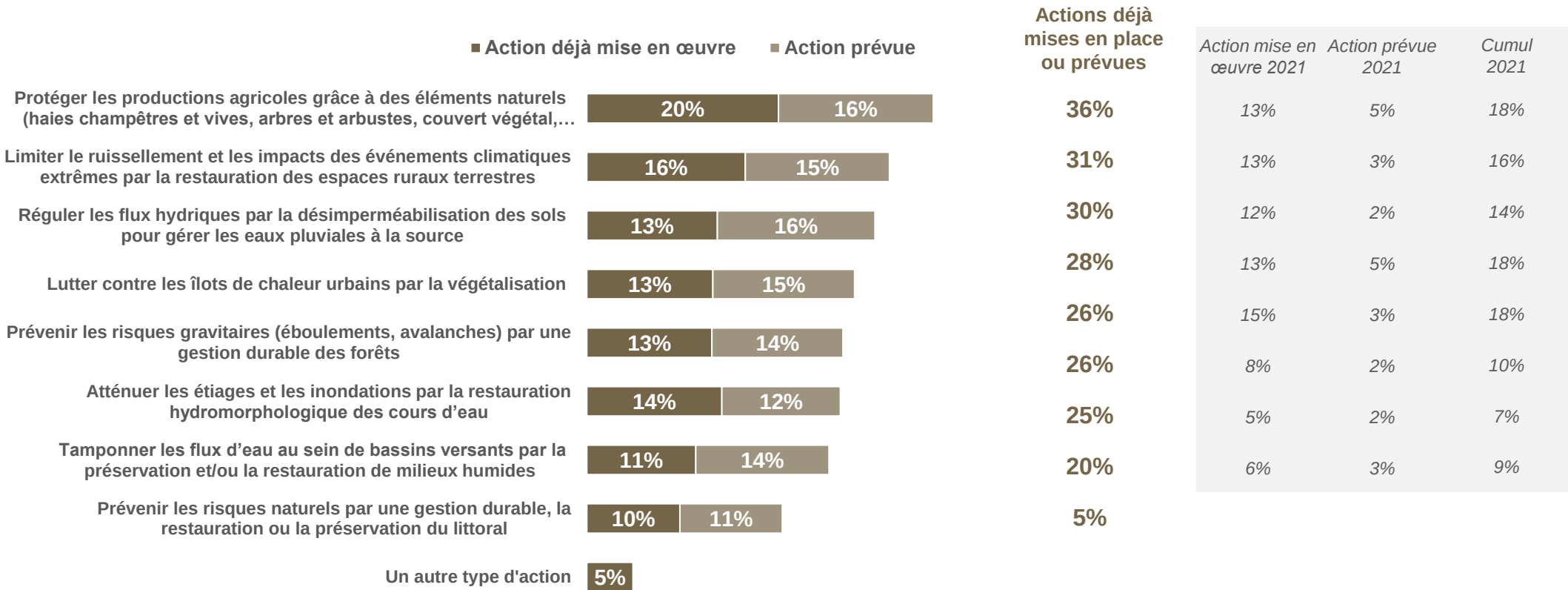
34% ne l'ont pas fait et n'envisagent pas de le faire (- 14 points)





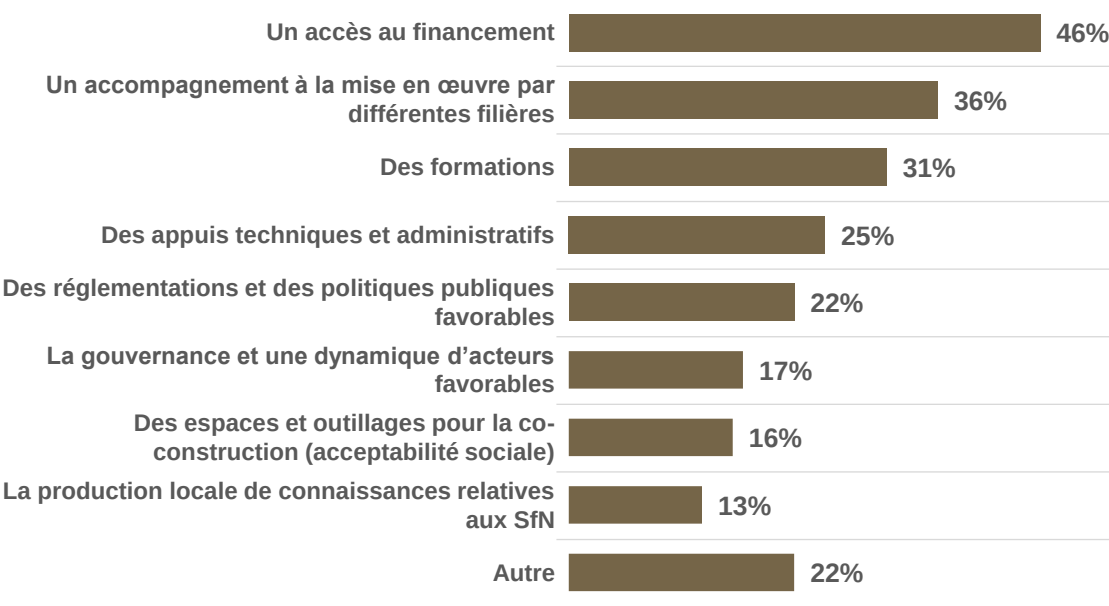
Mise en œuvre d'actions par les entreprises pour faire face au changement climatique

*En moyenne, 1,2 action mise en place (0,9 en 2021)
et 1,1 action prévue (0,2 en 2021)*

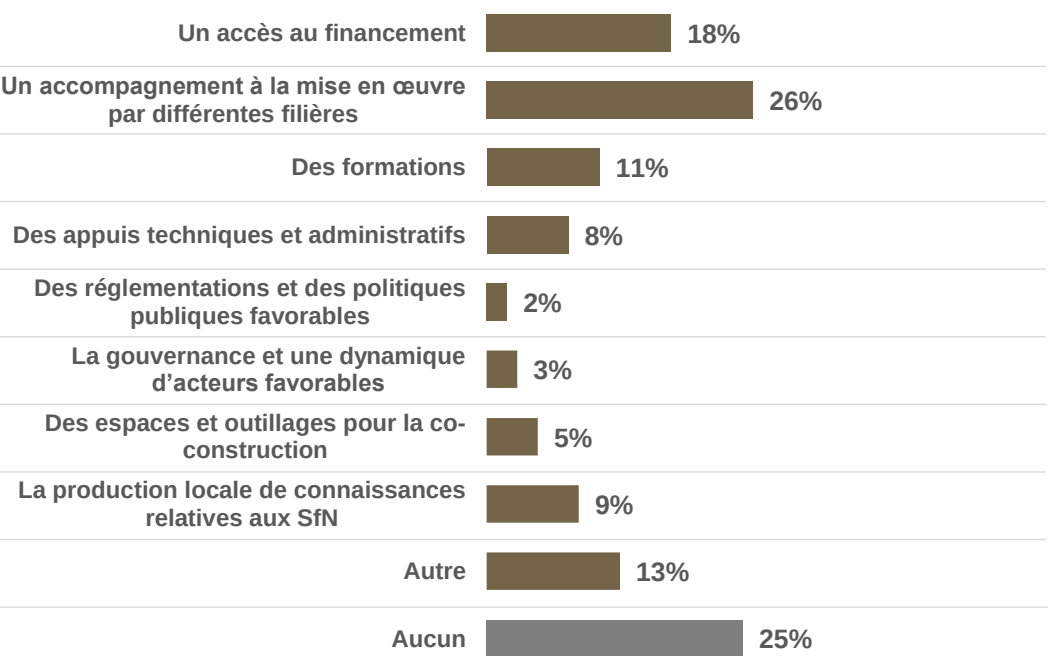


→ **Un peu plus d'actions engagées par les entreprises
mais surtout plus d'actions envisagées**

Les leviers utilisés par les entreprises ayant déjà mis en place des actions



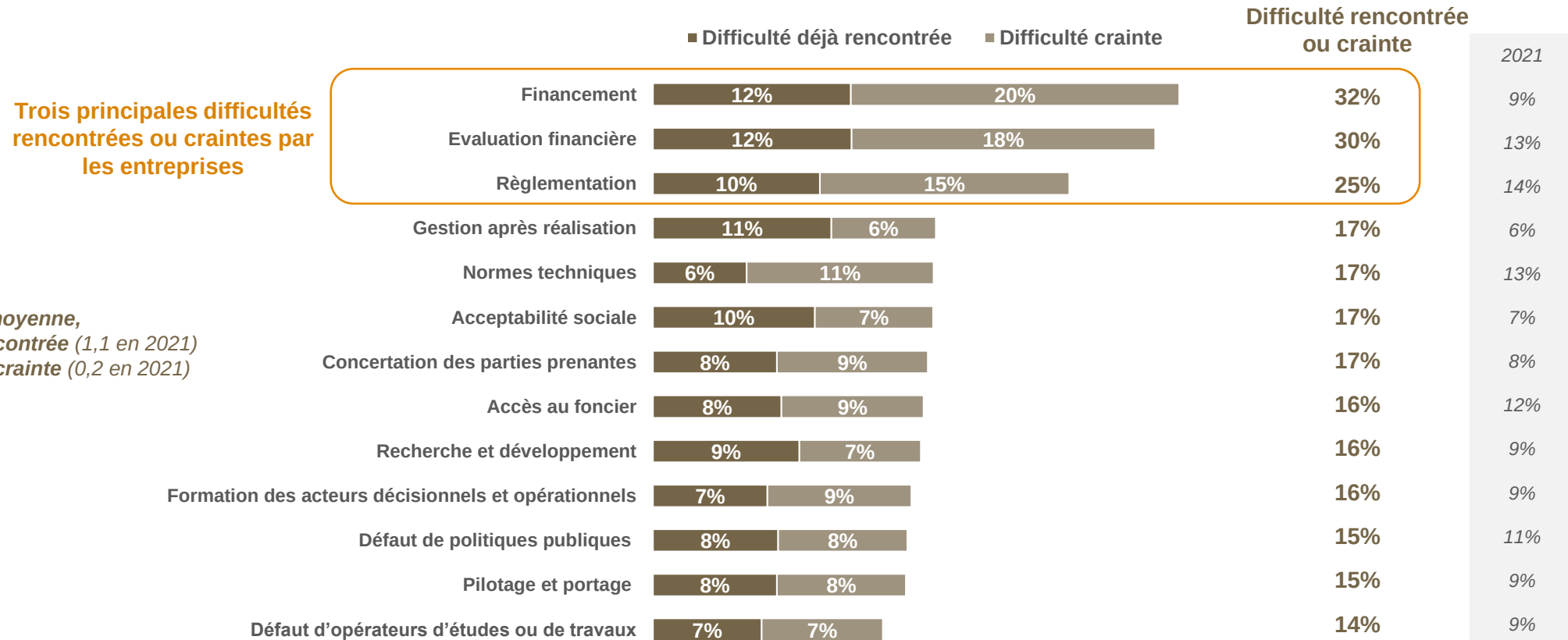
Les leviers les plus efficaces selon les entreprises ayant déjà mis en place des actions



→ Deux leviers plus utilisés ET perçus comme plus efficaces : l'accès au financement et l'accompagnement

→ Pour les entreprises envisageant de mettre en place des SfN, quatre leviers perçus plus utiles par de 36 à 49 % des entreprises : l'accès au financement, les formations, l'accompagnement et les appuis techniques et administratifs

Les difficultés rencontrées ou craintes par les entreprises



→ Autant de difficultés rencontrées en 2024 (pour une proportion d'entreprises ayant mis en place des actions équivalente) mais beaucoup plus de craintes de la part de celles qui envisagent de mettre en œuvre des actions



31% des entreprises cible ont déjà entendu parler du projet européen Life intégré ARTISAN → **+ 23 points**

55% en ont entendu parler par les médias, **48%** via Internet

Parmi eux, **52%** connaissent au moins une des ressources ou services apporté par le projet → **+ 35 points** (l'accompagnement et les formations sont les services les plus connus)



19% des entreprises cible ont déjà entendu parler du Forum Alliance Nature & Adaptation organisé par l'OFB



Gece, cabinet d'études
et de sondages

Le Papyrus
29 rue de Lorient,
35 000 Rennes

02 23 30 77 32

contact@gece.fr

www.gece.fr

